

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BALKAN-FÖDERATION

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА  
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА  
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

BALKANSKA FEDERACIJA  
 FEDERACIONI BALKANIK  
 FEDERAȚIUNEA BALCANICA

بالتان فدراسیونی

Adressez la correspondance à  
 F. LINDNER, Wien, IX  
 Postamt 72, Postfach No. 37

Paraissant tous les  
 1<sup>er</sup> et 15<sup>e</sup> du mois

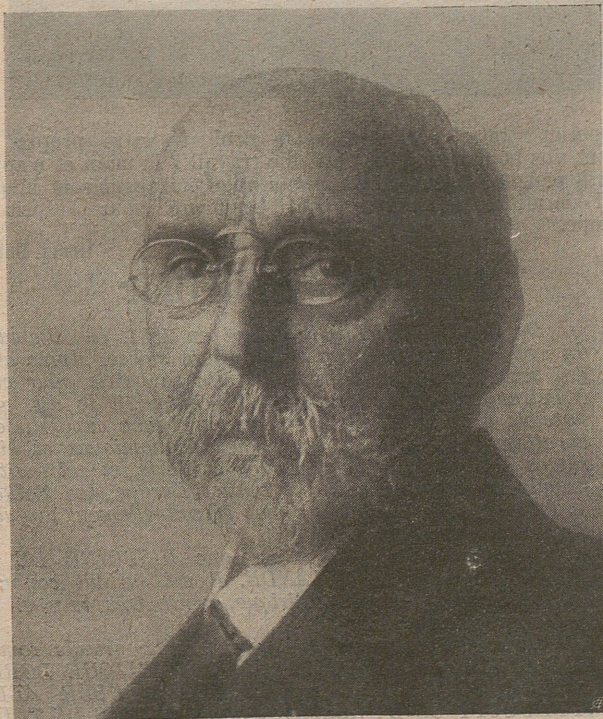
Prix du numéro et abonnement pour 6 mois :  
 1 et 10 Schil. pour l'Autriche  
 20 cent et 2 dollars pour tous pays restants

## LA FÉDÉRATION BALKANIQUE ET L'OPINION EUROPÉENNE

Notre Enquête  
 auprès des personnalités politiques et littéraires

VI.

### Ferdinand Buisson



Président de la Ligue des Droits de l'Homme.

Né en 1841 à Paris. Fils d'un juge au tribunal de Saint-Etienne, il fit ses études au lycée de cette ville. Il ne voulut pas prêter le serment de fidélité exigé par l'Empire de ses fonctionnaires. Il alla en Suisse où, de

1866 à 1870, il enseigna à l'Académie de Neuchâtel. Dès 1868, il s'attaqua au cléricisme aussi bien protestant que catholique. En septembre 1869 il participa au second Congrès de la Paix et de la Liberté qui se tenait à Lausanne, sous la présidence de Victor Hugo. En 1871, il est nommé Inspecteur primaire à Paris. Par suite d'une violente campagne des cléricaux il est révoqué de ce poste.

Élu député en 1902, il s'est occupé des questions scolaires ; fut président de la Commission de la Séparation de l'Eglise et de l'Etat, vice-président de la Commission d'Assurances et de Prévoyances sociales, et de la Commission du Suffrage Universel.

Membre, depuis sa fondation, du Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme, il fut élu son président, en 1913, après la mort de Fr. de Pressensé.

Cher Monsieur Barbusse,

J'ai envoyé votre mot à Guernut, et au lieu de me le retourner, il m'envoie copie de ce qu'il vous écrit\* : je ne puis qu'y adhérer.

La demande des Macédoniens est juste, évidemment ; ce n'est pas là-dessus que vous nous consultez. Vous demandez les moyens de la satisfaire sans déchaîner la guerre. Oui, des pactes, des arrangements entre Balkaniques, une résolution formelle entre toutes : pas de guerre, mais un appel à la Société des Nations. S'il est accueilli, tant mieux. S'il est ajourné pour un motif ou un prétexte quelconque, on s'obstinera, on reviendra à la charge, on demandera aux puissances d'examiner et de décider enfin qu'il est temps que la Société des Nations intervienne.

Quel succès ce serait, non seulement pour les malheureux Macédoniens, mais pour tous les peuples, et la Société des Nations elle-même ! Je n'ose l'espérer. Elle n'a pas encore l'autorité qu'il lui faut, cette Société des Nations. Cela viendra, dit-on. Croyons-le, puisqu'il faut croire quelque chose pour ne pas désespérer du genre humain.

Vous voyez, je n'ai rien à dire et je n'oublie pas que c'est à l'auteur du « Feu » que j'écris. Qu'il parle donc lui, il faut qu'on l'écoute.

Mille bonnes amitiés

Ferdinand Buisson

\* Nous donnons ci-après la réponse de Henri Guernut.

## Henri Guernut

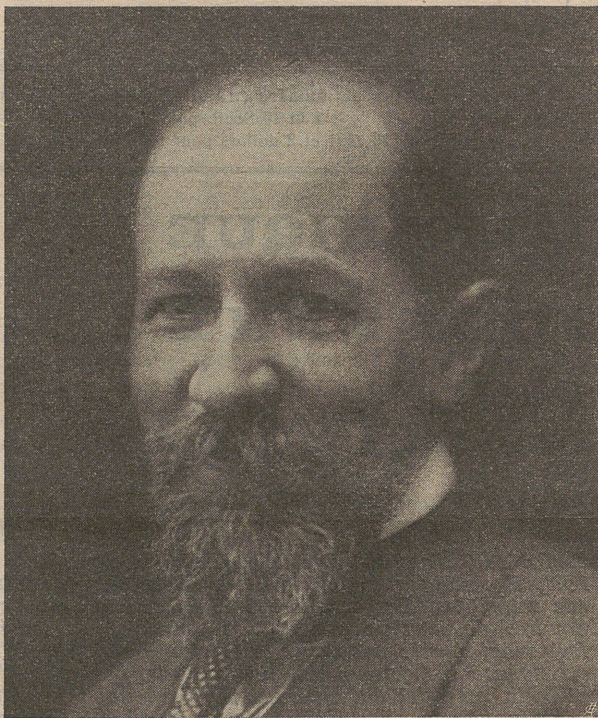
Né le 2 novembre 1876 à Guise. Etudes au lycée de Laon, puis à Louis le Grand de Paris, à la Sorbonne, Licences ès lettres, philosophie; élève de Boutroux, Séailles, Buisson. Professeur à l'école des Hautes Etudes Sociales.

En 1912, secrétaire général de la Ligue. Marque sa place au premier rang dans les campagnes de l'affaire Percin, des Conseils de Guerre, des procès Caillaux et Malvy. Il est l'un de ceux qui ont posé les assises de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme.

Vous me demandez mon sentiment sur la Macédoine. Il est simple : Il n'y aura de paix dans les Balkans que lorsque la question macédonienne sera résolue.

Si l'on veut que les Macédoniens soient justes à l'égard de leurs voisins, il faut observer la loi de justice d'abord à leur égard.

Ils demandent que la Macédoine soit autonome, c'est pour eux un droit, et c'est notre devoir de leur accorder ce droit.



La fédération balkanique est, certes, souhaitable; ce serait se leurrer que de la croire prochaine; mais avant de se fédérer, les états des Balkans pourraient très utilement, dès aujourd'hui, conclure entre eux des pactes analogues à celui de Locarno, par lesquels, ils s'engageront à soumettre aux procédures de l'arbitrage leurs conflits éventuels.

Ce ne serait pas la paix certaine, ce serait la paix probable; ce serait, en tout cas, les risques de guerre amoindris, et la guerre est une chose assez atroce pour que, par tous moyens, on s'ingénie à en diminuer l'horreur. Commençons par là, et, après cela, continuons.

Henri Guernut

## Henri Marx

Né à Paris. Auteur dramatique joué à la Comédie Française et sur les grandes scènes de Paris et d'Europe (Suède, Norvège, Allemagne, Danemark, Suisse, Belgique, etc.). L'un des jeunes maîtres de la dramaturgie actuelle. Oeuvres principales : UN HOMME EN MARCHÉ, drame; L'ENFANT-MÂÎTRE, drame; ARIEL, drame. Romans : RYLS, SOUS UN VISAGE D'HOMME. Poèmes : LA GLOIRE INTÉRIEURE, L'un des chefs d'Ecole de la nouvelle génération. A professé la Musique dans les grandes Universités.

Mon cher confrère,

Je réponds avec empressement à votre enquête relative à l'infortune de la Macédoine et des Etats Balkaniques. J'ai particulièrement étudié les effets de la dictature Tsankoff, grande animatrice de la réaction balkanique, et je connais ainsi l'horreur dans laquelle vous vivez. Dans les meetings de Paris, je me suis dévoué à répandre la passion insensée qui anime vos mauvais maîtres. Il y a là une folie dont la révolution vous vengera. Les

viols, les expatriements, les spoliations dont sont actuellement victimes les paysans et les artisans, courbés sous le joug oppresseur, fermenteront en révolte sainte.

Je crois profondément, et j'ai déclaré ma pensée avant que votre Journal paraisse sous son beau titre, que la Fédération des Etats Balkaniques est la solution la plus rationnelle qu'impose le grand problème de votre rénovation. Vos races rudes, si intelligentes et si saines, concentrées dans une fédération socialiste, pourraient offrir à l'Europe une ressource magnifique. Vos langues expriment des âmes qui ne sont de nulle part, et vous deviendriez libérés de l'indigne despotisme, une nation sage et prospère. Le travail et l'intelligence populaire ont toujours eu raison des tyrans; rien ne se peut par l'infamie. Les mouvements contre-révolutionnaires seront anéantis chez vous par le mépris haineux des populations organisées.

Je vois dans la Fédération balkanique un groupement des forces populaires, une pénétration mutuelle de la force et de l'esprit de chacun des peuples qui la composeront, un groupement de petits Etats faibles devenus forts par l'union.

La vaste guerre impérialiste, commencée chez vous, a fait semblant d'être juste en proclamant la conscience et la liberté



des petits Etats. Réclamez votre droit à votre propre vie. Hâissez vos bourreaux; vos outils de travail à la main et n'appartenez à personne. Les annexions qui vous partagent sont iniques. La Fédération Balkanique peut beaucoup pour l'esprit de l'Europe.

Henri Marx

## Dr. Max Uebelhör

Dr. MAX UEBELHÖR est né en 1881, en Allemagne du sud, à Constance, sur la frontière suisse. Après avoir fini ses études secondaires, il quitta sa patrie pour vivre à l'étranger, « seule protestation, comme il le dit, alors possible à un intellectuel contre un régime caporaliste et abrutissant ». — Il fit des études économiques et historiques à Genève, Zurich, Munich et Paris, et entreprit de grands voyages, parcourant toute l'Europe, les Balkans, la Turquie et la Syrie. Il connut personnellement la guerre dans toute son horreur.

Max Uebelhör débuta par une HISTOIRE DE LA PRESSE SUISSE-ALLEMANDE. Il est surtout connu et estimé comme écrivain satirique, genre très rare et peu goûté en Allemagne.

Ses meilleurs œuvres sont les deux grands romans DIE GOLDENE REPUBLIK (LA RÉPUBLIQUE D'OR) et TRAUGOTT ODER DEUTSCHLAND ÜBER ALLES (TRAUGOTT OU L'ALLEMAGNE AU-DESSUS DE TOUT). La première est une charge très bien étudiée et réussie contre le parlementarisme vieillot et impuissant; la seconde une satire cinglante du chauvinisme germanique, dont la publication lui valut les foudres de la justice et l'obligea à quitter son pays. Parmi ses autres œuvres, citons EINER GEGEN MILLIONEN (LE SEUL CONTRE LES MILLIONS), roman qui eût un grand succès dans

tous les pays de langue allemande. Max Uebelhör y montre la vie hasardeuse et pleine d'aventures du Seul, de l'individu, luttant contre la grande masse inerte. Uebelhör est un révolté individualiste. Aujourd'hui il vit et travaille à Paris.

La question macédonienne est résolue d'une façon aussi stupide, aussi illogique et aussi injuste que toutes les autres questions européennes. Partout règne l'iniquité, la haine et partout les minorités ethniques sont persécutées, menaçant de déchaîner de nouvelles conflagrations. Tout Etat conscient de sa « dignité » et de sa force violera les droits de ses minorités qu'il considérera comme une offense et une source de faiblesse qu'il faut tarir coûte que coûte. La minorité sera logiquement un corps étranger pour lui et contre cette évidence nulle promesse, nuls engagements même solennels ne prévaudront.

Je ne vois qu'un seul remède pour les minorités : c'est de faire disparaître peu à peu l'Etat moderne.

Quand il n'y aura plus d'Etats, mais de grandes communautés économiques, basées sur des données réelles ; quand ce fameux citoyen soi-disant libre, fier de son jouet ridicule, le bulletin de vote, et brayant son hymne national, « la patrie au-dessus de tout », aura, une fois pour toutes, fait place à l'Homme, reconnaissant dans chaque autre homme son frère, n'importe la couleur, la race et la langue — alors seulement les minorités n'auront plus à gémir, et cela pour la simple raison qu'il n'y en aura plus. Qui veut l'Etat moderne, centralisateur, « sain », « fort », bien « conduit », veut la minorité opprimée, violente, humiliée.

Ce temps viendra, et alors on éclatera d'un rire immense et fou en pensant à tous ces mots sonores et creux, à toutes ces sottises qui sous les noms de « dignité », de « patriotisme », d'« intérêt national », etc. ont gouverné les peuples et martyrisé les minorités, en les excitant les uns contre les autres, en les jetant les uns contre les autres.

Sûrement, on ne doit pas sous-estimer la bêtise universelle. Elle est gigantesque, cette bêtise, soigneusement cultivée par les écoles et les académies et par la grande presse surtout, au profit d'une minorité infime, mais toute puissante : la classe bourgeoise et capitaliste.

Quand même, il faut marcher en avant. Une des grandes étapes sur la route vers la libération, vers la création de l'Homme, est une Europe unifiée ayant comme centre Paris, cet admirable Paris de tous les efforts généraux et humains.

D'après tout ce que j'ai vu et entendu pendant mon séjour dans les Balkans, je puis dire que c'est surtout dans cette contrée que les Etats, les races et les confessions se dressent les uns contre les autres avec une férocité et une fureur

inouïes. C'est particulièrement contre ces gouvernements de terreur, qui paraissent avoir réalisé l'idéal de l'Etat, que les vrais hommes doivent se liguier.

Je suis donc de cœur avec vous dans tous vos efforts pour abolir ces Etats et supprimer toutes ces frontières qui divisent



Photo Phébus, Paris.

la population laborieuse des Balkans, au profit de quelques têtes couronnées rapaces, s'appuyant sur une poignée de capitalistes sans entrailles.

Je suis de cœur avec vous pour votre devise : la *Fédération balkanique* dont la réalisation sera un grand pas vers une Humanité affranchie.

Dr. Max Uebelhör

## Liapcheff continue l'œuvre de Tsankoff

Soixante nouvelles condamnations à mort

### Le meeting de protestation aux Sociétés Savantes

G. Mallet, D. Renoult, J. Zyromski, Robert Bos, J. Longuet, Paul Marion

flétrissent tour à tour la terreur bulgare

#### Déclaration de Georges Mallet

M. Liapcheff est venu au pouvoir avec la mission d'apaiser le pays. Les journaux bulgares et étrangers dévoués à sa cause ont annoncé à grands cris qu'une nouvelle ère s'ouvrirait pour la Bulgarie. Nous avons été les premiers à dénoncer la duplicité des avocats zélés du complice du Professeur Rouge.

M. Liapcheff n'a pas tardé à jeter le masque. Sous son règne comme sous celui de Tsankoff les condamnations à mort ont continué à pleuvoir.

L'opinion publique s'est vivement émue et le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans s'est fait l'interprète fidèle de l'indignation populaire en organisant le 30 mars une réunion de protestation à la salle des Sociétés Savantes. Malgré les deux meetings organisés le même soir la manifestation a eu le plus vif succès. Devant une salle pleine composée des représentants de toutes les classes de la société, trois heures durant, les orateurs, salués de vifs et fréquents applaudissements, ont cloué au pilori Liapcheff et toute la bande qui terrorise le malheureux peuple bulgare.

Georges Mallet, libéré du cachot de Sofia, présidait, assisté de M<sup>e</sup> Marcel Villard, secrétaire du Comité et de Cordier, du Secours Rouge International. Mallet énuméra les tortures et les souffrances que les Torquemada modernes font subir dans les prisons de Sofia à leurs victimes et adressa un appel vibrant à l'opinion publique de France pour la libération de sa mère et des deux Français, M. et M<sup>me</sup> Léger, qui gémissent toujours dans la prison, ainsi que de toutes les autres victimes de la Ligue militaire.

Voici la déclaration dont donna lecture Georges Mallet, et qui produisit une impression énorme sur l'assistance.

« Je ne ferai qu'énumérer ici quelques faits qui se sont déroulés en Bulgarie et dont nous avons nous-mêmes souffert, ma mère et moi, après notre arrestation en avril dernier.

J'ai été témoin de tels actes barbares que le récit ne pourra que soulever l'indignation et le dégoût de tous ceux qui en connaîtront les détails.

Tassés à plus de 20 dans une chambre qui n'en devait contenir que 5, nous attendions avec angoisse le moment où nous devions comparaître devant nos bourreaux dépourvus de tous sentiments humains. Chaque nuit, un de nos camarades de chambre ne revenait plus, ou revenait dans un triste état ; les chairs en loques, aussi noires que l'on puisse se l'imaginer et crachant le sang à flots.

Des cris de femmes et d'hommes, des cris arrachés par la douleur, par la souffrance de leur chair qu'on brûlait avec des tenailles rougies au feu, par la douleur des chairs déchiquetées ou enfin par ceux qu'on était en train d'assommer à coups de marteaux ou de bandes caoutchoutées ; ces cris nous parvenaient toutes les nuits.

Ce fut dans les nuits du 18, 19, 20 et 21 avril que disparurent par dizaines des jeunes gens contre lesquels on ne pouvait dresser aucune accusation. C'est alors que disparurent les députés Pétrini et Kossovsky. Nous avions malgré le beau temps, un

chauffage excessivement fort, nous apprîmes par la suite que ces deux camarades avaient été brûlés vifs dans les foyers du chauffage central de la Sûreté de Sofia.

C'est le 19 avril que la femme de Mouletarov perdit la raison ainsi que trois autres, par suite de la situation horrible dans laquelle nous avaient mis des agents, des officiers ivres-morts, qui faisaient irruption dans les chambres et se livraient à toutes sortes d'excès dont les femmes ne furent même pas exemptes. De tous côtés partaient les derniers cris d'agonie de nos camarades que l'on égorgeait ou des femmes que l'on violentait. Dans la première nuit de mon arrestation, j'ai pu voir un corps inerte qui le lendemain matin avait disparu.

Non contents d'égorger hommes et femmes, ils égorgeaient les enfants. C'est ainsi que le fils de Borimetchkof qui avait été dans notre chambre, disparut dans la nuit du 28 au 29 avril.

Le régime des prisons n'était guère meilleur, le cachot mouillé était une des peines les plus usitées, les geôliers y faisaient verser de l'eau afin d'ôter tout espoir de repos à celui qui y était envoyé. On n'avait ni couverture ni nourriture, ni lumière. Ceux qui y descendaient n'en revenaient que pour entrer à l'hôpital, si le médecin jugeait qu'il était assez malade.

C'est ainsi que ma mère, après avoir été maltraitée par le commandant, un lieutenant de l'armée active, y avait été jetée. Elle a passé sur le sable qu'on arrosait tous les jours, un mois, puis vingt jours, pour avoir fait la grève de la faim.

C'est ainsi que Léger après avoir été assommé de coups a été sorti de ce cachot à moitié paralysé et urinant et crachant son sang à flots. Il avait fallu l'intervention de la Légation de France pour mettre un frein à son supplice. J'ai moi-même passé une dizaine de jours dans ce lieu sinistre. Les traitements que nous avions à y subir étaient bien plus odieux que ceux infligés aux prisonniers criminels. La nourriture était en général infecte, elle était préparée au suif rance, la viande était tellement pourrie qu'à maintes reprises nous voyions surnager les vers; quant aux vêtements nous tâchions de nous suffir nous mêmes. Avant d'avoir une paillasse, j'ai couché pendant deux mois sur le ciment de ma cellule.

L'amnistie est survenue, un nombre insignifiant de nos camarades ont été libérés, les trois quarts y sont encore. Des enfants de 15, 16 et 19 ans ne sont pas amnistiés; l'un de ceux-ci a été mis la veille de l'amnistie, dans une situation désespérée par les geôliers. Les camarades amnistiés qui, pour une cause quelconque sont obligés de rester en Bulgarie, sont voués à la misère et appelés à disparaître un jour comme sont disparus tous les amnistiés pendant les événements de septembre.

Les dix jours de liberté que j'ai passés en Bulgarie, après ma libération, ont été dix jours d'angoisse. Je n'ai pu respirer librement qu'une fois arrivé à Tzaribrod. J'ai quitté la Bulgarie parce que j'en ai été chassé malgré l'amnistie octroyée.

Je termine en faisant appel à vos sentiments humanitaires, et je vous prie de protester énergiquement contre la détention de ma mère, ainsi que contre celle de Léger et de tous les camarades détenus actuellement dans les prisons de Sofia.»

#### Discours de Daniel Renoult

Après les déclarations du Président, la parole est donnée à Daniel Renoult, secrétaire du Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche en Bulgarie et dans les Balkans.

Daniel Renoult expose la situation; il rappelle comment à son retour de Bulgarie, il constitua avec Marcel Willard, Henri Torrès, Albert Fournier, un Comité qui se donna pour tâche de mener une lutte systématique auprès de l'opinion occidentale contre les crimes de la dictature fasciste dans les Balkans.

Le Comité grandit vite, groupant peu à peu un grand nombre d'hommes politiques de gauche et de très nombreuses personnalités littéraires.

Il prit un nouvel essor, lorsqu'après son voyage en Roumanie, et en Bulgarie, Henri Barbusse en devint le Président.

Le Comité se préoccupe à la fois de mener par la parole et par la plume le combat incessant contre les Gouvernements d'oppression des Balkans et de pénétrer des idées anti-fascistes les masses de plus en plus nombreuses d'étudiants et d'ouvriers balkaniques qui viennent demander l'hospitalité à la France.

Daniel Renoult, après cet exposé, dit que la chute de Tsankoff et celle de Bratiano constituent des succès éclatants pour le Comité; mais il ne faut pas cependant s'illusionner et croire, parce que Tsankoff n'est plus Président du Conseil en Bulgarie que la réaction cesse de régner dans ce pays. Avec Liapcheff comme avec Tsankoff, ce régime fondé le 9 Juin 1923 par la conjuration des banquiers et des chefs militaires, continue à écraser la Bulgarie. Tsankoff s'est effacé parce qu'il était trop discrédité devant l'opinion publique occidentale; mais son successeur le continue très fidèlement.

On a voulu faire croire à l'opinion européenne que l'arrivée de M. Liapcheff au pouvoir signifiait la restauration de la démocratie en Bulgarie et la réconciliation nationale. Or, l'amnistie présentée par le nouveau gouvernement et que le Sobranié a votée, est une véritable caricature. Elle bénéficie très largement

aux condamnés du droit commun, aux bourreaux, aux agents directs ou indirects du gouvernement, mais elle laisse de côté les principales victimes de la Terreur Blanche. Des milliers de condamnés vont demeurer dans les prisons et la Terreur Blanche continue, et ce qui le montre bien, c'est que 60 nouvelles condamnations à mort viennent d'être prononcées en Bulgarie. Il faut que l'opinion européenne intervienne avec énergie pour sauver du gibet les condamnés menacés de mort, car si beaucoup de ces condamnés sont réfugiés à l'étranger, il en est qui sont entre les mains des autorités bulgares et la confirmation de la peine capitale par le Roi a été déjà prononcée pour deux d'entre eux. Il faut donc agir sans retard et avec toute l'énergie désirable.

#### Discours de Zyromski

Zyromski prend la parole après Daniel Renoult. Il déclare tout de suite qu'il parlera en socialiste. Il parlera en socialiste, parce qu'il s'agit dans ce meeting de solidarité humaine et fraternelle et que le socialisme n'est jamais resté insensible à ces sentiments; il rappelle à ce sujet les admirables campagnes de Jaurès et de Pressensé pour les martyrs arméniens, macédoniens, pour tous les peuples opprimés. Il parlera en socialiste, parce qu'il s'agit de solidarité révolutionnaire et que jamais le socialisme ne doit oublier la force et la valeur de cette communion profonde qui réunit tous ceux qui sont dressés contre l'exploitation capitaliste et la domination impérialiste. Il parlera en socialiste, enfin, parce que la situation tragique des Balkans s'explique par les injustices et les iniquités des traités de « paix » de 1919 qui empêchent toute véritable organisation de la paix dans les Balkans. Le socialisme international dénonce toujours ces traités de force et de violence. En dehors de cela, l'existence dans toutes les capitales des Etats balkaniques de gouvernements militaristes, nationalistes, chauvins constitue un nouvel obstacle à tout effort de pacification. Les atrocités fascistes, qui soulèvent l'horreur et l'indignation, montrent à quelles abjections descendrait l'humanité, si la route n'était pas barrée à cette forme particulièrement odieuse de la réaction politique et sociale, et à ce propos l'orateur fait acclamer la victoire remportée dans le 2<sup>me</sup> secteur de la capitale de la France, due à la discipline ouvrière et démocratique du peuple de Paris.

Dans les Balkans, tant que les gouvernements actuels subsisteront, il sera impossible d'amorcer la réalisation de cette Fédération Balkanique, vieille conception socialiste, qui est la garantie de l'indépendance politique des Etats et de la liberté culturelle des populations. Ces gouvernements sont dominés par les éléments militaires qui ne rêvent que politique d'annexion et d'impérialisme. La dictature militaire sévit partout à Athènes, Sofia, Belgrade, Bucarest.

La Macédoine, écartelée entre la Bulgarie, la Yougoslavie et la Grèce, pressurée, martyrisée, reste dans les Balkans une surface de friction. Mais l'orateur met en garde l'assistance contre le danger qui consisterait à faire de la Macédoine l'instrument de l'annexionnisme bulgare. Les gouvernements de Bulgarie qui se sont succédés ont poursuivi le rêve de l'annexion de la Macédoine, avec l'appui des certains éléments macédoniens. Il invite à cet effet ceux des Macédoniens qui, en Bulgarie et en Serbie, font le jeu de ces gouvernements de pire réaction, de s'unir et de travailler à la réalisation de l'idée de la Fédération Balkanique.

C'est par l'Union Fédérale Balkanique, déclare l'orateur en terminant, que peuvent se résoudre les conflits qui menacent sérieusement la paix dans la péninsule et il adresse un chaleureux appel à la conscience de la classe des ouvriers et des paysans des Balkans, seule force capable de créer cette union fédérale contre le Capitalisme et l'Impérialisme.

#### Discours de M. Robert Bos

Conseiller Municipal et Secrétaire du Conseil Municipal de Paris; Conseiller Général de la Seine, Avocat à la Cour.

En présence du renouvellement des excès de la terreur blanche en Bulgarie et en suite des soixante condamnations à mort que viennent de prononcer les tribunaux bulgares pour des faits politiques, des hommes d'opinions différentes — voire contraires — tels que les socialistes Jean Longuet et Zyromski, les communistes Daniel Renoult et Marion, et le radical que je suis, se dressent aujourd'hui en cet Hotel des Sociétés Savantes à Paris pour interpréter au nom d'un millier d'auditeurs une commune indignation.

Entre ces orateurs de tendances et de tempéraments si divers, le sentiment d'une évidence tragique suffit à réaliser l'identité des esprits et des cœurs.

On avait espéré en France que la chute de M. Tsankoff allait clore l'ère des condamnations politiques en Bulgarie. Et quant à moi, j'avais ajouté foi aux discours apaisants de son successeur. M. Liapcheff ne se disait-il pas démocrate? Son hypocrisie politique n'a pas résisté à l'épreuve de quelques semaines de gouvernement. A la vérité, les méthodes de M. Liapcheff ne diffèrent en rien de celles de M. Tsankoff. La

prorogation de l'atroce régime qui ensanglante la Bulgarie depuis le coup d'Etat de 1923 nous contraind à prorroger nos indignations.

Devant les exécutions nouvelles que l'on prépare ou que l'on prévoit, il n'est pas de cœur fervent qui ne sente monter en lui une ample protestation.

Nous radicaux français, nous surtout, oui, avons déjà cruellement éprouvé l'injustice des condamnations politiques, puisque deux de nos chefs ont en 1918 et 1920 dramatiquement vérifié « qu'en politique il n'y a pas de justice » — nous avons l'expérience que la Politique et la Justice sont des sœurs ennemies, et que lorsque la première pénètre dans les prétoires, elle chasse l'autre aussitôt.

Bien que nos discours soient d'ordinaire modérés, il n'est pas de parole assez forte pour traduire notre horreur des poursuites qu'inspire la raison d'Etat. Nous avons assez souffert en Malvy et Caillaux pour mériter d'être entendus lorsque nous réclamons pour les condamnés bulgares la libération définitive par une amnistie totale.

Des témoignages indiscutables attestent la triste situation de la Bulgarie. L'âme évangélique du père Markham, missionnaire américain, s'est émue de l'oppression continuée de M. Liaptcheff.

« Le public », écrit-il, « a peur du pouvoir, et le pouvoir craint qu'on ne conspire contre lui. »

Ainsi, le peuple bulgare n'est plus qu'un troupeau misérable, marqué du stigmate uniforme de l'esclavage et sur lequel on prélève les victimes de périodiques hécatombes. Le maintien du régime actuel serait la consécration de l'iniquité et de l'atrocité.

Comme en Roumanie et en Grèce, les minorités ethniques sont molestées en Bulgarie par une dictature arbitraire et sanguinaire. La Macédoine se trouve écartelée entre ces trois états. Un tel partage, loin d'assouvir les ambitions des politiques, surexcite l'envie réciproque des tyrans. Il est d'autre part injustifiable au regard du Droit des Gens et apparaît comme une violation et même une négation cynique du Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme du principe des nationalités.

Tant qu'un pareil statut pèsera sur les Balkans, la paix y sera menacée. L'injustice et la terreur y seront les servantes de la Dictature.

Il n'y a pour les peuples asservis d'autres voies d'affranchissement que celles qui mènent vers la Démocratie. Que la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie, la Hongrie et la Yougoslavie prennent donc conscience d'elles-mêmes! Alors, dans la plénitude de leur indépendance elles pourront confondre à jamais leurs immortelles destinées.

La constitution de la Fédération des Balkans dépend de l'éveil du sentiment démocratique en Orient. Je souhaite ardemment que les nations opprimées se lèvent bientôt là-bas pour se libérer et s'associer, car de la formation de la libre République des peuples balkaniques dépendent encore, et surtout en Europe, la paix et la justice.

#### Discours de J. Longuet

Ce n'est pas sans émotion, déclara Longuet, que je me retrouve dans une salle qui évoque dans ma mémoire le souvenir des grandes démonstrations faites en faveur des peuples, des races et des classes opprimés et où s'éleva la grande voix de Jaurès tonnant pour les Arméniens massacrés par Abdul Hamid, le peuple russe en lutte contre le Tsarisme et pour tant d'autres causes généreuses et nobles.

Nous sommes réunis ce soir pour affirmer notre sympathie pour le peuple bulgare qui est certainement un des peuples du monde qui ont été terriblement éprouvés depuis ces 20 dernières années. N'a-t-il pas connu tour à tour et la première guerre balkanique et la deuxième guerre balkanique, et ensuite la guerre mondiale, terminée pour lui comme pour tous les vaincus par une paix brutale d'iniquité. Comme si ce n'était pas assez il a fallu ensuite que la guerre sociale se déchaîne sur son sol dans des conditions plus atroces que dans n'importe quel autre pays.

Ce fut d'abord le régime des paysans conduits par Stamboliski. Certes, il mérite de nombreuses critiques. Il participait de ce préjugé fréquent chez les agrariens de partout qui ne considèrent comme travail réel que le travail de la terre et méprisent le travail de l'industrie et de l'intelligence. Mais si sa dictature fut parfois rude, elle était du moins exercée au nom de la grande majorité du peuple bulgare. Tandis que c'est une poignée d'officiers et de fascistes qui sous le masque d'un « gouvernement des professeurs » a exercé la répression la plus féroce. Au lendemain de l'attentat de la Cathédrale de Sofia, que tous les partis bulgares d'avant garde, y compris le parti communiste, ont réprouvé, on a vu se déchaîner de véritables saturnales sanglantes le massacre de 15 à 20.000 citoyens et ceci dans un petit pays qui n'a en tout que 4 à 5.000.000 d'habitants. Voyez quelle est donc la proportion des cadavres!

Et puis ce furent des tortures qui rappellent l'inquisition espagnole dont tout à l'heure notre président Georges Mallet faisait le récit effroyable. Le gouvernement Tsankof tombé, on avait pu espérer qu'une atmosphère plus respirable règnerait en

Bulgarie, mais nous constatons que la loi sinistre et scélérate sur la défense de l'Etat continue à être appliquée avec une barbarie égale par M. Liaptcheff. Vous avez vu les 60 nouvelles condamnations à mort. Contre de pareils crimes il faut que nous fassions entendre la protestation unanime du peuple de Paris.

Paris révolutionnaire qui a toujours été autrefois pour la Pologne, l'Arménie, la Russie populaire et les nations opprimées, ne peut pas rester indifférent aux souffrances du peuple macédonien écartelé entre trois Etats. La Macédoine ne peut trouver son salut que dans une Fédération Balkanique que je me souviens d'avoir préconisé dès 1912, d'accord avec mon ami Rakovsky.

Nous devons flétrir avec toute notre force la réaction bulgare qui n'est d'ailleurs qu'un aspect général de la réaction qui sévit en Grèce, en Roumanie, en Yougoslavie et en Hongrie. Dans ce pays, tant que la terreur blanche de Horthy ne sévissait que sur les ouvriers et les paysans, notre bourgeoisie n'élevait aucune protestation efficace. Il fallut que les bandits fabriquaient de faux billets de banque français pour que l'on se décide à intervenir, car aux yeux de la bourgeoisie dirigeante les billets de banque ont plus de valeur que la vie humaine.

Malgré cette situation tragique des Balkans, où le peuple est placé sous la botte des pires tyrans, nous pouvons avoir confiance dans l'avenir, nous souvenant de la parole d'un jeune poète :

Car la nuit la plus noire  
est une aube qui vient.

#### Discours de Paul Marion

Dans cette réunion où tous les partis de gauche et d'extrême gauche furent représentés, Paul Marion parla au nom du Parti Communiste.

Il montra la responsabilité de la diplomatie européenne et des gouvernements de France et d'Angleterre dans la continuation du régime de la Terreur Blanche dans les Balkans.

« Les gouvernements balkaniques sont, dit-il, les bons clients des capitalismes anglais et français qui leur vendent en grande quantité et aux prix forts des avions de guerre, des canons et des munitions.

Le capitalisme Occidental a besoin d'une Péninsule Balkanique divisée entre petits Etats rivaux, nationalistes, s'efforçant d'avoir toujours des armées plus fortes. D'autre part, cet état de division et d'antagonisme sert très utilement la pénétration directe du capitalisme occidental dans le Proche-Orient. Enfin les diplomaties de France, d'Angleterre, d'Italie se servent avec joie des gouvernements réactionnaires des Balkans comme des pièces sur l'échiquier diplomatique. On comprend que les gouvernements démocratiques seraient moins facilement maniables pour le capitalisme occidental. Aussi voyons-nous les gouvernements de France, d'Angleterre soutenir le régime de la réaction la plus féroce. Gambetta avait dit autrefois : « L'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation. » De même pour nos gouvernements démocratiques d'occident la démocratie n'est pas article d'exportation. »

Paul Marion a terminé son discours en opposant la situation des peuples si nombreux et si divers qui composent l'Union des Républiques Soviétiques avec celle où vivent les peuples balkaniques. D'un côté, dans l'Union Soviétique, les groupements ethniques, grands ou petits, vivent en pleine liberté, avec la possibilité de développer leur langue, leurs usages traditionnels, leur culture propre. De l'autre, les gouvernements fascistes s'efforcent d'écraser les minorités nationales et de les absorber à l'aide des moyens d'oppression les plus abominables.

Comme les autres orateurs, Paul Marion conclut, en disant que la première étape à atteindre dans la voie de la libération, est la création d'une libre Fédération Balkanique.

Après ce discours très vigoureusement applaudi, l'assemblée vote à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

*Les citoyens réunis le 30 mars, salle des Sociétés Savantes, à l'appel du Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche, sous la présidence de George MALLET, récemment libéré de la prison de Sofia.*

*Après avoir entendu Georges Mallet retracer les tortures subies par les prisonniers politiques, et les citoyens Daniel Renoult, Robert Bos, Jean Longuet, Zyromski et Marion flétrir les crimes de la réaction.*

*Protestent avec indignation contre la terreur fasciste qui se poursuit en Bulgarie sous le gouvernement de M. Liaptcheff avec autant de violence que sous celui de Tsankoff.*

*Ils s'élèvent de toute leur force contre les 60 condamnations à mort, prononcées en Bulgarie pour des faits politiques connexes à la guerre civile et qui devraient être tous amnistiés si le gouvernement Liaptcheff avait tenu ses promesses.*

*Ils déclarent que l'opinion européenne ne permettra pas que de nouvelles victimes soient ajoutées à la liste des 20.000 bulgares assassinés par la réaction depuis le Coup d'Etat des banquiers et des officiers, le 9 juin 1923.*

*Ils chargent le Comité de Défense d'exprimer cette volonté au roi Boris III et au gouvernement bulgare.*

*Ils le chargent aussi d'attirer très fortement l'attention du Quai d'Orsay sur la situation faite à Sofia à trois français : M. et Mme Leger, Mme Adéla Nicolova, mère de Georges Mallet, condamnés à mort, puis à la prison perpétuelle malgré leur innocence évidente, et qui ont subi des tortures effroyables.*

*Ils demandent du gouvernement français une intervention énergique pour la libération immédiate de ces français.*

*Ils saluent l'action du Comité de Défense qui a groupé contre la Terreur Blanche toutes les forces anti-fascistes.*

*Ils applaudissent à la chute des Ministres-bourreaux Tsankoff et Bratiano.*

*Ils s'engagent à continuer la lutte, d'abord avec le Comité, pour la libération complète des peuples balkaniques, et se séparent aux cris de :*

*A bas le Fascisme assassin !*

*Vive l'amnistie intégrale et sans conditions en Bulgarie et dans tous les Etats des Balkans !*

*Vive la libre Fédération des peuples Balkaniques !*

## Le bloc réactionnaire des Etats Balkaniques

Pendant longtemps, les royaumes balkaniques où s'exerçaient sans limites les intrigues des grandes puissances, ont été un péril pour la paix européenne. En 1886 la Bulgarie prenait ses inspirations en Russie, comme la Serbie en Autriche-Hongrie. Puis, les situations évoluèrent. Le Tsarisme chercha son point d'appui à Belgrade en exploitant l'irréductibilité serbe, comme l'Autriche, et derrière elle l'Allemagne, s'étaient appuyés sur le gouvernement de Ferdinand de Cobourg à Sofia. La Roumanie était liée par un traité aux chancelleries de Berlin et de Vienne, et du reste Carol I était resté un pur Hohenzollern. Les influences allemande, française et anglaise s'entrechoquaient à Athènes, comme d'ailleurs à Constantinople, au temps où la Turquie comptait encore sur le Continent. La guerre mondiale est sortie d'une affaire danubienne ou balkanique, mais elle avait failli sortir d'une affaire de même nature en 1908, lors de l'annexion de la Bosnie par le Baron d'Aehrenthal, en 1909 lors des sommations austro-hongroises à la Serbie, en 1912 et en 1913 pendant les guerres des Balkans.

Aujourd'hui il y a détente entre les états de la Péninsule. Ils songent assez peu à s'entre-déchirer. Au contraire, leurs gouvernements tâchent de se rapprocher les uns des autres de façon à former un unique bloc réactionnaire.

La Roumanie et la Yougoslavie appartiennent déjà, l'une et l'autre, à la petite Entente, et les difficultés qui auraient pu naître entre elles à propos du Banat ont été dissipées. La Yougoslavie a négocié dans l'ombre avec la Bulgarie, bien que ces deux puissances aient derrière elles une longue tradition d'hostilités et de rancunes. De même, la Yougoslavie s'attache à élaborer un compromis avec la Grèce à laquelle elle a eu peine à pardonner l'attitude de Constantin durant la crise mondiale. La Macédoine pouvait séparer les chancelleries de Belgrade, de Sofia et d'Athènes, qui se sont disputées jadis les parcelles de ce pays et qui en possèdent chacune un morceau. En réalité, la Macédoine les réunit. Elles se liguent contre toute velléité macédonienne d'émancipation, comme jadis la crainte des soulèvements polonais servait de ciment à l'alliance entre les Hohenzollern, les Romanov et les Habsbourg.

Les déchirements balkaniques sont donc moins à appréhender qu'autrefois : par contre les gouvernements des Balkans ont contracté des engagements réciproques contre la révolution. Rien ne s'explique mieux, puisque le fascisme, c'est-à-dire le régime qui subordonne les masses à une oligarchie fortement armée, prête à toutes les violences, aussi peu soucieuse de sa propre légalité que des libertés élémentaires, est le régime commun, des Carpathes au Péloponèse.

Pangalos se conduit comme un petit Mussolini. En janvier il avait annoncé qu'il concentrerait toute la puissance publique entre ses mains. En février il exilait dans les îles ses adversaires politiques; en mars, il forçait Coudouriotis à quitter la présidence de la République.

Mais Bratiano ne s'est guère comporté autrement en Roumanie, où les pratiques usitées en Hongrie, au temps des Habsbourg, et dans la Russie tsariste, ont été remises en vigueur.

Liapcheff, succédant à son chef Tsankoff à Sofia, continue à déférer aux cours martiales tous ceux dont l'opposition pourrait l'inquiéter. La presse, les associations, les réunions, les syndicats savent ce qu'il en coûte en Bulgarie de manifester quelque indépendance.

Alexandre I et Pachitch, en Yougoslavie, ne reculent plus devant aucun geste arbitraire depuis qu'ils se sont assurés le concours de Raditch et qu'ils ont cru par là maîtriser les autres oppositions en Slovénie, en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro. Demandez-le aux ouvriers du royaume, qui sont traités en criminels de droit commun dès qu'ils se permettent de formuler une revendication.

Voilà donc quatre états, comptant au total 40 millions d'habitants, qui sont soumis à une même méthode de gouvernement — méthode de pure violence et de dictature à peine déguisée. S'ils ont fait trêve à leurs dissensions de frontières, c'est que les aristocraties agrariennes, financières et militaires qui les dominent ont jugé bon de former un front compact, une ligne défensive sans fissure contre les masses ouvrières et rurales. Pangalos ne ferait pas plus appel en vain à Alexandre I contre une insurrection des travailleurs que Boris à Ferdinand I. L'extermination des paysans et des communistes par Tsankoff a été acclamée par les dirigeants d'Athènes, de Belgrade et de Bucarest.

De même qu'il y a quelque 110 ans, le Roi de Prusse et les Empereurs d'Autriche et de Russie instituèrent la Sainte-Alliance, qui n'était qu'un pacte de défense réciproque, de même les gouvernements balkaniques se sont ligüés en vue des répressions possibles. Et cette ligue ne manquera pas, le cas échéant, d'avoir l'aide de la Hongrie féodale d'Horthy, en dépit des rancunes de l'oligarchie magyare contre les états successeurs.

A cette fédération des gouvernements, les prolétariats doivent répondre. Car c'est une autre Fédération Balkanique qu'ils doivent travailler à édifier dans le renversement des monarchies et des dictatures.

Paul Louis

## Six mois de lutte contre la terreur blanche

Six mois se sont écoulés depuis le jour où quelques-uns de ceux qui avaient pu, de leurs yeux, voir à l'œuvre la réaction fasciste dans les Balkans, fondèrent le « Comité de Défense ».

Que voulions nous ? Continuer la lutte contre les régimes d'oppression dont nous avons pu constater les crimes en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Yougoslavie; l'organiser, réunir autour d'un centre d'action les bonnes volontés éparses, animer de notre zèle, échauffer de notre indignation ceux qui, par principe et par habitude, professionnellement si je puis dire, sont du côté des faibles et des malheureux, susciter le mouvement des « bons » intellectuels, en même temps qu'émouvoir le prolétariat, et peu à peu dresser l'opinion occidentale contre les tyrans balkaniques.

Nous fûmes au début une poignée : Henri Barbusse, Romain Rolland, Séverine, Mme de Saint-Prix, quelques écrivains.

M. Cazals, président du groupe parlementaire des radicaux, Frédéric Brunet, vice-président de la Chambre, Léon Jouhaux, le secrétaire de la C. G. T., donnaient leur adhésion.

C'est une grande chose que cette union de tant d'hommes d'opinions si diverses s'unissant en toute liberté et en toute bonne foi, pour une action commune contre la terreur blanche.

Peu à peu, les choses s'améliorèrent. Un à un, de nombreux députés socialistes, avec Compère-Morel, Uhry, Eugène Frot, entrèrent dans le Comité, comme Jean Longuet, Bracke, Zyromski.

Les socialistes-communistes : Torrès, qui s'est vraiment dévoué pour l'action anti-fasciste dans les Balkans, Ernest Lafont, Paul-Louis, Ferdinand Faure, furent parmi nos premiers adhérents.

En même temps, des écrivains comme Duhamel, Léon Werth, Victor Margueritte, Bazalgette et bien d'autres venaient à notre action. A chaque déclaration lancée par nous, des signatures nouvelles s'ajoutaient.

De grands savants et professeurs, comme Prenant, de la Faculté de médecine, Victor Basch de la Sorbonne, Aulard et Mathiez les historiens de la Révolution française, Langevin, enfin, du Collège de France, apportaient à notre Comité une autorité indiscutable.

Notre Comité faisait « boule de neige » ! Une grande chose pour les peuples balkaniques qui ont immédiatement senti les heureux effets de ce rapprochement.

Une grande chose pour nos affaires occidentales et françaises où le fascisme commence à se mêler activement.

Les tyrans des Balkans sont rapaces de nuit, ont besoin des ténèbres pour commettre leurs mauvais coups. La lumière les aveugle, les fait fuir ou les paralyse.

Trop longtemps, ils avaient profité de l'ombre, du silence, de l'ignorance : on ne savait pas ce qu'ils faisaient !

De longue date, ils s'étaient prémunis contre toute fâcheuse publicité. La presse française était à leur dévotion et, pour ne rien dire, les correspondants de nos grands journaux avaient, comme don-Basile, des arguments pleins leurs poches.

Bratiano pouvait torturer les paysans bessarabiens, martyriser Bulgares et Turcs en Dobroudja, maltraiter les ouvriers et les paysans dans toute la Roumanie; Pachitch pouvait opprimer les Macédoniens, les minorités nationales de la « Grande Yougoslavie » et persécuter les ouvriers syndiqués; Ahmed Zogou pouvait, avec les Blancs wrangéliens, massacrer les montagnards d'Albanie; Horthy et Bethlen pouvaient, tout en fabriquant la fausse monnaie pour le grand complot monarchiste, réduire à l'esclavage les ouvriers et les paysans de Hongrie; les gouvernements d'Athènes, Michalakopoulos hier, Pangalos aujourd'hui,

pouvaient s'acharner sur le peuple grec et, comme disait son poète millénaire, l'accabler de dix mille maux; enfin les bandits fascistes de Sofia pouvaient tuer impunément, pour asseoir la domination des officiers et des banquiers, 20.000 Bulgares — fleur du pays. Les bourreaux de Sofia, d'Athènes et de Belgrade pouvaient tirer à trois chevaux, écarteler sous l'effort de leur triple ambition, la Macédoine martyre: rien ne transpirait de tous ces crimes sans nom. A peine, par-ci, par-là, un petit communiqué « sympathique » pour dire qu'en tel endroit on avait exécuté des « communistes », emprisonné des « conspirateurs », arrêté des « comitadjis ».

Certes, la presse révolutionnaire n'a jamais déserté son devoir et les délégations même qui ont été envoyées en Orient par le Secours Rouge, par le Labour Party, par le Parti Communiste prouvent qu'on a su comprendre toute l'importance de la tâche à accomplir.

Depuis de longs mois déjà, *La Fédération Balkanique*, publication dont on peut dire qu'elle a joué — et jouera — un rôle historique de premier plan, menait ses courageuses campagnes.

Mais il manquait en Occident, à Paris, dans cette France où, malgré tout, le fascisme n'a pas encore réussi à prendre solidement pied, un centre d'action et de renseignements, d'impulsion et de vulgarisation.

C'est ce que nous nous sommes efforcés de créer avec des résultats rapides qui ont dépassé notre attente.

*L'Agence des Balkans*, que nous avons fondée, s'est donnée à tâche d'informer le public des grands Etats occidentaux, de l'Angleterre et de l'Amérique sur les problèmes balkaniques.

Pour combattre un régime, il faut le connaître, décomposer son organisme, pénétrer ses ressorts cachés, le suivre dans son fonctionnement de chaque jour.

*L'Agence des Balkans*, qui renseigne, qui donne des nouvelles vraies, des documents économiques, des extraits de journaux balkaniques, des comptes-rendus parlementaires, permet à tous les esprits sincères de voir à l'œuvre le fascisme dans les Balkans.

Le drame se déroule comme il est vécu, en scènes pathétiques, quoique souvent fort simples, et comme dans les tragédies antiques, à côté des protagonistes qui ici sont les maîtres, les gouvernants, les chœurs élèvent leurs voix lamentables, chœur des classes laborieuses suppliciées par des oligarchies impitoyables, chœur des peuples opprimés, qui souffrent sous le tyran chrétien, comme ils souffraient sous le conquérant turc, et qui aspirent à l'indépendance, en même temps qu'à l'union volontaire et fraternelle avec les frères voisins, au double et synthétique idéal de la Fédération Balkanique!

Mais si les occidentaux ennemis de la Terreur Blanche peuvent s'intéresser à ce travail, à cette mise en œuvre et en scène du fascisme balkanique, avec quelle passion les fils du Balkan, chassés de leur pays, ne les suivent-ils pas!

Ils sont des dizaines et des dizaines de milliers, étudiants pauvres et hâves, ouvriers misérables que le besoin de vivre et la réaction ont entraîné loin de leurs foyers à la vie encore patriarcale. Ils errent, ils souffrent dans les grandes cités modernes, à Paris, à Lyon, à Marseille. Notre parole, orale et écrite, va les y chercher.

Le Bulgare dont le père est « disparu » et qui s'est enfui, entend flétrir les crimes de Tsankoff; le juif roumain, objet de mépris pour les boyards de son pays, voit les premiers des savants français lui tendre une main fraternelle; le Macédonien apprend que sur les rives de la Seine, il est des hommes qui pensent à libérer les paysans dont les charriots antiques roulent lentement, traînés par les buffles, sur les bords du Vardar.

Cette énorme émigration balkanique, réserve d'hommes et d'énergies pour les Etats de la péninsule, puisqu'elle est composée d'hommes jeunes auxquels l'avenir est ouvert, est ainsi systématiquement pénétrée par la propagande anti-fasciste.

Nous ne nous leurrions pas et nous n'exagérons nullement. Ceux qui ont vu l'enthousiasme des milliers d'Orientaux qui se pressaient à la Manifestation de Wagram, savent fort bien que les Balkaniques de l'émigration ont largement répondu à notre appel.

Six mois de lutte! Jalonnés par des actes et par des résultats!

D'abord les déclarations du Comité contre Tsankoff, appelant l'opposition bulgare à l'action en même temps que l'opinion occidentale. La chute de Tsankoff, la proclamation pour l'amnistie intégrale et l'abrogation de la loi sur la Défense de l'Etat. La protestation contre l'amnistie Liapcheff, insuffisante et injuste. La proclamation adressée au roi et au gouvernement bulgare contre les nouvelles condamnations à mort.

En Roumanie, la lutte contre la répression du mouvement bessarabien. La délégation de Barbusse, de Vernochet et de Paule Lamy à Kichinev et les campagnes qui l'ont suivie, dans la presse et dans les meetings à Paris et à Bruxelles.

En Yougoslavie, la protestation contre le coup de force anti-ouvrier, qui s'est étendu à l'étranger et a bientôt été suivie de l'abandon des poursuites.

En Grèce, le combat engagé contre Pangalos après la proclamation de la dictature et les arrestations en masse.

La question macédonienne exposée au grand public, dans sa vérité complexe, le scandale hongrois étudié dans ses véritables causes politiques et économiques.

Travail insuffisant, fragmentaire, sporadique, tant est vaste le champ d'action. Mais travail systématique et déjà partiellement efficace.

Les tyrans des Balkans savent qu'il y a à Paris une organisation active, qui ne manque ni de force, ni de souplesse, pour les combattre sans merci.

Et les peuples des Balkans savent de leur côté que cette organisation est à leur service, sans restriction, sans autre ambition ni désir que de les aider dans leur lutte pour la libération nationale, économique et politique.

Daniel Renoult

## Les forces politiques se regroupent en Roumanie

L'appel au pouvoir du gouvernement Averesco, contre les normes parlementaires et contre la volonté publique maintes fois manifestées, prouve que l'oligarchie est encore forte en Roumanie. Mais ce qui se passe là-bas après ce nouveau coup d'Etat prouve, d'une part que l'oligarchie se renforce, et d'autre part qu'un grand regroupement de forces publiques y a lieu en ce moment.

Les partis bourgeois de l'opposition démocratique ne sont pas décidés à faire appel aux masses, à les mettre en mouvement, à s'appuyer sur elles dans la lutte contre l'oligarchie. Contre la tyrannie d'en haut, les chefs de ces partis n'ont qu'un seul moyen: l'appel au roi et la capitulation en face de l'oligarchie.

Or, la capitulation honteuse à la veille de la « crise » n'a servi à rien. Ce fut précisément leur capitulation qui a éloigné les partis démocratiques du pouvoir. Et « l'appel suprême » au roi ne fut qu'une farce. Le roi écoute les appels, mais il ne chasse pas l'oligarchie, parce qu'il ne peut pas et ne veut pas le faire, puisqu'il est le premier oligarche de la Roumanie! La politique capitulaire des chefs de l'opposition a donc fait faillite. Ne pouvant pas vaincre l'oligarchie par les méthodes utilisées jusque-là, et ne voulant pas recourir à d'autres méthodes (lutte des masses), les groupes politiques bourgeois n'ont plus qu'une seule voie à suivre: s'accommoder à l'« état de fait », se subordonner à l'oligarchie. Lorsqu'un organe de gauche de l'opposition peut raisonner ainsi: « Le gouvernement Averesco est un fait, par conséquent nous avons le devoir de lui faire crédit » (*Adeverul* du 1<sup>er</sup> avril), peut-il encore être étonnant que les groupes de droite de l'opposition étendent ce raisonnement? « La persistance de l'oligarchie au pouvoir, raisonnement-ils, est un fait. Sans l'oligarchie, et contre elle, nous n'arrivons à rien. Par conséquent, le sens de la réalité nous commande de nous réconcilier avec l'état de fait, avec l'oligarchie — de nous mettre à son service pour arriver à quelque chose. » Et qui oserait nier que quelque chose n'est plus que rien!...

Comment ce raisonnement se traduit-il en langage politique? Par le passage ouvert, formel, des groupes politiques bourgeois d'opposition dans le camp de l'oligarchie. Avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement Averesco, il s'est détaché du « massif » de l'opposition démocratique une avalanche de roches, qui se sont précipitées, comme poussées par la force des éléments, jusque dans la cité de l'oligarchie, où elles sont employées au redressement des murs de soutien de la domination féodalo-bancaire. Le premier déplacement s'est produit juste au moment de l'arrivée au pouvoir du général Averesco, c'est-à-dire au moment où l'on a su que c'est le général Averesco qui aura à tailler et partager les bienfaits du budget: Le groupe transylvanien du Parti National, dirigé par le réactionnaire bien connu Goldich, vice-président du parti, a quitté son parti et, pour le prix de trois fauteuils ministériels, est entré dans le gouvernement Averesco. Puis, le lendemain, le groupe « paysan-moderé », dirigé par le transfuge professionnel Mehedintzi, s'est rallié aussi au gouvernement. Et, à présent, c'est une vraie lutte dans les coulisses, chaque groupe de l'opposition bourgeoise voulant passer le premier et pour le meilleur prix aux côtés des gouvernants. Dans ce qui reste — qu'on peut appeler encore par dérision « parti » — du Parti National, il se produit une triple dislocation: le groupe Takiste (les partisans de feu Take Jonescu) s'est proclamé autonome et négocie son passage imminent au gouvernement Averesco; le groupe transylvanien, dirigé par MM. Maniu et Vaida, sentant que le sol cède sous ses pieds dans la métropole, se réfugie dans ses anciennes positions confessionnelles de Transylvanie (ils sont grecs-catholiques, et le rite dominant est grec-oriental); et les groupes de MM. Jorga et Argetoianu, arrivés aujourd'hui là d'où ils étaient partis il y a trois années, seront forcés à faire maintenant ce qu'ils faisaient naguère: ils se réconcilieront avec le Palais et trouveront de là le chemin qui mène à la mamelle grasse de l'oligarchie.

Ainsi, les premières conséquences de l'avènement du gouvernement Averesco ont été: le renforcement de l'oligarchie par l'engloutissement des groupes de l'opposition bourgeoise de droite,

et la dislocation du Parti National, première phase de sa dissolution complète. Le rôle historique du précédent gouvernement Averesco (1920—1921) a été de constituer une diversion contre la révolution menaçante, de paralyser la révolte imminente des masses, et de préparer ensuite le retour de l'oligarchie au gouvernement. Son rôle actuel est de constituer une sorte de machine politique servant d'intermédiaire pour la coagulation de toutes les forces bourgeoises capitalistes autour des libéraux pour la canalisation de ces forces « d'ordre » vers le front unique de l'oligarchie.

Mais cette cristallisation des forces capitalistes autour de l'oligarchie sera accompagnée, que le général et ses maîtres le veuillent ou non, d'une concentration des forces populaires, des masses paysannes et ouvrières, des minorités opprimées et des couches moyennes et intellectuelles, autour d'un point de cristallisation opposé à l'oligarchie. Les forces sociales et politiques organisées se diviseront de plus en plus nettement en deux camps nettement opposés : le front unique de l'oligarchie — et le front unique du travail.

Après le processus de la dislocation du Parti National, conglomerat politique d'éléments disparates et opposés dont il est composé; après le processus de la cristallisation de la bourgeoisie autour des libéraux, nous assisterons à un troisième événement : la formation d'un centre de cristallisation de gauche. Dans le Parti Paysan, il commence à se produire déjà un mouvement hostile à la politique menée jusqu'ici par les chefs tzaranistes (rapprochement de l'oligarchie et du palais). Cette politique a fait faillite et a provoqué un profond mécontentement et une vive désillusion dans les rangs des militants et des partisans tzaranistes. Ceux-ci ont repoussé démonstrativement à la dernière séance des organes centraux, le dernier essai des chefs de justifier et de reprendre leur politique de banqueroute, et ont exigé l'orientation du parti vers un rapprochement avec les masses et la lutte ouverte contre l'oligarchie et contre ses acolytes. La gauche tzaraniste, qui dort au sein du parti comme le marteau dans le bloc de minerai, commence à dessiner ses contours et sortira bientôt dans l'arène, car les larges masses des paysans néo-serfs et pressurés jusqu'à la moelle, poussés au désespoir par le régime de l'oligarchie et par la mollesse des chefs de l'opposition, doivent trouver et se forger une politique. Le représentant légal de cette politique, dans la situation présente de la Roumanie, sera précisément une gauche paysanne qui, en front uni avec le « Bloc de la Démocratie Ouvrière et Paysanne », constituera l'élément fondamental du *front unique du Travail*. Le bloc de la gauche tzaraniste et de l'avant-garde consciente du prolétariat jouera ainsi le rôle de point de cristallisation et de centre d'organisation des masses populaires contre l'oligarchie.

Simultanément avec le rôle de canalisateur des forces bourgeoises-capitalistes vers le camp oligarchique, le gouvernement Averesco jouera donc aussi le rôle d'agent indirect de cristallisation d'un pôle de gauche, et de canalisateur des forces populaires vers ce pôle, vers le camp politique de gauche, ouvrier-paysan.

Malgré le renforcement momentané de l'oligarchie en Roumanie, les conditions du succès de la lutte contre l'oligarchie se cristallisent donc de plus en plus et les chances d'abattre cette dernière deviennent de plus en plus grandes.

I. Mateescu

## Peter Tchaouloff\*

### A l'occasion du procès de son meurtrier

#### I

Qui était Tchaouloff ?

Né dans la contrée la plus belle de la Macédoine, au bord du lac d'Okhrida, il entra dès 1898 dans les rangs du mouvement révolutionnaire macédonien, en prêtant le serment révolutionnaire devant l'O. R. I. M. La même année il quitta le gymnase de Monastir et vint à Okhrida, où il fut arrêté pour des motifs politiques.

En 1899, nous le voyons déjà au poste responsable d'organisateur à Présapa, et en 1900—1901 à Okhrida. En 1902 il devient illégal dans la région de Florina (Lérine), tandis qu'en 1903 il est déjà voïvode d'une tchéta qui prit une part active, dans la région d'Okhrida, à l'insurrection générale qui éclata alors dans toute la Macédoine, — insurrection connue sous le nom d'« insurrection d'Iinden ».

Après l'étouffement de l'insurrection, la plupart des voïvodes restés en vie quittèrent la Macédoine et trouvèrent un abri à l'étranger, particulièrement en Bulgarie. Peter Tchaouloff reste sur les lieux mêmes où eurent lieu les plus sanglants combats durant l'insurrection : dans la région de Monastir (Bitolia). Au début il dirige l'organisation de l'arrondissement d'Okhrida, puis devient inspecteur de toutes les tchéta de l'Organisation dans le vilayet de Monastir et continue à encourager la population, de 1903 à 1907 — années les plus pénibles après l'insurrection.

\* Cet article est écrit par un homme politique et révolutionnaire balkaniques, qui a participé activement au mouvement révolutionnaire macédonien.

N. D. L. R.

Pendant cette période, son activité ne se limita pas seulement à l'organisation. Il travailla à reconstruire, sur les ruines des villages brûlés, des écoles pour les paysans, attaqua et brisa la résistance des gros propriétaires fonciers, mena des durs combats avec les troupes turques, — tout en défendant la population des gouvernements serbe et grecque. Simultanément, il mena une lutte énergique pour l'indépendance de l'O. R. I. M. contre Sarafoff, qui voulait s'imposer comme dictateur à l'Organisation, et contre Protogouéoff qui voulait, au nom du Comité Suprême Macédonien de Sofia, (les Verkhovistes) faire de l'Organisation un agent de la Cour Bulgare.

Lorsqu'en 1908, après la révolution jeune-turque, commença la courte période d'activité légale, le Parti Fédératif du Peuple et le Parti des Clubs constitutionnels entreprirent l'agitation auprès des masses macédoniennes — et il n'y eut plus de place pour le tchetnik, le voïvode et l'organisateur de l'activité illégale.

Mais Tchaouloff surgit à nouveau lorsque le régime jeune-turque fit sienne l'ancienne politique d'Abdul Hamid et l'appliqua à la population macédonienne, la désarmant par force.

La guerre balkanique vint. En 1912 et 1913 Tchaouloff est à nouveau dans les rangs de ceux qui luttent pour la libération de la Macédoine, quoique sous l'emblème du nationalisme balkanique. Mais pendant qu'ils luttait pour libérer la Macédoine du joug turc, il apprit avec ses tchetnitsis que son pays était partagé entre les gouvernements bulgare et serbe, et que justement la terre natale de ses tchetnitsis, — passait sous le joug du nationalisme serbe. Les tchetnitsis et le voïvode furent pris d'une fureur sans nom. Ce dernier réussit à grande peine à convaincre ses compagnons de garder leurs armes et, lorsqu'en 1913 éclata la guerre entre les ex-alliés, — les Bulgares, les Serbes et les Grecs — Tchaouloff et sa tchéta se lancèrent furieusement contre l'armée serbe et réussirent à Demir Kapou à capturer le 5<sup>me</sup> régiment serbe tout entier.

Ceci ne sauva pourtant pas la Macédoine. Le traité de Bucarest la partagea cruellement. Toute la Macédoine occidentale devint serbe (le village natal du voïvode aussi), tandis que la Macédoine orientale et méridionale, et une partie du département de Monastir, passèrent sous le joug grec.

Après le traité de Bucarest, nous voyons l'intrépidité et infatigable Peter Tchaouloff en train d'organiser, ensemble avec les Albanais, des insurrections contre les armées serbes, qui s'étendent rapidement dans la Macédoine occidentale. Les insurgés enlèvent aux garnisons des mitrailleuses et des munitions. Ils réussissent à occuper plusieurs villes (Dibra, Okhrida, Strouga, Ressen, Kitchévo et Monastir) où ils établirent leur pouvoir révolutionnaire.

Evidemment, ce pouvoir n'était que provisoire, car les insurgés ne purent résister longtemps à l'innombrable armée serbe, munie d'artillerie et de munitions aussi modernes qu'abondantes. Après la bataille sanglante de Pétrino (montagne entre Ressen et Okhrida) la résistance des insurgés fut brisée. Ceux-ci durent se retirer en Albanie. Ne pouvant avoir la tête de Peter Tchaouloff, les Serbes incendièrent et détruisirent sa maison à Okhrida, celles de ses parents Jakim, Grigor et Lenka Tchaouloff, poursuivirent, persécutèrent et maltraitèrent d'une manière inouïe tous ceux qui étaient éveillés et aspiraient à la libération, dans son pays natal.

Vint la guerre mondiale. Nous voyons de nouveau Tchaouloff occupant et libérant Krouchévo, et continuant ses actions contre l'armée serbe, actions toujours dirigées vers sa contrée natale — Ressen, Strouga, Okhrida et Monastir.

La guerre impérialiste prit fin et la Macédoine, non seulement ne put obtenir sa liberté et son indépendance, mais perdit ce qu'elle avait de plus cher : son unité. Elle fut partagée cette fois non seulement par les gouvernements rapaces balkaniques, mais aussi par « l'Europe humanitaire et démocratique », en tête avec Clemenceau, Lloyd George, Nitti et .... Wilson. Un nouveau joug, plus effroyable que celui des Turcs, fut imposé à la Macédoine martyre.

Après une activité de trente années d'organisations insurrectionnelles de l'O. R. I. M., après trois guerres destructives, le peuple macédonien perdit la foi en la politique libératrice des gouvernements balkaniques et européens. Il ne pouvait plus croire non plus en cette Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne.

Cette foi fut ébranlée chez Peter Tchaouloff aussi qui avait sacrifié 26 années de sa vie pour servir son peuple.

Il sentit que, pour qu'une nouvelle perspective de luttes pleines d'espoirs s'ouvrit pour le peuple macédonien souffrant, il fallait chercher de nouvelles voies, de nouvelles méthodes, un nouveau idéal — qui enflammeraient à nouveau les cœurs des combattants et les conduiraient à la lutte pour la liberté et l'indépendance de la Macédoine.

Aussi quitta-t-il la Macédoine et se rendit pour la première fois à l'étranger, afin de s'orienter dans la situation balkanique et internationale nouvellement créées et trouver le vrai chemin qui mène à la révolution.

En effet, il constata de l'étranger toute l'insanité des méthodes de l'O. R. I. M. Et il reprocha à ses camarades du Comité



Central leur immixtion dans les affaires bulgares, leur participation au renversement de Stamboliisky, leur massacre des paysans et des ouvriers en septembre, leur lutte terroriste et criminelle contre les propres fils de la Macédoine dont on avait semé des cadavres les rues — mon de Belgrade, d'Athènes, d'Uskub et de Monastir ... mais de Sofia. Ces reproches se transformèrent peu à peu en désapprobation complète des méthodes de ses camarades de la Macédoine bulgare.

Dans sa lettre du 23 février 1924, envoyée de Bari (Italie) il expose déjà ses nouvelles conceptions :

« Je reconnais, écrit-il, deux sortes de révolutions :

1° Une révolution qui compte sur ses propres forces et tend à atteindre une victoire complète et sûre, ou

2° une provocation révolutionnaire qui veut vaincre par une immixtion étrangère.

Malheureusement notre race (c'est-à-dire l'O. R. I. M.) a toujours choisi la seconde. Voilà pourquoi nous avons aussi toujours perdu.

Mes camarades n'osent pas encore me traiter de traître, parce que j'ai travaillé et préparé la première (révolution).»

Tandis que dans sa lettre du 7 mars 1924, aussi de Bari, il détermine sa conception encore plus exactement :

« Pour nous, il y avait deux chemins par lesquels nous aurions pu libérer la Macédoine : ou un nationalisme extrême, ou l'internationalisme. Puisque le premier a échoué, il ne peut être question que du second. Quel que soit le gouvernement en Bulgarie, le chemin du nationalisme bulgare est nuisible. »

Dans sa lettre du 5 février 1924 il montre la voie de l'internationalisme : « La lutte entre mes détracteurs et moi peut se résumer en ce qui suit : ils veulent une organisation macédonienne tapageuse, tandis que mon point de vue est simplement l'ancien point de vue de Damé Groueff : travaille et tais-toi ! En 1907 je commençais à travailler et je m'entendis avec les Albanais ; alors Sarafoff envoya une foule de gens pour me tuer. Aujourd'hui la chose se répète. Je voulais, non seulement que la Macédoine soit organisée, mais aussi la région de Kossovo et le Monténégro. La situation géographique est telle que Kossovo est au centre, et sert par conséquent de liaison. Ces trois organisations sont suffisantes pour briser la résistance de la Serbie. Telle était ma conviction, et telle elle reste. J'ai travaillé et je travaille toujours dans cette direction, tandis que mes camarades se corrompent. Je désire que tu rencontres X. afin de m'aider dans cette voie. »

Il répète cette même prière dans sa lettre du 23 février 1924 : « Je désire que tu fasses le nécessaire devant mes camarades de la vieille Serbie et de la Serbie macédonienne pour les convaincre que je me suis libéré de l'esprit chauviniste néfaste — libéré à jamais, croyez-m'en. Raditch pense bien en disant qu'il espère en lui-même et en son cheval, mais il faut lui dire qu'il se trompe s'il croit pouvoir profiter du sang des Macédoniens, des Monténégrins et des Albanais. Jusqu'à présent nous n'avons entendu que ses discours, ses menaces, ses interviews. Mais, de sacrifices — point ! Il doit savoir que dans les Balkans la lutte doit être menée à la manière balkanique. S'il s'attend à la légalité et à ce qu'il appelle la « lutte culturelle », il pourra attendre encore... »

(La fin dans le prochain numéro)

Spectator

## L'assassin de P. Tchaouloff devant le tribunal de Milan

### Ses inspirateurs rôdent à travers l'Europe

Le 26 courant aura lieu au tribunal de Milan, le procès du meurtrier du révolutionnaire macédonien P. Tchaouloff.

On sait que P. Tchaouloff, membre du Comité Central de l'O. R. I. M., fut tué le 23 décembre 1924 dans un café de Milan. Son meurtrier, Dimitre Stéfanoff, de Chtip (Macédoine) a reconnu devant les autorités et les juges — avoir tué Tchaouloff par ordre de l'O. R. I. M., c'est-à-dire de cette Organisation qui est au service du gouvernement de la dictature militaire en Bulgarie et qui exécuta, quelques mois auparavant, 160 révolutionnaires et hommes politiques macédoniens.

Quels sont les motifs de l'assassinat du courageux révolutionnaire macédonien ?

Le meurtrier déclara que Tchaouloff était un bolchévik et comme tel « traître » au peuple macédonien.

Ses maîtres déclarèrent publiquement que Tchaouloff fut tué par leur ordre parce qu'il était coupable de « trahison » envers l'Organisation, dont il était un des chefs.

En quoi consiste donc la « trahison » de Tchaouloff envers l'Organisation ?

Est-ce parce qu'il resta fidèle au Manifeste, signé par les membres du C. C. de l'O. R. I. M. le 6 mai 1924, à Vienne ?

Les deux autres membres du C. C., Protoguéroff et Alexandroff, qui renièrent le Manifeste et tous les engagements qu'ils prirent envers les organisations et les partis révolutionnaires des Balkans, ne sont-ils pas les vrais traîtres de l'O. R. I. M., dont

le nom et l'autorité furent engagés par eux ? Ne sont-ils pas les traîtres du peuple macédonien, dont ils sacrifièrent les intérêts et l'idéal au profit de l'impérialisme bulgare, qu'ils servirent durant vingt années ? Et Tchaouloff, qui resta fidèle à sa signature, travailla durant 26 années pour la libération du peuple macédonien, qui voulait sauver le nom de l'O. R. I. M. et accepta les principes du Manifeste, voulant à tout prix que son Organisation mène une politique réellement révolutionnaire, en s'inspirant des véritables intérêts du peuple macédonien martyrisé — est-ce lui, l'idéaliste et le combattant pour la Macédoine indépendante et la Fédération Balkanique qui fut un « traître » ?

Nous n'avons pas l'intention de présenter Tchaouloff, ni de parler à nouveau des criminels qui armèrent son meurtrier.

Nous l'avons déjà dit devant l'opinion publique macédonienne et internationale. Tchaouloff lui-même signalait à ses camarades le rôle de traîtres et de mercenaires qu'ils jouèrent en leur qualité d'agents du gouvernement Tsankoff.

Cette fois, nous nous bornerons à prouver que l'accusation que le meurtrier et ses inspirateurs portent contre Peter Tchaouloff, n'est qu'une manœuvre d'assassins, qui s'efforcent de justifier leur crime devant l'opinion publique.

Nous voulons parler en ce lieu de la personne qui comparaitra le 26 avril prochain devant le tribunal de Milan.

Le tribunal aura-t-il devant lui le meurtrier physique seulement, ou bien ceux qui donnèrent l'ordre à ce malheureux de tuer un des fils les plus dévoués de la Macédoine ?

Il n'y aura que Stéfanoff qui répondra devant les jurés de Milan, comme cela se passa devant le tribunal de Vienne avec la meurtrière de T. Panitza, Mencia Carniciou. Cependant, celle-ci ne reconnut pas avoir accompli son crime sur l'ordre de cette organisation d'assassins et de bandits, tandis qu'en Italie où ces bourreaux se sentent plus libres, ils ordonnèrent à Stéfanoff de reconnaître ceux qui l'armèrent pour le crime.

Mais, si les juges viennois ne purent pas juger les inspirateurs de Carniciou — les fonctionnaires de la légation bulgare à Vienne et les représentants de l'organisation de Protoguéroff — il n'en sera pas de même à Milan, où les coupables devront répondre devant les jurés de cette ville.

Cependant, ces individus sont libres ; ils ne sont pas tenus de répondre pour leur crime. Ils se promènent librement en Italie et dans les autres capitales européennes, dans le but d'organiser de nouveaux meurtres.

Nous tenons à nommer quelques-uns de ces assassins professionnels qui se promènent par l'Europe — ceux-là mêmes qui préparèrent le meurtre de Peter Tchaouloff.

Ce sont : Thomas Karayovov, l'homme qui s'est toujours servi du mouvement macédonien pour sa carrière politique et qui a vendu les intérêts de son peuple à la Cour et aux gouvernements bulgares. Il est le mandataire général de cette organisation à l'étranger.

Il rôde toujours à travers l'Europe, assistant régulièrement aux procès de leurs terroristes. Maintenant, ensemble avec Kiril Parlitchev — l'individu qui organisa depuis 20 ans tant de meurtres de révolutionnaires macédoniens et d'hommes politiques bulgares — il se prépare à assister au procès de Milan. Badeff, le mandataire de l'organisation de Protoguéroff à Paris y sera sans doute aussi.

Deux de ces criminels eurent, il y a quelques jours, l'audace de parler devant des étudiants macédoniens à Vienne sur « le rapprochement serbo-bulgare ». A cette réunion, ils reçurent la réponse méritée. Ils furent traités d'assassins, de décapiteurs et de principaux responsables des malheurs que subit le peuple macédonien depuis 20 années.

Parlant de ce Parlitchev, Tchaouloff écrivait dans sa lettre ouverte, publiée dans *La Fédération Balkanique* (numéro 7-8) du 15 novembre 1924 :

« Un communiste me disait : nous ne pardonnerons jamais à votre Parlitchev, qui, d'un souterrain obscur, décida, avec Iv. Mikhailov, Drangov et autres, la mort de tant de nos militants. »

Voici ce que nous avons à dire sur la participation de Thomas Karayovov à la préparation de meurtre de Tchaouloff.

T. Karayovov se trouvait à Rome du 16 au 24 décembre 1924, à l'hôtel Continental, où il eut des rendez-vous fréquents avec A. Pipérov, le mandataire de l'organisation de Protoguéroff en Italie. Il adressa de Rome une lettre à Tchaouloff dans laquelle il lui demandait un rendez-vous. (Cette lettre se trouve probablement parmi les papiers que les autorités italiennes ont trouvé chez le défunt.)

Le but de Karayovov est évident. Il voulut faire venir Tchaouloff à Rome, pensant qu'ils pourraient le tuer plus facilement là-bas. Cependant leurs hommes de confiance à Milan, comme Yossifov, réussirent, sous la direction de Pipérov, à le tuer à Milan. Et le lendemain du meurtre, Karayovov, après avoir rempli avec succès sa mission, quittait Rome.

Il est inutile de rappeler que pour l'assassinat de Tchaouloff, aussi bien que de T. Panitza, les légations bulgares à l'étranger prêtèrent leur concours le plus actif. On sait que les agents de Tsankoff à l'étranger et les représentants de Protoguéroff —

quels que soient leurs noms : Karayovov, Tomalewski, Velev, Badev, Sprostranov, Pipérov et d'autres moins importants — travaillent ensemble à prolonger la vie à la dictature fasciste en Bulgarie, tromper l'opinion publique étrangère et à anéantir les adversaires de cette dictature.

Quelle que soit la sentence du tribunal de Milan, l'opinion publique a déjà prononcé la sienne.

Elle a cloué au pilori les assassins des peuples bulgare et macédonien.

Marcel Walter

### La crise du gouvernement Pachitch de 1914 et la crise de 1926

Pendant les guerres balkaniques (1912—1913) Nicolas Pachitch était président du Conseil du royaume de Serbie.

Après l'occupation de la Macédoine (1912), le Parti Radical — dont le chef était Pachitch — y envoya ses fonctionnaires les plus corrompus et les plus inaptes à administrer le pays. Le pillage, les meurtres, les viols des femmes et des jeunes filles, étaient d'un usage courant.

Ces iniquités des autorités ne tardèrent pas à révolter le peuple macédonien, chez qui le mécontentement contre les nouveaux conquérants allait grandissant. En Serbie aussi, une action énergique commença contre le régime radical. Le colonel Dragoutine Dimitriyévitche-Apis et la Main Noire, dont il était le chef, la déclenchèrent. Le corps des officiers, dans son ensemble, se plaça avec eux, ainsi que les partis de l'opposition : les radicaux indépendants, ayant pour chefs Yacha Prodanovitch et Liouba Davidovitch; le parti libéral de Ribaratz et de Voya Vélkovitch; le parti progressiste des frères Marinkovitch. Le roi Pierre lui-même se rallia à cette action commune des officiers et des partis de l'opposition, donnant sa parole d'honneur qu'il ferait tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin au régime Pachitch — synonyme de la corruption la plus illimitée et la plus répugnante.

Une fois engagée, cette lutte entre la Main Noire, le corps des officiers et les partis de l'opposition, d'un côté — les radicaux de l'autre, fut surnommée par ces derniers et sera connue sous le nom de « lutte sur la priorité ». Commencée en mai 1914, l'attentat de Sarajévo et la guerre européenne l'arrêteront, l'empêchant ainsi d'aboutir à sa forme logique : la guerre civile.

Pachitch avait eu la perspicacité de prévoir qu'il aurait le dessous dans cette bataille — et il s'empressa de demander l'intervention de la Russie tzariste en faveur de son parti. Hartwig, le ministre du tzar à Belgrade, agissant d'après les ordres reçus, sera du côté de Pachitch et influencera le roi Pierre, qui reniera sa parole d'honneur et en tirera les conséquences qui s'imposent : il donnera la régence à son fils Alexandre. Celui-ci liera son sort au parti radical et à Pachitch. Après cette expérience, l'organisation la Main Noire et son chef Apis rompront les relations qui les liaient aux Karadjordjévitch et deviendront républicains.

Pachitch et le monarchisme serbe ourdiront le monstrueux complot pour la liquidation définitive de l'« Unité ou la Mort » et l'assassinat de son chef Dimitriyévitche-Apis. En effet, après bien des préparatifs ils réussirent, en juin 1917, à tuer Apis et à liquider la Main Noire en tant qu'organisation révolutionnaire.

Les instigateurs et les organisateurs du procès de Salonique, qui se termina par l'assassinat d'Apis et de quelques-uns de ses amis, sont suffisamment connus. Pachitch prévoyait les conséquences dangereuses qu'aurait cette conspiration contre-révolutionnaire. Il tâchera donc de se compromettre le moins possible, tout en poussant derrière les coulisses au crime. Et formellement il sera beaucoup moins compromis que Liouba Yovanovitch, Alexandre et Pierre Jivkovitch.

Après la guerre européenne et la formation de l'Etat des Serbes-Croates et Slovènes, Pachitch se servira sans cesse du procès de Salonique pour conserver le pouvoir. Documents en mains, il usera du chantage envers le roi Alexandre et ses amis, les menaçant de dévoiler au grand jour leur crime de Salonique, chaque fois qu'il voit que le gouvernement étatique lui échappe.

La crise actuelle, qui secoue si profondément l'Etat et le régime yougoslaves a, pour une bonne part, son explication dans le procès de Salonique.

Dans le nouvel Etat les intérêts de classe les plus élémentaires dictent au parti radical et à son chef Pachitch de conserver le pouvoir le plus longtemps possible. Mais les intérêts de la dynastie Karadjordjévitch sont plutôt pour un cabinet de coalition, où entraieraient les représentants de toutes les nations de la Yougoslavie. C'est pour cela que nous voyons se dresser l'un contre l'autre en ennemis irréconciliables, Pachitch et le roi Alexandre. L'animosité et les proportions que prend la bataille s'explique par l'enjeu : qui détiendra le pouvoir en Yougoslavie ?

Si Pachitch se sert du procès de Salonique contre le roi et son entourage, celui-ci, par l'intermédiaire de ses hommes de confiance l'inculpe d'avoir été au courant de l'attentat de Sarajévo et de n'avoir rien fait pour l'en empêcher. Ce n'est pas par hasard, mais d'après un calcul politique mûri à la Cour

de Belgrade, que le confident royal Liouba Yovanovitch — ministre de l'Intérieur en 1917, président de la Skoupchtina des S. C. et S., leader du parti radical — écrivit ces mots dans la préface du « Sang des Slaves » (1924) :

« Je ne me souviens pas exactement si c'est à la fin de mai ou au début de juin que M. Pachitch nous dit un jour (il s'entretenait de ces choses avec le ministre de l'Intérieur Stoyan Protitch, mais il nous en dit autant à nous autres) que des préparatifs étaient faits par certaines personnes pour se rendre à Sarajévo et y tuer François Ferdinand dans la matinée de sa réception officielle. »

La crise du cabinet Pachitch de 1914 se termina par la défaite du roi Pierre.

La crise de 1926 se termine par la défaite provisoire et partielle de Pachitch. Cette défaite consiste en ce que le roi se refuse à lui confier la formation du nouveau gouvernement. Néanmoins, il est obligé de la confier à Ouzounovitch — intime de Pachitch. C'est dire que celui-ci ne se retire pas de la vie politique; c'est dire aussi que le parti radical n'a pas l'intention de sacrifier son chef.

Le cabinet Ouzounovitch ne sera pas de longue durée. Il donnera la possibilité aux parties adverses de se préparer à une nouvelle lutte — lutte décisive, où succombera l'une ou l'autre partie.

N. Mermet

### Le gouvernement Averesco — masque de l'oligarchie

Parlant, dans le numéro précédent de *La Fédération Balkanique*, du départ éventuel des libéraux du gouvernement, nous avons montré que, quel que soit le gouvernement que le roi appellera au pouvoir et que les libéraux toléreront, il ne pourra être qu'un fondé de pouvoirs de l'oligarchie — chargé de continuer l'œuvre des libéraux sous un masque plus approprié aux circonstances. En même temps nos suppositions allaient vers un gouvernement dans lequel le Parti National allait jouer un rôle important. Elles se basaient sur le fait que, les derniers jours de la législative et à la veille de la « crise », les chefs nationaux s'étaient prêtés à un reniement public et honteux au plus haut degré, pour assurer l'oligarchie qu'une fois au pouvoir, ils continueraient fidèlement l'œuvre des libéraux. De cette manière, les chefs nationaux semblaient être « mûrs » pour le pouvoir.

Les événements sont venus prouver que nos suppositions étaient trop optimistes. L'oligarchie se sent si forte — et ce en bonne partie précisément grâce à la capitulation des chefs de l'opposition et à leur incapacité à mener la vraie lutte pour abattre l'oligarchie — que le roi et la camarilla ont osé se permettre de confier le gouvernement — non pas à un parti réactionnaire aux apparences « démocratiques », tel que le Parti National, mais à un agent ouvert et déclaré de l'oligarchie, au général Averesco. Le gouvernement Averesco, après deux semaines de pouvoir, nous montre à souhait qu'il n'est pas qu'un masque de l'oligarchie, mais un défi insolent de l'oligarchie au pays et à l'opinion publique à l'étranger.

D'ailleurs, le « nouveau » gouvernement lui-même s'est empressé de l'avouer. Le premier geste du « nouveau » gouvernement fut la confiscation de quelques journaux. Ceci a été non seulement le signe annonciateur du « nouveau » régime, mais aussi un avertissement, qui ne tarda pas à avoir son effet. Ainsi, par exemple, l'organe démocrate *Adeverul*, dirigé par le leader social-démocrate Socor et inspiré par les intérêts politiques des chefs tzaranistes, fait dans son leader article du 1<sup>er</sup> avril de la propagande « anti-gouvernementale » que voici : « Le gouvernement Averesco étant un fait accompli, nous avons le devoir de lui faire crédit jusqu'à ce que nous l'ayons vu à l'œuvre... Quoique nous aurions préféré un gouvernement sorti des rangs des partis démocratiques, nous n'avons aucun préjugé vis-à-vis du nouveau gouvernement, aucune sorte d'idée préconçue. » *L'Adeverul* écrit ceci le lendemain des confiscations !

Mais l'*Adeverul* veut connaître d'abord les actes du gouvernement Averesco pour se former une opinion sur lui. Le passé du général Averesco ne lui suffit donc pas ? Alors, la déclaration publique du nouveau gouvernement doit lui suffire ? Or, ce gouvernement déclare qu'il ne modifiera en rien l'œuvre du gouvernement des libéraux, sauf dans le cas où les libéraux eux-mêmes seraient d'accord... Mais il veut des actes aussi, le grand organe démocrate ? La confiscation répétée de journaux, n'est-ce pas des actes ? N'est-ce pas un acte que le nouveau procès pour « complot » contre 85 ouvriers, ouvrières et paysans devant le Conseil de guerre de Cluj ? Et la présence de trois généraux parmi les ministres ? Et la nomination de nombreux officiers aux postes de préfets, et ce justement dans les provinces annexées ? Et la concentration maintenue de 30.000 soldats dans la capitale ?

Il y a assez de faits et d'actes pour montrer dès maintenant que le gouvernement Averesco n'est que la continuation du gouvernement Bratiano. Et celui qui peut parler encore de crédit à accorder au gouvernement Averesco, celui qui prétend qu'il ne faut pas avoir d'idée « préconçue » — celui-là ne sert pas la cause de la démocratie, mais fait le jeu de la politique oligarchique.

Delabla

## REVUE DE LA PRESSE

Presse roumaine

### Le « changement » gouvernemental en Roumanie

La *Facla* de Bucarest du 1<sup>er</sup> avril décrit comme suit la manière dont se fait le « changement » de gouvernement en Roumanie :

« Le roi reçoit en audience, écoute, approuve, sourit, embrasse, promet à l'un, à l'autre, à tous en même temps. Mais les idées lui viennent toujours par la porte de derrière du Palais. Et les chefs des partis politiques sont ainsi mis dans les plus ridicules situations. Tout le monde s'agite, espère, se réjouit, pour immédiatement ensuite s'attrister, s'arracher les cheveux, et laisser retomber les bras, désorientés, impuissants. Les regards sont fixés vers le grand sphinx; la pierre philosophale serait, paraît-il, plus facile à découvrir que le futur gouvernement.

» Pourtant ce grand sphinx, qui n'est point grand, n'est pas non plus énigmatique. Ses opinions sont celles du parti libéral, ses convictions de même et, par un merveilleux instinct de conservation et une parfaite affinité d'âme, il a confondu son existence même avec le régime libéral.

» Et voilà pourquoi le roi, qui a laissé pendant quatre années le pays sous le plus réactionnaire et le plus infâme des gouvernements, a appelé au pouvoir — se méfiant des aspirations et des revendications du peuple — le Parti du général Averescu, jeté depuis longtemps par le pays au grenier des débarras.

» C'est précisément ce que nous avons prévu et crié sans cesse. L'idée vient, on le voit de loin, des libéraux qui savent que leur régime ne peut pas trouver un continuateur plus fidèle que le parti du général Averescu.»

La *Vitala Muncitore*, organe de la C. G. T. U. roumaine, écrit dans son N° 26 du 4 avril :

« Le gouvernement Bratiano s'est retiré comme toute personne fatiguée par le labeur se retire pour un temps plus ou moins long de la direction de ses affaires, sachant fort bien que celui qui lui succèdera, mis là par lui-même, s'intéressera à ses affaires avec le même zèle. La défaite du gouvernement et son départ, trompétés par la presse bourgeoise, ne sont que des phrases destinées à induire en erreur le citoyen simple, l'ouvrier et le paysan, qui croient en la phraséologie creuse de cette presse. Le parti libéral pouvait rester encore longtemps au pouvoir, attendu qu'actuellement il n'existe aucune force organisée capable de le combattre avec succès. L'opposition unie a abandonné la lutte commencée en 1922, capitulant complètement devant la perspective d'avoir le pouvoir.

» Le nouveau gouvernement nous est connu. Le peuple garde encore le vif souvenir de la rage avec laquelle le premier gouvernement Averescu s'est rué sur le mouvement ouvrier. Dès son avènement au pouvoir, il avait cherché à empêcher toute action de la classe ouvrière. Il avait supprimé le droit de grève, restreint le droit d'organisation, abrogé la journée de 8 heures, emprisonné et envoyé aux travaux forcés des centaines d'ouvriers. Lors de la grève générale, il avait fait tout pour égorger le mouvement ouvrier, fermé les Maisons du Peuple, détruit nos bibliothèques.

» Quelle sera l'attitude du nouveau gouvernement Averescu? Nous ne le voyons que trop clairement. Le passé nous dit quel sera l'avenir. Les salaires resteront tout aussi misérables qu'à présent, la vie sera toujours plus chère, l'offensive patronale sévira avec la même rage, et toute action de revendication, toute lutte contre les illégalités devenues chez nous un système de gouvernement sera considérée comme « œuvre subversive ». Nos organisations seront étouffées, nos militants arrêtés, l'état de siège maintenu et renforcé.»

### Le bilan du gouvernement libéral

Sous ce titre, le nouveau journal ouvrier de Bucarest *Dezrobirea* publie un article dont nous reproduisons les passages suivants :

« Venu au pouvoir en violant la volonté populaire, le gouvernement libéral a vécu quatre années par la tyrannie, et il finit son règne en lançant un défi à l'opinion publique.

Les forces directrices dans cette situation, les organisations ouvrières, politiques et syndicales, ont été réduites au silence : le parti communiste a été mis hors la loi, les syndicats terrorisés. Un silence, morne et lourd, interrompu de temps en temps par les rugissements et les hurlements de douleur jetés par des poitrines ouvrières écrasées dans les souterrains de la Siguranza, a interrompu le gouvernement tyrannique ces dernières quatre années.

La responsabilité de l'impitoyable régime libéral ne retombe pas seulement sur le parti qui a quitté le gouvernail du pouvoir, mais aussi sur les partis de l'opposition — dite démocratique

qui, par leur opposition de pure forme, ont facilité l'enchaînement, l'exploitation et le brigandage du pays.

Le bilan du gouvernement néfaste qui vient de quitter la scène peut donc se résumer ainsi : pour les libéraux — affaires brillantes, de grosses dividendes, l'accaparement des richesses du pays, la subjugation à leur profit de la vie économique du pays, l'assurance pour les années prochaines des mêmes profits sans aucun travail; et pour la classe ouvrière des villes et des campagnes — misère atroce, souffrances insupportables, le deuil et la douleur, des années de baigne, des larmes et du sang des corps torturés.»

### La bestialité en Bessarabie

La *Facla* de Bucarest du 1<sup>er</sup> avril relate le fait suivant qui s'est passé au cours du procès des « soixante-cinq » qui se déroule encore devant le Tribunal Militaire de Kichinev :

Un certain commissaire Sterescu, de la Siguranza de Kichinev, cité comme témoin par l'accusation, a entraîné l'autre soir, dans une chambre obscure, deux jeunes filles, du nombre des accusées au procès. Sous prétexte de leur faire personnellement une perquisition corporelle, il les a déshabillées et a tenté de les violer. N'y pouvant réussir, il les a maltraitées de telle sorte que les jeunes filles en sont tombées grièvement malades.

Cet acte a causé un tel scandale que le commissaire royal, le major Balchianu, s'est vu obligé d'inculper le commissaire Sterescu.

Presse autrichienne

### Les satrapes de Belgrade veulent la tête de Voukachine Markovitch

L'*Arbeiter-Zeitung* (du 8 avril), la *Stunde*, l'*Abend* (du 31 mars dernier) et d'autres journaux de notre ville, consacrent d'élogieux articles au grand révolutionnaire qu'est le Dr. V. Markovitch.

Voici ce qu'écrit l'*Abend* :

« Dans une cellule de la Prison Centrale de Vienne se trouve Voukachine Markovitch, docteur en médecine de l'Université de Moscou, Monténégrin, recherché et persécuté par le gouvernement yougoslave.

Markovitch se sent personnellement humilié par l'asservissement de sa patrie par les Serbes. Il a travaillé en Russie, il a été au chevet de Lénine, et lorsqu'il apprit comment ses compatriotes souffrent sous le joug serbe, il s'est rendu dans sa patrie pour les secourir.

Mais les Serbes ne firent pas beaucoup de façons avec lui. Le ministère de l'Intérieur, ayant lancé un mandat d'arrêt contre lui, le préfet de Podgoritza se chargea d'exécuter le mandat.

Il chercha refuge dans les Montagnes Noires. Pendant un an, les gendarmes lui firent la chasse. Ses compatriotes l'aidèrent. Des partisans vinrent se grouper autour de lui. Son nom devint le symbole de la liberté; les « *guslars* » chantèrent les exploits de Voukachine Markovitch, le héros des Montagnes Noires. Alors, le gouvernement yougoslave appliqua ses méthodes.

Il fit emprisonner la famille entière du médecin et tous ses proches. Il les chargea de fers, les jeta dans des caves, les soumit à des bastonnades atroces et prit soin d'apprendre à Markovitch ... que les siens avaient déjà reçu 900 coups de bâton.

Alors le Dr. V. Markovitch descendit de ses montagnes, se présenta un jour devant le chef de la police de Cettigné, puis ... on ne le vit plus; on apprit plus tard qu'il avait été jeté en prison et battu sans relâche; entre temps les journaux annonçaient qu'il était gravement atteint de phthisie et mourant.

Il ne mourut pas. Il s'échappa. Le gouvernement serbe promit une prime de 1000 napoléons d'or pour son arrestation.

Le nom de Markovitch est entouré d'une telle auréole de légende que l'on se souffle tout bas que celui qui se trouve actuellement dans la prison à Vienne n'est nullement Voukachine Markovitch, mais un de ses compatriotes, qui s'est sacrifié pour le héros des Montagnes Noires.»

### Changement de cabinet à Bucarest

Nous avons relevé dans nos colonnes combien la retraite de M. Bratiano était fictive et combien le gouvernement Averescu ne devait servir qu'à sauver les apparences.

Nous reproduisons ici quelques extraits d'un article d'un journal éminemment bourgeois, du *Neues Wiener Tagblatt* de Vienne, du 2 avril, sous la signature de l'ancien ministre Dr. Hans Cnobloch :

« La Roumanie est un pays constitutionnel, mais non parlementaire; aussi, les changements des gouvernements s'y font

pour de toutes autres raisons que dans les démocraties occidentales.

La retraite du cabinet Bratiano s'est faite non pas à la suite d'une défaite parlementaire, mais après de longues négociations de derrière les coulisses, à un moment choisi par M. Bratiano lui-même, parce que les leaders démissionnaires ont bien vu que la politique qu'ils avaient suivie les avait engagés dans une impasse d'où ils ne pourraient sortir sans y laisser leur prestige. Ils pensèrent donc que le moment était venu de charger sur d'autres épaules les conséquences de leur politique.

M. Bratiano ne se retire donc point comme battu. Ayant réussi à consolider la position de ses partisans, il reste, aujourd'hui tout comme hier, l'un des plus forts facteurs politiques du royaume, dont devra tenir compte tout gouvernement arrivant au pouvoir. Et ainsi, la position du nouveau gouvernement

et les limites de sa puissance se trouvent tracées. Il ne pourra s'éloigner, dans le domaine politique et économique, des lignes indiquées par le gouvernement libéral, et l'espoir de ceux qui croient pouvoir attendre d'un changement de cabinet un changement de système aussi — est absolument illusoire.

Sous le régime dictatorial de Bratiano, les abus et les arbitraires menaçaient la sécurité et la liberté des citoyens. Mais c'est surtout par sa politique économique que le gouvernement libéral a provoqué un mécontentement colossal à l'intérieur, et bien d'insuccès dans la politique extérieure. Mais dans ce domaine aussi le gouvernement libéral a su profiter de la longue durée de son pouvoir et de la puissance presque illimitée dont il disposait pour assurer d'une manière durable, par une action législative conforme à ses intérêts, son influence sur les institutions économiques et financières les plus importantes du pays.»

## PARTIE ALLEMANDE

### Der reaktionäre Block der Balkanstaaten

Lange Zeit hindurch sind die Balkankönigreiche, in welchen sich die Intrigen der Großmächte schrankenlos abgespielt haben, eine Gefahr für den europäischen Frieden gewesen. Im Jahre 1886 ließ sich Bulgarien von Rußland inspirieren und Serbien von Österreich-Ungarn. Später änderte sich die Sachlage. Der Zarismus suchte seinen Stützpunkt in Belgrad, indem er den serbischen Irredentismus ausbeutete, und Österreich, und hinter ihm Deutschland, stützten sich auf die Regierung des Ferdinand von Koburg in Sofia. Rumänien war durch einen Vertrag an Berlin und Wien gebunden, und übrigens war Carol I. ein reiner Hohenzoller geblieben. Die deutschen, französischen und englischen Einflüsse stießen aufeinander in Athen, wie übrigens auch in Konstantinopel, als die Türkei noch in Europa Geltung besaß. Der Weltkrieg ist aus einer Donau- oder Balkanangelegenheit entstanden, aber beinahe wäre er schon ausgebrochen durch eine Angelegenheit derselben Natur im Jahre 1908, bei der Angliederung Bosniens durch den Baron von Aehrenthal, im Jahre 1909 bei den an Serbien gerichteten österreichischen Forderungen, in den Jahren 1912 und 1913 bei den Balkankriegen.

Heute gibt es eine Entspannung zwischen den Staaten der Halbinsel. Sie denken ziemlich wenig daran, sich gegenseitig zu zerreißen. Im Gegenteil, ihre Regierungen bemühen sich, einander näher zu kommen und einen einzigen reaktionären Block zu bilden.

Rumänien und Jugoslawien gehören schon beide der kleinen Entente an, und die Schwierigkeiten, die zwischen ihnen wegen des Banats hätten entstehen können, sind verschwunden. Jugoslawien hat im geheimen mit Bulgarien unterhandelt, obzwar diese beiden Mächte eine lange Überlieferung von Feindseligkeit und Haß hinter sich haben. Jugoslawien bemüht sich ebenfalls zu einem Kompromiß mit Griechenland, welchem es jedoch mit Mühe die Haltung Konstantins während der Weltkrise hat verzeihen können. Mazedonien hätte wohl die Staatskanzleien von Belgrad, von Sofia und von Athen voneinander entfernen können, nachdem sie sich so lange für ein jedes Stückchen dieses Landes gestritten haben, und von welchem alle drei je ein Stück besitzen. In Wirklichkeit aber, Mazedonien vereinigt sie. Sie schließen sich eng aneinander gegen jedweden mazedonischen Wunschversuch nach Emanzipation, wie seinerseits die Angst vor den polnischen Aufständen dem Bunde der Hohenzollern, der Romanow und der Habsburger als Kitt diente.

Die balkanischen Zerreißen sind daher jetzt weniger zu befürchten als früher; dagegen haben die Balkanregierungen gegenseitige Verpflichtungen übernommen gegen die Revolution. Und dies läßt sich äußerst leicht erklären, nachdem von den Karpathen bis zum Peloponnes der Faschismus herrscht, d. h. das Regime, welches die Massen einer stark bewaffneten Oligarchie unterstellt, einer Oligarchie, die zu allem bereit ist und sich weder um ihre eigene Gesetzlichkeit als um die elementarsten Freiheiten kümmert.

Pangalos benimmt sich wie ein kleiner Mussolini. Im Jänner kündete er an, daß er die ganze öffentliche Macht in seinen Händen konzentriert hätte. Im Februar verbannte er nach den Inseln seine politischen Gegner; im März zwang er Kunduriotis, die Präsidentschaft der Republik niederzulegen.

Aber Bratiano hat sich in Rumänien gar nicht anders benommen, und die in Ungarn zur Zeit der Habsburger und im zaristischen Rußland gebräuchlichen Verfahren sind dort wieder gang und gäbe.

Liaptscheff folgte seinem Chef Tsankoff nach und übergibt immer weiter den Kriegsgerichten alle diejenigen, deren Opposition ihn beunruhigen könnte. Die Presse, die Vereinigungen, die Versammlungen, die Gewerkschaften wissen, was es kostet, in Bulgarien irgendeine Unabhängigkeit zu manifestieren.

Alexander I. und Paschitsch weichen vor gar keiner Willkür mehr zurück, seitdem sie sich die Mitarbeit von Raditsch gesichert haben und auf diese Weise glauben, den Widerstand in Slowenien, in Kroatien, in Bosnien-Herzegowina und in Monte-

negro beseitigt zu haben. Fragen Sie aber die Arbeiter des Königreiches, welche als gewöhnliche Verbrecher behandelt werden, sobald sie es wagen, irgendeine Forderung zu stellen.

Da sind also vier Staaten mit zusammen 40 Millionen Einwohnern, welche einer gleichen Regierungsmethode unterworfen sind — einer Methode purer Gewaltherrschaft und kaum umschleierter Diktatur. Wenn sie in ihren Grenzstreitigkeiten einen Stillstand haben eintreten lassen, so deshalb, weil die agrarischen, finanziellen und militärischen Aristokratien es für zweckmäßig erachtet haben, eine dichte Front, eine rißlose Schutzlinie gegen die arbeitenden Massen zu bilden. Pangalos würde gegen eine Arbeiterrevolution ebensowenig vergeblich um die Hilfe Alexanders I. ansuchen, als Boris um diejenige Ferdinands I. Die Ausrottung der Landarbeiter und der Kommunisten durch Tsankoff erntete den Beifall der Dirigenten in Athen, in Belgrad und in Bukarest.

So wie vor 110 Jahren der König von Preußen und die Kaiser von Österreich und von Rußland den Heiligen Bund gegründet hatten, welcher nichts anderes war als ein gegenseitiges Schutzbündnis, so haben sich die Balkanregierungen verbündet zum Zwecke eventueller Niederwerfungen. Und diese Liga würde nicht verfehlen, die Hilfe des feudalen Ungarns von Horthy auch zu erlangen, trotz des Hasses der magyarischen Oligarchie gegen die Nachbarstaaten.

Dieser Föderation der Regierungen müssen die Proletariate antworten. Denn sie müssen trachten, eine andere Balkanföderation aufzubauen in dem Niederstürzen der Monarchien und der Diktaturen.

Paul Louis

### Albanien, seine Beys und seine Nachbarn

Die Politik einer Nation darf sich nie auf einer momentanen Konstellation oder auf dem Verhältnis zu einer Person aufbauen, denn Konstellationen und Personen sind vergänglich und eine Politik, die sich auf sie aufbaut, kann die Nation zum Abgrund führen. Eine gute Politik muß weitsichtig sein und sich auf sicheren prinzipiellen Grundmauern aufbauen.

Es gibt ehrliche Albaner, wirkliche Patrioten, die das Heil Albaniens von irgendeinem Nachbarn erwarten, wenn zufällig die Politik dieses Nachbarn eine Änderung in den inneren Verhältnissen Albaniens verlangt. Es gibt wieder andere, die der Ansicht sind, daß mit dem Sturze des Beys von Mati die albanische Frage gelöst wäre.

Bevor wir auf die Erörterung dieser Art von Opportunismus eingehen, müßte in erster Linie untersucht werden, ob die erwähnten beiden Voraussetzungen überhaupt vorliegen. Um auf das Sachliche eingehen zu können, wollen wir aber annehmen, daß sie tatsächlich vorlägen.

Wir wollen uns nun allein auf die Erörterung dieser zwei Fragen beschränken: Ist eine günstige nationale Lösung der albanischen Frage zu erwarten durch den Sturz Achmet Zogus allein und durch die Hilfe eines der Nachbarn Albaniens?

Eine augenblickliche Lösung und eine Wiederholung der halbjährigen Tragikomödie des Juniregimes wohl.

Aber man muß dabei bedenken, daß die wahrscheinliche Reaktion, die einem solchen Zwischenspiel folgen muß, eine endgültige und die definitive Niederlage des albanischen Volkes, das Grab des albanischen Staates sein würde.

Keinesfalls aber kann eine der beiden erwähnten Hypothesen eine stabile nationale Lösung des albanischen Problems herbeiführen.

Legen wir die Hand aufs Herz: Sind die Beys von Toptani, Verlaci, Vrioni, Libohova nicht gefährlich für das albanische Volk und den albanischen Staat? Haben wir so bald vergessen, daß in der Zeit der Konstituante die ganze Staatsmaschine stehen blieb, weil die Beys Haus- und Machtpolitik betrieben?

Hat man vergessen, daß jedes Unheil Albaniens und jeder Hochverrat an Albanien den Stempel der Toptani, Verlaci, Vrioni und Libohova getragen hat? Soll das ganze albanische

Volk weiter leiden, soll das freie Albanien zugrundegehen nur um der Hauspolitik von vier oder fünf Familien wegen?

Der Bey von Mati hat sich durch seine verbrecherischen Fähigkeiten zum Führer seiner Klasse aufgeschwungen. Der Gedanke, daß es nach seiner Beseitigung möglich sei, mit seinen Klassengenossen Kompromisse zu schließen und zum Wohle des albanischen Volkes mit ihnen weiterzuarbeiten, ist entweder eine Naivität oder ein Verrat.

Die Interessen des albanischen Volkes stehen in vollstem Gegensatz zu denen der Beyfamilien; sie in Einklang zu bringen ist unmöglich. Die Losung lautet: „Die feudale Beys — die arbeitendes Volk“ und man kann nicht einem dieser beiden Elemente dienen, ohne dem anderen Schaden zu bringen.

Daraus geht hervor, daß es töricht oder verbrecherisch wäre, nach Achmets Sturz mit den übrigen Beys zusammenarbeiten zu wollen. Man kann die Interessen des albanischen Volkes nicht in Waffenbrüderschaft mit seinen Feinden vertreten. Was die Behauptungen einiger Leute betrifft, die sagen, es werde schon gehen, so muß man ihnen entgegenhalten, daß diese Art, Politik machen zu wollen, ein Nebel ist, der nur zum Schiffbruch führen kann.

Der Sturz Achmets hat für das albanische Volk nur dann eine günstige Bedeutung, wenn mit Achmet auch die Macht und der Einfluß der Beyskaste gestürzt wird.

Nun die zweite Frage: ob die Hilfe eines Nachbarstaates — in Betracht käme Jugoslawien, Griechenland und Italien — zum Zwecke des Sturzes Achmets für das albanische Volk als solches nützlich sein könnte. Hier gilt der Warnungsruf des Laokoon: *Timeo Danaos et dona ferentes!*

Kommen wir zu Jugoslawien. Hier herrscht mit diktatorischen und terroristischen Mitteln die von Pašić geführte radikale Partei. Eine Militärmaffia, die rings um den Thron der Karageorgiević geschart ist, ist die Grundlage ihrer Macht. Die Einigung Radić mit Pašić — das ist für jeden klar, der das kroatische Volk kennt — bedeutet lediglich einen persönlichen Verrat des Radić, nie aber eine programmatische Einigung der radikalen Partei mit der kroatischen Bauernpartei. Radić hat sich dem Programm der radikalen Partei völlig unterworfen. Pašić und die radikale Partei haben von ihrem Programm nicht einen Buchstaben preisgegeben und sie werden ihre alten Ziele mit den alten Mitteln verfolgen, solange Pašić lebt.

Was waren nun diese Ziele der radikalen Partei in bezug auf Albanien und die Albaner? Kurz gesagt: die Ausrottung des albanischen Volkes als Nation und die Wegwischung eines selbständigen albanischen Staates von der Landkarte. In der Tat hat Pašić dieses Programm bis jetzt erfolgreich in Anwendung gebracht: Tausende von Albanern sind in den letzten Jahren von den Serben ausgerottet worden, ohne daß ihre Mörder je zur Verantwortung gezogen worden wären. Mehr Albaner als im selbständigen Albanien leben unter serbischem Joch, ohne irgendwelche Minoritätsrechte zu genießen. Alle Beys, die an Albanien Verrat geübt haben und deswegen aus ihrem Vaterlande flüchten mußten, fanden stets Schutz und Unterstützung in Belgrad, so Essad Pascha, Hamid Bey Toptani, Achmet Bey Zogolli und andere. Bei jeder diplomatischen Konferenz, die sich mit der albanischen Frage befaßte, war Pašić der Hauptgegner der albanischen Unabhängigkeit. Er war der spiritus rector jeder Verschwörung gegen Albanien Wohl. Durch unerhörte Gewalt und Terror brachte es Pašić dazu, daß von den vierzehn Abgeordneten, die die Albaner Kossowos in der Skuptschina vertraten, dreizehn nicht wiedergewählt wurden. Ferhad Draga, dessen Wahl er nicht verhindern konnte, ließ er einkertern. Jene Albaner, die bei den Wahlen es wagten, für ihre Konnationen zu stimmen, wurden in den Kerker geworfen, viele ermordet. Vermosch und Sankt Naum hat Pašić mit Beihilfe der Beys Albanien entrissen, serbische Offiziere befinden sich noch heute unter allerlei Vorwänden in der albanischen Armee. Die Liste aller feindseligen Handlungen der Radikalen gegen Albanien ist übergroß, so daß sie den Rahmen dieses Aufsatzes sprengen müßte. Aber sicher ist, daß Pašić und die Seinen an ihrem Ausrottungsprogramm gegenüber Albanien nichts geändert haben.

Plötzlich läßt der alte Fuchs von Belgrad durch seine Emissäre die Heilsidee einer Balkanföderation verkünden. Diese Föderation soll aber nur etappenweise durchgeführt werden, sonderbar, recht sonderbar! Als erste Etappe ist die jugoslawische Föderation vorgesehen, das heißt, die Vereinigung Jugoslawiens, Bulgariens und wahrscheinlich auch Albanien, selbstverständlich unter dem segensreichen Zepher des edlen Hauses Karageorgiević.

Wie einfältig und offenbar ist doch diese Komödie! Gibt es wirklich einen denkenden Menschen, der nicht klar sieht, daß es sich hier um einen groben Plan des unersättlichen serbischen Imperialismus handelt, der Bulgarien zur Gänze verschlingen und sich aus Albanien lebendigem Leib ein Stück heraus-schneiden will?

Die wahre Balkanföderation wird auf Freiheit und Selbstbestimmung der Völker beruhen. Wenn die Werkzeuge des Belgrader Fuchses ihren Namen nennen, so wollen sie die Idee, die auf dem ganzen Balkan immer mehr um sich greift, durch die Verzerrung ihres Inhalts kompromittieren.

Das wird die wahre Balkanföderation sein, die Albanien die Befreiung von Kossowo und der Tschameria bringen wird, nicht aber die Unterwerfung unter das Joch von Belgrad!

Es ist also ganz klar, daß von Belgrad kein Heil für Albanien kommen kann. Kleidet sich Belgrads Absicht einmal in eine Form, die sie nicht sofort erkennen läßt, dann ist doppelte Vorsicht nötig. Pašić sinnt noch immer auf Albanien Vernichtung. Wer sich von ihm täuschen läßt und ihm Vorschub leistet, hilft den Untergang Albanien herbeizuführen.

Und nun zu Italien. Hier herrscht ganz unverhüllt der Faschismus und Mussolini. Jede Freiheit ist unterdrückt, die Presse ist geknebelt, die Unabhängigkeit der Gerichte ist abgeschafft, siehe den Freispruch Stammollas gegen die Verleihung von Konzessionen und den Prozeß Matteotti. Das ganze System beruht auf der Unterdrückung jedes konstitutionellen Rechts durch eine Partei, die sich die Errichtung eines italienischen Imperiums zum Ziele gesetzt hat.

Die Politik des Faschismus gegenüber Albanien ist auch imperialistisch. Mussolini hält das gar nicht geheim. Er hat es in seiner Klagerede über die Räumung Valonas gesagt und wie er über die Achtung nationaler Rechte denkt, zeigt sein Verhalten gegenüber den deutschen Südtirolern.

Die Schaffung der famosen albanischen Nationalbank, die Unterzeichnung des berüchtigten Anleihevertrages, die Bestechungsaffäre Mati-Libohova sind nichts anderes als die Vorbereitungen zur Besetzung eines Teiles von Albanien.

Jede Hilfe, die von Italien kommt, könnte also nichts anderes sein als ein Bakschisch für den Verkauf albanischen Bodens an das imperialistische Italien.

Zum Schlusse kommen wir zu Griechenland. Griechenland ist heute eine abhängige Größe, die zwischen Mussolini und Albion pendelt. Hier herrscht der militärische Diktator Pangalos, der, um an der Macht zu bleiben, mit verschiedenartigen Prinzipien jongliert. Einmal ist es der Balkanpakt, ein andermal imperialistische Ziele gegenüber der Türkei, einmal heuchelt er Freundschaft für Jugoslawien, ein anderesmal entdeckt er bei sich ein warmes Bruderherz für Albanien. Kurz, Griechenlands Kurs ist so unsicher, daß es selbst nicht weiß, wohin es noch verschlagen werden wird. Aus dieser Politik ohne Grundsatz und Richtung kann Albanien nie ein Nutzen erwachsen, um so weniger, als ihr jene Elemente als Werkzeug dienen, die immer gegen Albanien Selbständigkeit gekämpft haben.

Resumieren wir also:

Der Sturz des Beys von Mati allein bedeutet keinen Fortschritt, wenn er nicht den ersten Schritt des Kampfes gegen die feudale Klasse bedeutet, der das Ziel der inneren Politik Albanien bilden soll.

Jede Hilfe, die ein Nachbarstaat albanischen Gruppen gewähren würde, würde vom albanischen Volke schwer und bitter bezahlt werden müssen.

Das Heil aller Balkannationen und der albanischen insbesondere kann nur durch die freie Vereinigung aller Balkannationen in einer freien föderativen Republik erreicht werden.

Y. Kalori

## PARTIE GRECQUE

### Ἡ συναγωνισμὸς γιὰ τὸ Μουσολλίνη!

Μόλις ὁ Νίντσιτσι ἀφῆκε τὴ Ρώμη, νὰ καὶ παρουσιάζεται ὁ Ρουβφὸς στὸν Μουσολλίνη. Ἡ Ἑλλάς καὶ ἡ Γιουγκοσλαβία συναγωνίζονται ποῖα νὰ πρωτοεξασφαλίσῃ τὴ φιλία ἢ τὴν εὐμενὴ οὐδετερότητα τοῦ ἰταλοῦ Δικτάτορα. Τὶ θέλει ὁ Νίντσιτσι; Τὶ προσφέρει στὸν ἰταλὸ „ἐχθρὸ τοῦ ἔθνους“; Ἐπίσημα γίνεται λόγος γιὰ ἐξασφαλίσει τῆς ὑπάρχουσας κατάστασης, γιὰ τὴν ἐμπόδιση τῆς προσχώρησης τῆς Αὐστρίας στὴ Γερμανία, στὴν πραγματικότητα εἶναι

τὰ πράγματα ἀλλιῶς. Ὁ Νίντσιτσι, ὁ ἐμπιστος τοῦ βασιλέα Ἀλεξάνδρου μέσα στὴν Κυβέρνηση καὶ στὸ ριζοσπαστικὸ κόμμα, ἔχει τὸ καθήκον, νὰ προετοιμάσει διπλωματικὰ τὴν ὄθηση τῆς Γιουγκοσλαβίας πρὸς τὴ θάλασσα. Ἡ Γιουγκοσλαβία δὲν κατέχει κανένα λιμάνι, ποῦ νὰ ἀνταποκρίνεται στὶς ἀνάγκες τῆς ἐξαγωγῆς τῆς. Συνεχίζοντας τῆς παραδόσεις τοῦ αὐστρουγγρικοῦ ἰμπεριαλισμοῦ, τὶς περιπέτειες μιᾶς ξενικῆς διπλωματίας, ποῦ ἤθελε, σύμφωνα μὲ τὰ λόγια τῆς συνθήκης τοῦ Βερολίνου „au delà de la Mitrovica“, νὰνοίξῃ ἀνάμεσα ἀπὸ τὸ Σαντζάν τοῦ Νοβιπαζάρ τὸ δρόμο ὡς τὴ

Θεσσαλονίκη, θέλει ή γιουγκοσλαβική Κυβέρνηση νά ανοίξει ελεύθερο τό δρόμο πρὸς τή Θάλασσα, νά παραγκωνίσει ἅλα τὰ ἐμπόδια. Μὲ τὰ ὄπλα τῆς Διπλωματίας ἂν εἶναι δυνατό, μὲ τῆ „διπλωματία τῶν ὄπλων“ ἂν ἀποτύχουνε τὰ εἰρηνικά μέσα. Τό γιουγκοσλαβικὸ κράτος, ἡ σερβική Μπουρζουαζία, ποὺ τὸ κυβερνᾷ, ὁ βασιλιάς ὡς „ἐντεταλμένος“ τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορικῶν συμφερόντων, ὀλοι μὰζι ποθοῦν τό δρόμο πρὸς τή θάλασσα. Οἱ κροάτες μεγαλοχωρικοὶ προτιμοῦνε νά ὑποταχθοῦνε στήν ὁδηγία τῶν σέρβων μεγαλοαστῶν καί τῶν παρασιτικῶν τούς διοικητικῶν ὀργάνων, παρὰ νά παραιτηθοῦνε ἀπὸ τὴν ἀγορὰ ποὺ χρειάζονται γιὰ τὰ ἐμπορευματὰ τους. Χρειάζονται ἐξαγωγή, θέλουν ἕνα λιμάνι, ἡ ἑσωτερική ἀγορὰ δὲ σκάνει. Ὁ Ράδιτς ὑποστηρίζει ἐνεργῶς τίς ἰμπεριαλιστικὰς τάσεις τῆς σερβικῆς κυριαρχῆς τάξης, ὁ μεγαλοχωριότης καί ὁ μεγαλοαστὸς σχηματίζουνε ἐνιαῖο μέτωπο, ἡ Γιουγκοσλαβία ἀρχίζει τὴν ἐπίθεσιν.

Ἡ προσάρτηση τῆς ἐλληνικῆς Μακεδονίας στή Γιουγκοσλαβία, εἶναι ἀσφαλῶς στὸν Πάσιτς ἐπιθυμητὴ καί ἕνας λόγος εἶναι ἤδη τό ὅτι ἡ συμπερίληψη ἐνὸς σλαβοφώνου πληθυσμοῦ θά ἐστερέωνε τὴ θέση του μέσα στὸ Συνασπισμό. Ὁ δρόμος πρὸς τὴ Θεσσαλονίκη ἀνταποκρίνεται ὡστε, ὄχι μόνον στὸ συνολικὸ συμφέρον τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἀνωτέρων στρωμάτων, μὰ ἀκόμα καί στὸ ἰδιαίτερο συμφέρον τῆς σερβικῆς κυριαρχῆς τάξης, καί θάποτελοῦσε μιὰν ἐνίσχυση τῆς δυναμείας τῆς τελευταίας ἀπέναντι τοῦς ὄλοι ἀπαιτήσεις, μὰ ἐντούτοις ὄχι ἰσοτίμους, συμμάχους τῆς. Γιὰ νά μπορέσει νά κάμει ἕναν ἀγῶνα ἐναντίο τῆς Ἑλλάδος, γιὰ νά δημιουργήσει τίς διπλωματικὰς προϋποθέσεις μιᾶς προσθήσεως, ἡ Γιουγκοσλαβία χρειάζεται τὴν οὐδετερότητα, τοῦλάχιστον τὴν οὐδετερότητα τῆς Ἰταλίας. Ὁ Ἀχμέτ μπέης Ζόγου, ὁ γιουγκοσλαβὸς νομάρχης τῆς Ἀλβανίας, χρειάζεται ἰταλικὰς πιστώσεις. Ἡ Ἰταλία, ποὺ θά μπορούσε νά παραγκωνισθεῖ στίς βλέψεις τῆς ἀπὸ τὸν συνασπισμὸ τῆς Σερβίας, θά μπορούσε νά ἐκμεταλλεθεῖ τὴν εὐκαιρία, γιὰ νά ὀργανώσει ἐπὶ ἐδάφους ἀλβανικοῦ μιὰ μεταβολὴ τῶν δυναμικῶν σχέσεων, μὲ τὴ βοήθεια τοῦ Μπρέντ ἂν θά ὑπῆκουε, ἐναντίο του ἂν θά ἔχει ἀντίρρηση. Δὲν εἶναι τυχαῖο πὼς ἡ ἐνωτικὴ συνδιάσκεψη τῶν ἀλβανῶν Πατριωτῶν ἔλαβε χώραν στὸ Μπρίντζι. Ὁ Πάσιτς ξεῦρει, πὼς ὁ Μουσσολίνη δὲν φοβάται τὴν συμπλοκή ἀκόμα καί μὲ ἕνα ἐπαναστατικὸ κίνημα, στήν περίπτωσι ποὺ τοῦ φέρνει ὀφέληματα καί — δὲν συμβαίνει μέσα στήν Ἰταλία. Μέσα στὸν διπλωματικὸν ἀγῶνα γιὰ τὴν σιδηροδρομικὴ γραμμὴ Γευγελῆς — Θεσσαλονίκης καί γιὰ τὴν ἀμυνα „τῆς σερβικῆς μειονότητας“ στή Μακεδονία, τὸν προσερχῆ σταθμὸ τῆς γιουγκοσλαβικῆς ἐπίθεσης, χρειάζεται ὁ Πάσιτς τὴν κάλυψη τῶν νότων του τὴν ἐξασφάλισιν κατὰ ἰταλικῶν ἐπιθέσεων στήν Ἀλβανία, τὴ γιουγκοσλαβικὴ ἐπαρχία.

Ἀσφαλῶς, ἐδόθηκε τοῦς Ἰταλοὺς πλατὺ πεδὸ δράσεως οικονομικῆς, μὰ ὅμως δὲν ἐκορέθησαν, καί ἡ ἐλπίδα νά ἐπικρατήσουνε πολιτικῶς, εἶναι σὲ πολλὰς περιστάσεις ἑλκυστικὴ. Οἱ περιστάσεις δὲν φτιάχουνε κλέφτες μόνον στή Γιουγκοσλαβία.

Ὁ Νίντσιτς δὲν παρουσιάζεται μὲ ἀδειανὰ χερία μπροστὰ στὸ Μουσσολίνη. Μὴ ὄντας σὲ θέση νά κυριαρχήσῃ μὲ στόλο στήν Ἀδριατική, πάντα ἐκτεθειμένη σὲ ἐπιθέσεις τοῦ ὑπερτεροῦντος ἑχθρικοῦ

στόλου ἐνεκα εὐλείψεως καλοῦ λιμανιοῦ, ἡ Γιουγκοσλαβία δὲν κάμνει τίποτε ἄλλο παρὰ νά παραιτεῖται ἀπὸ κᾶτι ποῦ δὲν κατέχει, ἀπὸ τὴν συγκυριαρχία στήν Ἀδριατική. Τό παλιὸ ὄνειρο τῆς ἰταλικῆς Irredenta, τὸ ὄνειρο τοῦ Ντ' Αιουντζιο, τὸ „μὰρε νόστρο“, ἡ „ἰταλικὴ Ἀδριατική“, βρισκεται πρὸ τῆς ἐπαληθευσεῶς του. Ἡ Ἀδλῶνα εἶναι ἡ τιμὴ ποὺ θά πρέπει νά πληρώσει ὁ Νίντσιτς γιὰ τὴ Θεσσαλονίκη. Εἰς βάρος του „ἀνεξαρτήτου“ ἀλβανικοῦ κράτους ἐξαγοράζει ἡ Γιουγκοσλαβία τὴν εὐμενὴ οὐδετερότητα τοῦ Μουσσολίνη. Μὰ δὲν εἶναι μόνον αὕτῃ ἡ παράωρηση — ποὺ δὲν πρέπει νά τὴν ὑποτιμᾷ κανεὶς — ποὺ κινεῖ τὸ Μουσσολίνη πρὸς ὑποστήριξιν τῆς Γιουγκοσλαβίας. Στήν Ἰταλία ὑπάρχουν μεγάλες περιοχὲς κατοικημένες ἀπὸ γιουγκοσλαβικοὺς πληθυσμοὺς. Σλοβῆνοι καί Κροάτες βρισκονται κάτω ἀπὸ τὴ φασιστακὸ ξένο ζυγὸ, ἐξιπαλλίζονται καί χάνουν τὰ κοινοικια καί ἔθνηκα τούς δικαιώματα. Οἱ Κροάτες χωρικοὶ τρέφουν πάντα τὸ αἶσθημα ἀλληλεγγύης πρὸς τοὺς καταπιεζομένους ἀδελφοὺς στήν Ἰταλία. Κάτω ἀπὸ τὴν πίεσιν τῆς γνώμης τῶν μαζῶν ἀναγκάσθηκε καί ὁ Ράντιτς, ἀκόμα καί ὅταν εἶχε γίνει ὑπουργός, νά εἶρει βαρεῖς λέξεις ἐναντίο τοῦ Μουσσολίνη, τίς ὁποῖες, εἶναι ἀλήθεια, ἐπανειλημμένως ἀνακαλεῖ κάτω ἀπὸ τὴν πίεσιν τοῦ βασιλιά καί τῶν συναδέλφων του ὑπουργῶν. Ὁ Νίντσιτς θυσιάζει στὸν ἰταλικὸ φασισμὸ χωρὶς δισταγμὸν τοὺς ἀλύτρωτους ἀδελφοὺς, γιὰ τοὺς ὁποῖους ὁ ὑπουργικὸν τοῦ συναδέλφου ἀπῆγγειλαν τῶσους ἔθουσίδεις λόγους. Γιατὶ ξεῦρει, πὼς ἕνας ἀγῶνας κατὰ τῆς Ἰταλίας θά ἔθετε μεγάλες ἀπαιτήσεις στὰ στρατιωτικὰ πράγματα τῆς Γιουγκοσλαβίας, μὰ ἀκόμη καί γιατί ξεῦρει, πὼς οἱ καθολικοὶ Κροάτες καί Σλοβῆνοι τὸ λίγο λίγο θά ἐδυναμῶναν τὴν θέση τῶν Κροατῶν μεγαλοχωρικῶν μέσα στὸν Συνασπισμὸ, ἂν δὲν ὀφειλοῦσαν τὴν ἀντιπολιτεύσιν κατὰ τῆς Κυβερνήσεως. Ὁ Νίντσιτς ὡστε προσφέρει στὸ Μουσσολίνη τίποτε ὀλιγώτερον ἀπὸ τὴν κυριαρχία στήν Ἀδριατικὴ καί τὴν θυσία τῆς γιουγκοσλαβικῆς μειονότητος.

Τὶ ἔχει νά προσφέρει ὁ Ρούφος; Στὴ νότιον Ἀλβανία οἱ δυνάμεις μετετοπίσθησαν δυσμενῶς γιὰ τὴν Ἑλλάδα. Οἱ χωρικοὶ ποὺ ἀφοπλίσθησαν ἀπὸ τοὺς Ἑλληνας ἔπσαν στήν ἀγκιάλῃ τοῦ Ἀχμέτ Ζόγου καί δὲν δειχνοὺν καμμιά προθυμία νὰνταλλάξουνε τὴν μιὰ τυρρανία μὲ μιᾶν ἄλλῃ. Τὴν κυριαρχία ἐπὶ τῆς Ἀδλῶνας θά μπορούσε ἡ Ἰταλία νά ἐπιβάλλει τῆς Γιουγκοσλαβίας μὲ στρατιωτικὰ μέσα, ἀλλὰ αὐτὸ μὲ θυσία οἰκονομικοπολιτικῶν συμφερόντων. Ἡ Ἑλλὰς ἐπομένως στὸν συνασπισμὸ γιὰ τὴν ἀμυνα τῆς Μουσσολίνη κατ' ἀνάγκη θά ὑστερήσει. Σὲ γιουγκοσλαβικὸ ἔδαφος βρισκεται ὁ Πλαστήρας, ὁ ἥρωας τῆς δημοκρατικῆς ἐξεγέρσεως. Ἡ Ἑλλὰς δὲν μπορεῖ νά διακινδυνεύσει ἕναν καινούργιον πόλεμον. Ἐνα ἐπαναστατικὸν προλεταριάτο στὰ νῶτα του, ἐξεγέρσεις χωρικῶν στὴ Μακεδονία, δυσαρέσκεια στὴ Θεσσαλία. Ὁ Πάγκαλος δὲν εἶναι μάλιστα. Ὅσο καί νά τὸν ὑποστηρίξει ἡ Ἀγγλία, ἂν ἡ Γιουγκοσλαβία παρ' ὅλες τίς προειδοποιήσεις τῆς μεγάλης Ἀντάντ ἄρχιζε τὸν ἀγῶνα, γιὰ τὴν Θεσσαλονίκη, ὁ Πάγκαλος θά ἦταν χαμένος. Ὁ Μουσσολίνη δὲ θά ἀποφασίσει νά πάγει μὲ τὸ μέρος του. Ὅτι καί νά συμβεῖ, ἡ Βαλκανικὴ βρισκεται μπροστὰ σὲ καινούργιους κλονισμοὺς, καί ἡ Ἰταλία θά ὑποστηρίξει τὸν σερβικὸν ἰμπεριαλισμὸ.

Μελιγκός.

## PARTIE ALBANAISE

### Pergjegja e Paul Louis-it enquete-së të Federacionit Balkanik

Leu PAUL LOUIS në vjet 1872. Mësoj drejtisi e historii në Sorbonne. Në vjetë 1896 hini në partin socialistë, ku luejt një rroll me randsi: këtn kje emnue anetar i Komisionit Administrativ permanent të Partis. Mbas luftës Botore, kje anetar i Komitetit diriguës së Partis komuniste. Kje Direktor i politikës së jashtme i HUMANITË-tit: në ket funksion u dë në shëj per erudicionin e tij të gjerë e per kuptimin e interpretacionin e thellë të ndodhjetve të politikës internacionale.

Paul Louis-i kje bashkëpunëtor i të gjithë fletorevet e perkohëshmevet të mëhëja t'Europës e t'Amerikës.

Është autori i shum veprave, ner të cillat ma në zë janë: Historija e socializmit françes, Historija e syndakatevet në Françë, Syndakalisma kundra Shtetit, Puna në Boten rromake, Tipet sociale në veprat e Balzac-ut e të Zola-s, Prendimi i shoqisë borgese.

Jam mendimtar se të gjithë traktatet që kjene mbyllë në marim të luftës — që s'janë kenë t'jater veçse payjë imperialistësh diktue

të mbujtunëvet prej vetë-thënvet fituesa — s'janë kenë konformë me principet e të drejtës së popujvet, pse kudo janë marrë para syshë konsideracione strategike a ekonomike, e kurrkund nuk janë poetë popullësrat.

Ky fakt është më shumë i vertet ner viset balkanike të cillat janë kenë kurdoherë nen tutelen e fuqivet të mëdha.

Të drejtat e minoritetetvet etnik nuk munt të jenë të respektuëme nen reaktionin e sotshem balkanik, që është po ag i rehtë kundra nacionalitetetvet sá kundra masavet punëtore: shembëll, Bulgaria e Rumania.

E vetmija rrugë per të shereu situacionin në ket anë t'Europës, ku elementet etnik janë të pershkum njëri me t'jatin e ku bourgeoisie imperialiste gjindën në fuqi nen mburojen e fuqis armate, është federacioni balkanik. S'duhet harrue se kjo ish zgjidhja prej kongresvet socialist qysh para luftës.

Reverinat e sotëshme balkanike s'janë të zonjat t'a realizojn ket federacion, tuj kenë që të gjitha, per interesa klasi, ngujohet në një nacionalisëm t'armuëm. Vëhtëm regimi i proletariatit fituës, puntuër e buik, munt t'i venë këtij federacion themelet materiale e morale që janë të nevojshtëm për krijimin e mprojtjen e tij.

Un jam një prej atyne që, me fjalë e me shkrim, udjekin luftën kundra qeverinave kapitaliste reacionere të Balkanit, e un shtoj këtu se existenca e tyre është një rrezik permanent për pagjëën e një shkëlqje e të drejtave e i liris të klasit punëtor internacional.

Paul Louis

## Bajram Curri, heroj i indipendences shqyptare

### Deka e nji burrit

E mbytnë. —

Per vjet e vjet ju vune në pritë si nji bishes s'eger në nji skaj të Balkanit, atij që tundi në themel binan e feodalismes shqyptare, që kje gjithherë armiku i rrehtë i imperialistëve serb, të cillët kishin vne nji sumë të madhe mbi krye të tij.

I drashturn prej fuqivët të medhë, për arsije se ish nji nieri qi s'kish shoqin në Balkan, i pà-thyer e pà-fjalë shum kuer ish çeshtja e vëndit të tij Bajram Curri ish idulli i djelmenis revolucionare shqyptare.

Me këthimin në fugi të mercenarit Ahmet Zogut, s'kaloj ditë qi mos të delte ndoj lajm i rrëshem përmbi Bajram Currin. Zyret e shtypit të Belgradit, të Tiranës, e të Romes lajmoshin pà prà se ish xanë rob; shpesh herë u thote se kish rà dekun ner luftimet e mbajtura kundra ushtrinëvet e rregullta jugoslave.

Per me kuptue randsin që kish Bajram Curri pennbi revolucionert shqyptarë, duhet me ditë historin e luftimevet t'ashpëra që në fillim të shekullit për indipendencen shqyptare, ku ëmni e familjes Curri është i lidhur me ket luftë.

Sado që jemi deri në pale materialist e nuk besojm ner gjymëzotat, prap e dim se posibilitetet humane kan për konditë ndodhjet e çeshtjet që léjn prej dohis s'onë. Por gjithu nji burr i zgjutë e i gjallë, i butë e energik, munt t'i napin krejt nji epoke shpirtin e personalitetit të tij. E përnjiment kuer na barabosojn Bajram Currin me herojt e indipendences greke, — aq të dashur prej Byron-it — bulgare, serbe, me karbonarët italian, me sinnfeinerët irlandes, shpirti i Currit na duket po aq i naltë, si i atyne qi vepruene me aq burrni për realisimin e njesis nacionale të vendevet të tyre.

Kuer flasim për veteranin revolucionarë shqyptarë, na shkon mendja edhe te ato shokët e tij luftar, te ato burra të pà-ëmen, që luftuen ç'at ditë që kjen të zot me mbajtë pushken në dorë, të ato sokola malit që dita me dita i bane ballë dekës për të fitue indipendencen e vëndit të tyre. Bajram Curri është simboli i tyre i vertetë; kuer flasim për të, është gjithuqi si me folë edhe për shokët e tij të luftës, jeta e veprimet e të cillëvet janë lidhë të pà-dara me ato të kryetarit të tyre. —

### Fisi i Krasniges e familja Curri

Currajt janë prej fisi malcorë që banajn tash dy shekuj në Jakovë. Janë Currajt kryetarët e fisit të Krasnigës [Krasniqe duket se rrjedh prej kreshnik], që është nji ner fise mà me randsi të vives së Jakovës; ëmni i familjes Curri gëzon këtu nji nderim e nji autoritet fort të madh që i mapin një fuqi te posatëshme kësaj familje burrash.

Len Bajram Curri rreth kohës 1850—55 (?) në burg të Prisrenit ku u gjindte e ndrieme krejt familja e tij prej Magjarr Pashes. Kryet e familjes, Çakirak Curri, nji patriot në zà, u vne në krye të nji levizjes malcorësh. Me këto burra, thej ushtrin turke t'asaj vise e shterngoq Sulltanin, me lëshne prej burgut jo vehtëm familjen e tij, por edhe të gjith hapsorët të tjerë të provincës së Kosovës e të Monastirit.

Familja Curri, muer pjesë aktive në lëvizjen e Liges së Prizrenit, e organizueme për të fitue lirin nacionale. Në luften decisive të Ferizovicit (1881) ku fuqja e Liges u ndesh me ushtrin turke, që ish e komandueme prej gjeneral Dervish Pashes, mbetne në luftë të gjith krënt e fisit të Krasnigës: Bajramit, dialit të ri 15 vjetësh, ju desht me fillue persi luftën, mbasi ish mbas dekes t'et, kryetari i fisit.

Pitimet e mëdhej që pat ky burr revolucioner, rrjedhin prej burris së tij personale e prej fuqis e prej solidaritetit që lidh anëtarët e nje fisit nermjet të tyre. Këty, kryetari, është baba e familjes së madhe vllaznore. Për nevojët e çeshtjes kryet e fisit, kà në dorë të tij, me mija malcorë, gati për ç'do therori, të fortë si çeliku e të mesuem qysh në fminë me luftue si shkrep në shkrep kundra anniqvët të tyre. —

### Lufta kundra feodalvet e invazionervet të huaj

Kysh në krye lufta që filloj dialoshi Curri kish dy lamë:

1. Luftë kundra feodalvet të Kosovës, që kishin trathëtuete Ligen e Prizrenit, e cilla fitoj njesin nacionale në Kongresin e Berlinit (1878) e këputi krejt lidhjet me Stambollën. Lufta që Bajram Curri i çeli Riza Bequt e ma vonë krejt familjevit feodale të Shqypnis, munt të konsiderohen si luftat e sotëshme të popullit shqyptarë kundra feodalvet.

Me të himit në lamë të luftës Bajram Curri, filloj me u hapë në popull lufta e popullit shqyptar kundra bejlewet, që dita me ditë po shtohet mà teper.

2. Lufta kundra Turkis e kundra invazionervet të hnajë. Bajram Curri duël kurdoherë kundra rregimit hamidian, legalisht dhe ileyalish, deri që u rrxne prej thronit „sulltani i kug“.

Në kohën e revolucionit të Jeune-Ture-ve (1908), Bajram Curri në ballë të kryesis së Kosovës luejti nji rollë kryesore. Në Mbledhjen nacionale të Ferizovicit (Karrik 1908) ku kje bisedne posicioni që do t'u mernte në revolucionin Jeune-Turc, bejlerit ish in për neutralitet, në sà Bajram Curri — lajmitari i revolucionervet — mbajti anen e pjesës s'ushtis që kish çelë kryengritjen. E kuer Sulltani muer telegrafin ultimatio të Konferencës, që kerkote çpalljen e Konstitucionit mrenda njetekater oresh, bori krejt shpnesen me i bà ballë rriedhes revolucionere.

Disà muej mbas Hyrjet-it (Liri), revolucionert shqyptar u pane të shternguem me i hapë luftën regimit të ri shtypës të Jeune-Turc-ve.

Në krye t'organizates „Bashkini“ Bajram Curri diftoj zotsin e tij kryetar luftet, tuj i kundersh tue me pushkë në dorë për kater vjet rreshl ushtis turke.

Në vjetë 1912, duel Bajram Burri ngallndyes, në luftën decisive të Kafa e Prushit, tuj i thye tetmbdhetë batalionat turke, sado që numri i ushtis së tij ish fare i vogël.

Mbas kësaj luftë, Bajram Curri okupoj krejt Kosovën e Shkupin, shkaktoj rrezimin e kabinetit Jeune-Turc, Parlamenti i Stambollës kje dâ, e deshret e popullit shqyptar kjene çue në vent: Shqypnia fitoj autonomi militare e administrative.

Kysh në fillim të luftes balkanike (1912), Bajram Curri del armik i rrehtë të gjith atyne që së respektojn njesin koksore të Shqypnis.

Kysh se len Shteti Shqyptar Bajram Curri kje kurdoherë në luftë të rrehtë me serbët, me malazezët e me feodalët Essad Pash Toptanin e Ahmet Bej Zogollin.

Në luftat balkanike ish në ballë të luftes kundra ushtis serbo-malazeze në Plavë e në Guci. Në vjetë 1913 organizon revolucion kundra serbëve në malet e Gjakovës. Në vjetë 1914, kuer fuqit e medha i imosojn Princ Wied-in Shqypnis, Bajram Curri i kundersh ton atyne fanatickvet që kerkoshin nji princ prej jaku turk; në vjetë 1915, del prep në ball të luftes në nji levizje kundra Essad Pashes, serbëve e malazezvet.

Në kohën e okupacionit t'Austris, ndej aj në shpi të tij, tuj kenë që ç'do hap i tiji ish e vrojtun. Në nji banket që dhane oficiert austro-ungerez të Kulla e Lumes (1916), kuer nji oficer i maltë çoj goten për shudet të Frano-Zeift, Bajram Curri i tha burrnisht, që revolucionert shqyptar s'ishin mësne me pi për shudet të tiranëve. Kjo vretje bani që autoritetet okupuese t'a merrshin edhe ma Seper në sye, këta tuj drashhtë ndoj levizje, e feturne në Vjenë në vjetë 1918, ku ish si i internuem.

Në vjetë 1920 rrokë persi pushkët. Në sherbim të Kompresit të Lushnjes — që perzuni serbët e italianët prej Shqypnijet — si rrëfeja shkrepë mbi Esadistët e Shqypnis së mjesme.

Në vjetë 1922 del kundra ministris s'Ahmet Zogut, që e degradon [kjo ish e treta herë që i lohet kjo lojë Bajram Currit, të paren herë Sulltan Harmidi, së dytit Jeune-Turc-t, e së mrami Begu i Mates].

Në revolucionin e Kershorit të vjetes 1924, prep kje Bajram Curri aj, që me malëcort e tij, dha zarin e parë në lëvizjen kundra bejlervet. Mbrenda pës-mbdhetë ditvet, zaptoj prefekturen e Kosovës e të Dibres, tuj e rrëmbye ushtrin qeveritare te Kulla e Ljumës; kështu i pren lidhjen me komandantin e tyre Ahmed Zogun, i cilli ish mesrjem prej anes së Vlonës e të Shkoders: kështu kje shkatrrue qeveria e Ilias Bej Vriamit.

Kuer Ahmet Zoyu kthej në Shqypni me ushtrin serbe e vran-gelistë, në Dhetër të vjetit 1924, për të rrëzue Fan Nolin, Bajram Curri kish organizue ushtrin e tij për të luftue Ahmetin e për të zaptue Tiranën. Vehtëm ateherë kuer u lëshuen Shkodra e Vlona, u ngujue Bajram Curri ner shkrepat e shpellat e Krasnigës.

Miq e tij revolucioner, e këshilluene nëxehetësisht m'u largue prej Shqypnis, por kot; peryjeja që i dha miqvët ish: „Duhet që un të des në lamë të luftimit.“

### Revolucioneri i perjetëshem. Idët e tija

Ky burr çeliku që kish kalue shtatëdhjet vjet, sado që kish në burg, s'i pà mà në jetë të tij muret e burgut, tuj refusue në princip kurdoherë me rà gjallë në dorë: t'annikunt. Jeta e tij kje nji luftë epike. Besnik naj t'varfërit, Bajram Curri kje po thnaj gjith herë jashtë ligjës të fugishmevet.

Len Bajram Curri prej nji familjes të pasur, por që s'kish shum „ciflek“, kje kurdoherë i dashtun e i mprojtun ner luftat e tija puç të varfërëvet, katolik e musulman, që e bâshin rrugë zbathtë e pà-buk, shpesh herë për dis à dit, neper shkrepja e gryka, për të ardhë në ndihmë.

Të gjith e thirrëshin „Baba i Shqypnis“, deri lanmiqvët i imponoti drejtësia e shpirtë naltësia e tij. Ish burri i beses shqyptare, ashtu si na diftojnë legendat e motëshme. Kuer ndokush ish mik në shpi të tij, ish segme për jetën e tij, edhe po t'ish anniku mà i madh i tij.

I ndershem, gojë-amel, shpirt-naltë, i shoqueshem e buzë-qeshur, trimnija je Bajram Currit kalote ç'do kufij.

Si miku i tij Isa Boletini (që kje vrà në Mal-të-zì në kohën e luftes europiane), Bajram Curri nuk ish nieri i shkollës, por mendja e tij e prehtë i çilte horizontat e idëvet politike e sociale mà të shtyeme. Aj s'i msheshi kurrkuj admiracionin që kish për lëvizjen

ruse e per Lenin-in, të cillën e thirrte po me at titull të kushtuëm profetvet „*Hazreti Lenin*“.

Bajram Curri kje kryetari moral i Komitetit të Kosovës, që ka rreth tij elementat aktiv të levizjes nacionale-revolucionare, që kan per fill iuften kundra të gjithë anmivqet të independences shqyp-tare, federacionin e popujvet balkanik, librimin prej tuteles të fuqivet të medhá.

Ky ish burri shqyptár, këto ishin veprimet e aktivitetit të tij, këto mendimet e tija.

### Marimi i tij

Bajram lurri u zhdruk prej Rësaj jeti, po n'nji kohë e bashkë me dy burra të shpis së tij.

*Aslan Curri*, i burgosur prej Ahmetit e bejlervet të tij, kje masakruje, bashkë me dy shokë-lufte, prej mercenarvet që e përcillshin prej Krumet në Shkoder, pre „desht me ikë“ thonë kreaturet e Ahmetit.

*Hysni lurri*, që kje tanë jeten e tij, bashkë-puntori besnik i Bajramit, diq prej tuberkulosit në nji sanatorium të Vjenës.

Bajrami rá dekun para 'jvjetë ner ditt e para të Prillit, n'at kohë kur çeshtja e independences shqyptare kish ma nevoj se kurr per të.

Zagárt e Ahmet Zogut ja gjetne skrullin, në nji shpellë ner rrethet e nji Ratundit afer Krasniqës. Bajram Curri jefonte këtn me buk kallomqi e barishte, në nji të ftoftë glacial: këtu ju ngri njena kambë prej së ftohti.

Mercenarit e Ahmet Beyut e rrethuene. Tuj pá së i kish ardhë çasi i mbramë, i dha urdhen që të laryoheshin shokvet që e rrethoshin, per mos të derdhë Rot gjakun e tyre. Nuk mbetue me të veç dy vetë per të dhanë luftën e mrame e per të „dekë si revolucioner“. Këto kjene fjalët e imame të tijat.

Kje vorrue me pompë të madhe. Malsinat, piujolli i të cillëve kje Bajram Curri munt të jenë madhështore per ket burrë. Revolucionert shqyptarë duhet t'a marrin shembëll Bajram Curri e t'ecin ner gjurmat e tija.

Nicolas Mermet

## PARTIE ROUMAINE

### Forçete politice se regrupeazë

Aducerea la cârmã a guvernului Averescu, împotriva normelor parlamentare și a voinței populare de repetate ori manifestată a dovedit că oligarhia e încă puternică. Dar ceace se desfășurã, în România după această nouã loviturã de stat dovedeste pedeoparte că oligarhia se întãrește și pedealta că o profundã regrupare a forțelor politice își face acum loc.

Intr'adevãr! Partidele burgheze de opoziție democraticã nu sunt hotãrãte sã apeleze la masse, sã le punã în mișcare, sã se sprijine pe ele în lupta contra oligarhiei. Impotriva tiraniei de sus conducãtorii acestor partide nu au deaceea decãt un singur mijloc: apelul la rege și capitularea politicã față de oligarhie. Ori, capitularea politicã sãvãrșitã din plin în ajunul „crizei“ nu a servit la nimic. Toemai capitularea lor a îndepãrtat partidele burgheze democratice de putere. Jar „apelul suprem“ la rege s'a dovedit o farsã. Regele ascultã apelurile, dar nu „alungã“ oligarhia, pentru cã nici nu poate s'o facã și nici nu vrea: el este doar cel dintãi oligarh al României! Politicã palatistã și de capitulare a conducãtorilor opoziției a dat deci faliment. Neputând infrãnge oligarhia prin metodele utilizate și nevoind sã recurgã la alte metode (lupta de massã), ce drum le mai rãmãne deschis grupãrilor politice burgheze? Numai unul: acomodarea cu „starea de fapt“, subordonarea politicã și activã față de oligarhie. Cãnd un organ de stãnga al opoziției poate raționa astfel: „Guvernul Averescu este un fapt, deaceea datori suntem sã-i acordãm creditul“ (*Adeverul* din 1 Aprilie), atunci mai e de mirare cãnd grupele burgheze de dreapta ale opoziției prelungesc acest raționament pe traectoria logice lor de clasã? „Rãmãnerea oligarhiei la putere, raționeazã ele, este un fapt. Fãrã oligarhie și împotriva ei nu ne alegem deci ca nimic. Deaceea simțul realitãții ne dicteazã sã ne împãcam cu starea de fapt, cu oligarhia — sã ne punem în serviciul ei pentru a cãpãta cel puțin ceva.“ Și cine ar putea nega cã ceva nu e mai mult decãt nimic!...

Și cum se traduce în realitãți politice acest raționament? Prin trecerea fãțișã, formalã a grupãrilor politice burgheze de opoziție în lagãrul oligarhiei. Odatã cu instalarea guvernului Averescu s'a rupt din „masivul“ opoziției democratice o avalanșã de stãnci, cari s'au rostogolit, mãnate ca de-o forțã elementarã, pãnã în cetatea oligarhiei, unde ele servesc la întãrirea zidurilor de susținere a dominației feudalo-bancare. Prima rupturã s'a produs în chiar momentul chemãrii generalului Averescu la putere, adicã în clipa cãnd s'a știut cã generalului Averescu i se încredințeazã împãrtirea bugetului: gruparea ardeleanã din Partidul Național condusã de reacționarul patentat Goldiș, vice-președinte al partidului, a pãrãsit acest partid și a intrat pe prețul a trei fotolii ministeriale în guvernul Averescu. Apoi a doua-zì gruparea „țãranistã-moderatã“ de sub conducerea transfugului de profesie Mehedinți s'a raliat și ea guvernului. Iar acum se dã între culise o adevãratã luptã de concurențã, fiecare grupare vrând sã treacã cea dintãi și pe prețul cel mai bun de partea sacului cu grãunțe. În ceace în derãdere se mai poate numi „partid“ din Partidul Național se produce o întreitã dislocare: gruparea takistã s'a proclamat autonomã și trateazã alãturarea de guvernul Averescu; gruparea ardeleanã de sub conducerea d-lor Maniu și Vaida, simțind cã-i fuge terenul de sub picioare în regat, se refugiazã în vechile ei poziții profesionale din Transilvania; iar grupãrile d-lor Jorga și Argetoianu, ajunse astãzi de unde au plecat acum trei ani, vor face ceace fãceau și atunci: se vor împãca cu Palatul și vor gãsi de-acolo iarãsi drumul spre țãta primitoare a oligarhiei.

Așadar, primele urmãri ale venirii guvernului Averescu au fost: întãrirea oligarhiei prin alãturarea, prin înghițirea grupãrilor burgheze de dreapta din opoziție și dislocarea Partidului Național, prima fazã a dizolvãrii sale. Rolul istoric al trecutului guvern Averescu (1920—21) a fost de a constitui o diversiune împotriva revoluției amenințatoare, de a paraliza ridicarea iminentã a masselor și

de a netezi apoi drumul revenirii oligarhiei la cârmã. Rolul, ca sã zicem așa, iarãsi istoric al actualului guvern Averescu este de a constitui un fel de mașinã politicã mijlocitoare pentru strãngerea loalaltã, pentru coagularea tuturor forțelor burghezo-capitaliste în jurul liberalilor, pentru canalizarea acestor forțe „de ordine“ spre frontul unic al oligarhiei.

Dar aceastã cristalizare a forțelor capitaliste în jurul oligarhiei va fi însoțitã, c'o vrea cã n'o vrea generalul Averescu și stãpãnii sãi, de o coagulare a forțelor populare, a masselor țãrãnești și muncitorești, a minoritãților asuprite și a pãturilor mijlocii și intelectuale, în jurul unui punct de cristalizare opus oligarhiei. Forțete sociale și politice organizate se vor împãrți tot mai clar în douã tabere tranșant opuse: frontul unic al oligarhiei și frontul unic al muncii.

Dupã procesul de dislocare a Partidului Național, conglomerat politic neviabil din pricina elementelor disperate și opuse din care s'a constituit, dupã procesul de cristalizare a burgheziei în jurul liberalilor, vom mai azista la un al treilea proces: elaborarea unui centru de cristalizare de stãnga. Deja în Partidul Țãrãnesc incepe sã se producã o mișcare contrarã politice dusã pãnã acuma de conducãtorii țãranisti (apropiere de oligarhie și pactizare cu Palatul). Aceastã politicã a dat rușinos faliment și a provocat o profundã deziluzie în rândurile militanților și partizanilor țãranisti. Aceștia au respins demonstrativ ultima incercare a conducãtorilor de a relua vechia linie politicã și cer orientarea partidului spre apropierea de masse și spre lupta hotãrãtã și fãrã subînțelesuri împotriva oligarhiei și a codițelor de topor. Stãnga țãranistã, care doarme în sãnul partidului cum doarme cioacanul în sãnul blocului de minereu, incepe sã-și desemneze conturul și va ieși curãnd în arenã, pentru cã masa largã a țãrãnimei neoibage și stoarse pãnã la mãdurrã, adusã la disperare de politicã oligarhiei și de moliciunea conducãtorilor opoziției, trebuie sã-și gãseascã și își va fãuri un exponent politic. Acest exponent legal, în situația de astãzi, va fi tocmã o stãngã țãranistã, care în front unic cu Blocul Democraticei Muncitorești-Țãrãnești va constitui un element fundamental al *frontului unic al muncii*. Blocul stãngei țãraniste și al avangardei conștiente a proletariatului va juca astfel în stãnga rolul de punct de cristalizare și de centru de organizare a masselor populare contra oligarhiei.

Odatã cu rolul de canalizator al forțelor burghezo-capitaliste spre lagãrul oligarhiei, guvernul Averescu va juca astfel, fãrã voia sa, și rolul de cristalizator al unui pol de stãnga și de canalizator al forțelor populare spre acest pol, spre lagãrul politic de stãnga muncitoresc-țãrãnesc. Cu toatã întãrirea momentanã a oligarhiei în România, condițiunile ducerii cu succes a luptei împotriva oligarhiei se cristalizesc deci tot mai mult și șansele doborãrii ei devin tot mai mari.

I. Mateescu

### Guvernul Averescu — o mascã a oligarhiei

Vorbind în numãrul trecut al *Federației Balcanice* de eventualã plecare a liberalilor dela guvern, am arãtat cã oricare ar fi guvernul pe care regele l-ar chema la cârmã și pe care liberalii l-ar tolera acolo, el nu va putea fi decãt un procurist al oligarhiei însãrcinat sã continue opera liberalilor sub o mascã mai potrivitã împrejurãrilor. Dar în acelaș timp presupunerile noastre mergeau înspre un guvern în care Partidul Național urma sã joace un rol însemnat. Presupunerile noastre se întemeau pe faptul cã, în ultimele zile ale legislaturii și în preajma „crizei“, conducãtorii naționali s'au pretat celei mai deschise și nerușinate renegãri pentru a încredința oligarhia cã ei vor continua la guvern întocmai opera liberalilor. În chipul acesta conducãtorii naționali pãreau sã fi devenit „copti“ pentru putere.

Evenimentele însã au venit sã arãte cã presupunerile noastre au fost *prea optimiste*. Oligarhia se simte atãt de puternicã — în bunã parte tocmã grație capitulãrii conducãtorilor opoziției și ne-



volniciei lor pentru o luptă adevărată de doborâre a oligarhiei — încât regele și camarila și-au putut permite îndrăzneala de a da guvernul nu unui partid reacționar cu aparente „democratice”, cum e Partidul Național, ci unui agent fățiș și declarat al oligarhiei, cum e generalul Averescu. Deaceia și stăm la gânduri dacă nu ar trebui să schimbăm titlul articolului nostru. Poate oare fi considerat guvernul Averescu drept o „mască”? Nu este oare limpede astăzi, nici două săptămâni dela intrarea sa în funcție, că acest guvern nu este o mască a oligarhiei, ci o sfidare descoperită aruncată de oligarhie în plin obraz țării și opiniei publice din străinătate?

Insuși guvernul Averescu s'a grăbit dealmintrelea s'o doveadă. Primul gest al „noului” guvern a fost într'adevăr... confiscarea unor ziare. A fost asta nu numai semnul premergător al „noului” regim, ci și un avertisment: „Cine îndrăznește să crâncească, o pătește!” Intre paranteze: pare-se că avertismentul și-a făcut efectul. Așa, de-o pildă, organul democrat de stânga *Adeverul*, condus de fruntașul social-democrat Socor și inspirat de interesele politice ale conducătorilor țărăniști, face în articolul său de fond din 1 Aprilie următoarea propagandă... anti-guvernamentală: „Guvernul Averescu fiind un fapt îndeplinit, datorii suntem să-i facem creditul până ce-l vom vedea la lucru. ...Deși am fi preferat un guvern ieșit din rândurile partidelor democratice, nu avem însă nici-un fel de prejudecată față de activitatea noului guvern, nici-un fel de idee precon-

cepută față de el.” Și *Adeverul* scrie asta a doua-zi după confiscările pomenite!...

Dar *Adeverul* vrea să cunoască faptele guvernului Averescu pentru a-și formula o părere despre dânsul. Trecutul generalului Averescu și al partidului său nu ajung oare? Și dacă nu, atunci trebuie să ajungă cel puțin declarația publică a noului guvern, că nu va modifica nimic din opera de guvernământ liberală, afară de cazurile unde și liberalii vor fi de-acord că experiența impune unele mici schimbări. Vrea însă și fapte marele organ democrat? Nu este oare confiscarea repetată a ziarelor un fapt? Nu este oare un fapt deschiderea unui nou proces de „complot” contra a 85 de muncitori și muncitoare la Consiliul de Război din Cluj? Dar menținerea stării de asediu și a consiliilor de război? Dar prezența a patru generali în guvern? Dar numirea a numeroși ofițeri ca prefeți, mai ales în provinciile anexate? Dar menținerea a 30.000 de soldați concentrați în Capitală?

Fapte sunt deci suficiente pentru a dovedi depeacuma că guvernul Averescu nu este decât continuarea cinică a guvernului Brătianu. Și acela care poate vorbi aici de credit de acordat guvernului Averescu, acela care spune că față de acest guvern nu trebuie să avem nici-o idee „preconcepută”, acela nu servește cauza democrației, ci face jocul politicii oligarhice.

Delablaj

## PARTIE CROATE

### Balkanska Federacija i evropsko javno mišljenje

Naša anketa kod znamenitih političara i književnika

Luj Pjerar

Rodjen u Framarie-u 6. febr. 1886. Luj Pjerar je saradnjivo u mnogobrojnim belgijskim, francuskim, engleskim i českim listovima. Ovaj odlični pisac (on je predsednik kluba francuskih književnika) davao je između ostalih studija u REVUE DE PARIS, MERCURE DE FRANCE i LEUROPE NOUVELLE niz zapaženih dela među kojima: IMAGES FORAINS, EN WALLONIE, LA HOLLANDE ET LA GUERRE, EN EXIL, VINCENT VAN GOGH itd. On je također autor novela LES TROIS BORAINS.

Bio je poslanik u god. 1919. Potpredsednik je umetničke sekcije Belgijske Radničke Partije.

U toku poslednjih godina, obnovljena radnička i socijalistička internacionala zanimala se je u više mahova sa balkanskim problemima.

Posvećen joj je jedan važan odsek u zaključnoj rezoluciji hamburškog kongresa. Od tada specijalne konferencije sazivane inicijativom S. S. B. bile su u Bukureštu, Beču i Pragu.

Internacionala ma koliko se trudila nikad suviše ne posvećuje pažnje balkanskim pitanjima. Ima li potrebe ponavljati da tamo neprestano tinja vatra i da je ratna opasnost koja bi mogla zahvatiti celu Evropu u tim krajevima tako reći permanentna. Sarajevo nije tako daleko, Upoređivali su balkansko poluostrvo sa raznim stvarima. Za mene ono liči na katao u kome su Macbetove vračare mešale najbizarnije i najrazličitije otpatke.

Neka se pripazi na ovaj kotao!

Od svih mirovnih ugovora (Versaja, Senžermena, Trianona i Neji-a, ugovora velikih predgradja kako ih je duhovito nazvao jedan francuski poslanik), ja verujem da su dva poslednja najnesrećnija. Ostali također nisu bez pogrešaka i sadrže stvari, koje se ne mogu braniti kao statut Dancinga. Jednoga dana to se mora preinačiti, ali ja nisam od onih koji hoće u celini Versajski ugovor da izlože univerzalnoj osudi. Ja ne mogu da zaboravim, da u ovom znamenitom delu, sa toliko mnogo komplikiranih pitanja postoji ipak zakonik rada, pakt Društva Naroda i povraćanje Elsas-Lorena Francuskoj što ni jedan socijalist, mislim, ne žali.

Na protiv, postoji u ugovorima koji su regulisali statut balkanskih teritorija, takovih stvari koje su tako reći nove baze za rat. Ja naročito ovde mislim na podelu makedonskog stanovništva između tri različite zemlje. Zar nije dosta što je Poljska bila vekovima raskomadana?

Socijalističke partije zainteresovanih zemalja, treba da nadju jedno zajedničko rešenje, rešenje pravde ovim teškim i gorućim problemima.

Ja držim da se ovo rešenje u istinu može naci u stvaranju federacije balkanskih naroda.

Mnogo se govori od nekog vremena o sjedinjenim evropskim državama. Vrlo dobro! Lep ideal. On ne datira od juče. Stari

Viktor igo ga je formulisao ne jedan vanredan način. Ali ja volim stvarnost i ja se ograđujem kad Conte Coudenhoven-Kalergi u Nemačkoj i Trocki u Rusiji govore o Sjedinjenim državama Evrope, kao o jednoj ratnoj mašini protiv kapitalističke Amerike. Zaista Amerika je odvratna i ona se ponaša infamno. Ona je učinila Šajloka svojim duhovnim ocem. Ali sve ovo diše ratnim duhom.

Pre nego što bi se htelo stvoriti Sjedinjene Evropske Države neka se stvori Balkanska Federacija koja je ipak lakša za ostvarenje i stvar mnogo prešnja. Moje je duboko ubedjenje, u ostalom, da će federalizam vladati sutrašnjom pacifističkom Evropom.

Luj Pjerar

### Bernar Lekaš

Pisac i novinar.

Rodjen 1895 god. u Parizu od jevrejsko-ruskih roditelja. Naturalizovani Francuz. Pohadjao je predavanja na Sorboni.

Još kao student počeo se baviti novinarstvom. On je novinar od 1913 godine. Saradjuje na mnogobrojnim novinama i revijama u Francuskoj i u inostranstvu. Objavljuje velike evropske reportaže, kritike, ankete. Redaktor u BONNET ROUGE (do početka rata), u VERITE, u JOURNAL DU PEUPLE (šefredaktor). Publikovao je nedavno jedan roman iz jevrejskog života: JACOB. Kritika ga je pozdravila. Priprema nove romane.

Dragi Druže,

Odgovaram dragovoljno na tešku i visoku anketu koju ste preduzeli. To je za mene dužnost i zadovoljstvo.

Na Vaše prvo pitanje lako mi je odgovoriti: Sadašnji položaj u Makedoniji je sramota za Evropu. Gadni mir — kapitalistički mir — koji podnosimo, doveo je pitanja etničkih manjina u još gori i opasniji položaj nego pre 1914 god. Makedonski primer za umirenje Evrope traži preciznost. Dok god ovaj primer ne bude reformisan, pretiče sukobi. Pravda je daleko od svega. To što kažem za Makedoniju može se reći bez rezerve za sav Balkan gde se više nego ikada podržavaju ognjišta nerada. Velike sile, gledajući ovo mirno, okuražavajući ponekad potlačavanje nacionalnih manjina, tolerišući ukidanje najprirodnijih i najelementarnijih sloboda, prisustvujući brutalnim zločinima tlačitelja, ne ugušujući antagonizme balkanskih država, su zločinci. Njihova odgovornost pred ljudima i pred budućnošću postaje sve veća i veća.

Pravedno rešenje: Demokratska Federacija Balkana. U tome je vaš napor za pohvalu. Da bi se narodi federirali treba da zbace jaram njihovih sadašnjih upravljača. Oni će izabrati, ako hoće da ustraju, ljude iskusne i iskrene, koji se neće bojati da očiste administracije i kasarne od jednog prljavog i odvratnog režima. Nedaleko od Balkana ima jedan veliki primer . . . .

Prijateljski Vaš

Bernar Lekaš

## Za Vukašina Markovića

Crnogorsko je pitanje uvek otvoreno. Mogu beogradski hegemonisti zamišljati, da je ono definitivno rešeno; stvarnost je tu, jača od njihovih želja, koja ih demantuje. Podjarmljena Crna Gora traži svoju nezavisnost i oslobodjenje. Opšte zlo, koje vlada u zemlji, česte pobune, nesigurnost, oružane borbe, izborni rezultati, takodjer su rečiti dokazi.

Ime Dr. Vukašina Markovića — boji je nedavno izbegao u Beč da bi izbegao smrti — je usko vezano sa ovim oslobodilačkim pokretom. I može se reći, da mu je on duša i zastava. Uhapšenog u tamnici austrijske prestonice, beogradska vlada traži njegovu ekstradiciju, optužujući ga za najfantastičnije zločine.

Srećom ime Vukašina Markovića je i suviše poznato, da bi se odvratne optužbe beogradskih satrapa mogle i najmanje uzeti ozbiljno. Ako ima neko za koga se može reći da mu prošlost odgovara sadašnjosti, to je zaista slučaj Dr. Vukašina Markovića. Ceo njegov život je samo dugi red borbi za siromašne i potlačene. Apsolutna nezainteresovanost, nemanja i hrabrost su glavne karakteristike ovih borbi. Ovaj revolucionar bez poroka, uvek aktivan, uvek na licu mesta, je jedan od onih šefova, koji se ne stide nikakvog rada, ma kako skroman i ma kako opasan on bio.

Dr. Vukašin Marković ima više od 55 godina. U ranoj mladosti napušta svoju rodnu zemlju, Crnu Goru, zbog studija u Rusiji. Tamo dolazi u kontakt sa revolucionarnim radničkim i studentskim krugovima u kojima radi aktivno. I od tada njegov je život bio život sviju onih, koji su neumorno radili na rušenju carističkog režima. Posle svršenih studija — koje je završio na Univerzitetu u Moskvi — V. Marković se nastanjuje u Rusiji i ne napušta je definitivno nego 1921 god. kada dolazi u Jugoslaviju.

Cim je stigao, njegova je odiseja počela. Hapse ga u Beogradsku Glavnjaču i tu ostaje neko vreme. Pušten, odlazi u Crnu Goru. Tamo je odmah opazio, da ga se vlasti hoće da otresu, bojeći se njegove agitacije među seljačkim masama kod kojih je postajao svakoga dana popularniji. Da bi izbegao gonjenjima i smrti, od beogradskih špijuna, odmeće se u goru. Tada je proglašen van zakona i njegova je glava ucenjena sa 100.000 dinara.

Bataljoni vojnika i žandarmerije slati su za njim u poteru, ali bez uspeha. Te teške godine života što ga je tada proživio sa svojim pristašama, to su godine odlučnog borca, spremnog na sve, bez pokoravajući se nikada tiranima. Zahvaljujući svojoj velikoj popularnosti, on nikada nije mogao biti uhvaćen. Crnogorski ga seljaci obožavaju i u svakoj kolibi za njega ima utočišta.

Optužuju ga za zločine i ubijstva, a poznato je, da je samo branio svoj život i po cenu velikih opasnosti lečio bolesne seljake. Kada nisu mogli uhvatiti njega, počeli su terorizirati seljake u njegovom kraju — pleme Piperi — koje su prisilili, da oni sami traže od Vukašina Markovića da se preda vlastima uz datu časnu reč, da će biti odmah slobodan. Časna reč satrapa! Vukašin Marković bio je ponova bačen u tamnicu na Cetinju, iz koje se oslobodio tek ponovnim begstvom u planinu.

Da bi se prozele laži beogradske klike, dovoljno je samo potsetiti, da su ga bili optužili, da je ubio inženjera Mijuškovića. Medjutim na Cetinjskom procesu, koji traje već nekoliko meseci, dokazano je, i te je dokaze sud primio, da su ubijstvo Mijuškovića izvršili agenti Jovana Plamenca, tog agenta italijanskog imperijalizma, izdajnika narodne crnogorske stvari i beogradskog lakeja. Šta više, sud traži Plamenca, da i odgovara za ovaj zločin. Ali vlada u mesto da pusti, da pravda slobodno vrši svoju dužnost, imenovala je ubicu Plamenca svojim punomoćnim ministrom u Pragu. Ovo je dovoljno, mislimo, da pokaže, koliko imaju vrednosti optužbe protiv Vukašina Markovića.

Nemogućić učiniti ništa protiv njega, osveta se vrši protiv njegovih bližnjih. Cela porodica Markovića, postala je porodica mučenika. Njegov stari otac bio je zlostavljan i gonjen više puta. Njegova sinovica, Stoja Marković, nakon što je pobegla iz Cetinjske tamnice, uhvaćena je, izdržava 15 god. zatvora, a jedini joj je zločin što se borila za nezavisnost Crne Gore. Na istu kaznu osuđen je i ujem brat Jole.

Tražeci ekstradiciju Vukašina Markovića, Beograd misli, da će se najzad dočepati svog strahovitog neprijatelja. Ali neće biti rečeno, da dodje do njegove glave. To bi revoltiralo sve ljudske savesti.

N. Mermet

## PARTIE SERBE

### Балканска федерација и европско јавно мишљење

Наша анкета код знаменитих политичара и књижевника

#### Алфонс Олар

Г. А. Олар доцарни професор историје француске Револуције на Сорбони, рођен је у Монбону 19 Јула 1849 год. Председник је Друштва историје француске Револуције, председник више Комисије Архива, подпредседник француске федерације удружења за Друштво Народа, подпредседник Лиге права човекова, командатор Легије части.

Његово најважније дело је: *Политичка Историја француске Револуције*. Преведено је на енглески, немачки, руски и полски.

Г. Олар, који је увек давао пример својом научном и грађанском активношћу, је члан политичког Савета великог француског републиканског листа *LE QUOTIDIEN*.

Драги Господине Барбис,

Било би од велике користи за балканске народе да се федерација у једној републици. Од велике користи за њих саме, за Европу, за човечанство: На тај би се начин уклонило једно од најопаснијих скровишта рата.

Међутим добра би припрема за ову тако жељену федерацију била закључење једног арбитражног уговора између Балканских држава. Недавно у Варшави, на конгресу Удружења за Друштво Народа, ја сам ову идеју дао представницима Грчке, Бугарске и Румуније (ниједног Југословена није било присутно), и морам рећи, да су је прихватили са одушевљењем. Штампана је лепо прихатила једно писмо, у коме сам опширније разјаснио ову идеју. Г. Рентис, министар Спољашњих послова у Грчкој, тражио је и начине како да се оствари поменута замисао, али он је ево дао оставку.

Ја сам дакле убеђени присталица једне балканске федерације, нарочито ако је републиканска. Али ово би било могуће, само када би свака од четири заинтересоване балканске државе, имала владу слободе и демократије што није садањи случај.

Алфонс Олар

#### Данијел Ренул

Данијел Ренул је рођен 1890 год. Радио је много година на политичкој и економској организацији радника и сељака у својем родном крају, у департману Сене и Марне. Као новинар био је од 1908. на страни *Жореса* у *L'HUMANITÉ*-у. За време рата био је мобилисан. После рата је поново наставио политичко деловање у *POPULAIRE*-у Жана Лонга и *Пола Фор* и водио је енергичне борбе против десничара у Партији и против империјалистичких уговора, за успостављање тактичке класне борбе у редовима радника. Он је био један од првих у Француској за одбрану Совјетске Револуције.

Крајем 1918. после пораза и одступања социјалиста реформиста из партијске управе и њеног листа, Данијел Ренул се враћа у *L'HUMANITÉ* где води кампању која је завршила ступањем партије у Комунистичку Интернационалу (Турски конгрес 1920).

Од 1921 до 1923 Данијел Ренул је био директор „Интернационале“ вечерњег партијског листа.

Послат прошлог лета од Првене Помоћи и *L'HUMANITÉ*-а да изврши у Бугарској анкету о Белом терору, он је своју задаћу извршио савршено савесно. Присилан да дође у Софију под лажним именом, извршио полицију ушао је у све кругове, и његова анкета публикована у *L'HUMANITÉ*-у (Б. Ф. донела је у изводу ову занимљиву анкету) открила је широкую француској публици све страхе фашизма на Балкану.

Данијел Ренул није се задовољио само објављивањем онога што је видео на свом путовању. Он се свом душом залагао за ствар потлачених балканских народа, посебно за ствар мученичке Македоније, и рекао је и пером он и даље води кампању против фашистичке реакције.

Балванска федерација! То је један од најстаријих захтева људске савести.

Пре пола века, када је Отоманско царство још било свемоћно, најплеменитији републикански и социјалистички духови, тражили су успостављањем ове федерације праведно и дефинитивно решење Источног питања.

Од тога времена социјалисти су се враћали на идеју федерације. Друга Интернационала донела је многе резолуције у њену корист.

Говорим — потребна је прецизност — о резолуцијама пре рата, јер су се ствари од тада измениле.

Данас социјалисти иако не поричу саму идеју федерације, не узимају је више као објекат својих систематских захтева.

Лако је разумети зашто.

Принцип сам федерације захтева, да се све балканске националности уједине, и без обзира на однос снага међу њима, да створе пакт једнаког према једнаком, као некада делегати швајцарских кантона.

Из овога излази да је основни услов стварања једне Балканске Федерације еманципација свих раса, свих националних мањина на Балкану; а пре свега постављање нових граница по правди и према жељи становништва.

Другим речима идеја саме федерације је у супротности са Версајским уговором и његовим ограницима, уговорима Неји-а, Трианона и т. д.

Ови уговори, ипак нији него они, што их потписаше у Бечу 1815. аутократи Свете Алијансе, крунисали су историјске неправде, које револутирају.

Најгоре од свега, то је забрана Македонији, да постоји као нација.

Народ македонски је раскомадан од Бугарске, Србије и Грчке.

Ова неправда, што кричи небу, учињена је, не заборавимо, са пристанком и захваљујући немару западних демократа и међусавезничких социјалиста.

Последњи нарочито, прокламовали су при крају рата, да се нареди боре за право нацијоналитета.

Игледом, као да је ово право тредило да дозволи династији Карађорђевића, да појача своју моћ тако, да се појави као наследница моћи Хабзбурговаца.

Али ово право није било вредно да осигура несрећном македонском народу независност за коју се он толико година бори оружјем у рукама.

Ово је чињеница! Право самоопредељења народа, принцип нацијоналитета, одбрану мањина, свуда, на Балкану као и у колонијама, подиже и учвршћује као паде заставе, Комунистичка Интернационала против уступања и издаје Друге Интернационале.

Мрачни маневри Москве! казаће неки. Али мрак је само у духу оних који су издали своју доктрину и своја начела.

Факат је, понављам, да су комунисти на страни потлачених народа у целом свету.

Али то не треба да зауставља никога од оних који хоће да бране ове народе.

Социјалистички радници, часни слободари могу и треба да се изјаве, и да присиле своје шефове да поправе неваљало политичко држање.

Ово јединство свих људи добре воље може учинити, да се постави и изнесе на свест питање потлачених народа, а пре свега македонско питање.

Оно треба да да начине и могућност да се сруши Цанков, Пангалос, Ахмед Зогу, Пашић и румунски и мађарски диктатори.

Пад ових крвавих влада је прва нужна радња пре сваког дела правде на Балкану.

Ослобођени балкански народи моћиће се тада приближити, заједнички еманциповати потлачене мањине, успоставити албанску независност, коју је српски империјализам уништио, васкрснути Македонију, која ће устати из гроба на братски позив осталих нација полуострва.

Тада ће федерација бити могућа, као што је нужна за одбрану заједничке слободе.

Додајем да би било апсурдно и злочиначки помислити, да би једно слично политичко дело могло да се изврши без одговарајуће економске револуције.

Са владама београ терора пашће феудалци, поседници латифундија, тлачитељи свих раса и свих религија.

Балканска федерација треба да буде заснована на еманципацији радника — сељака и радника на Балкану.

Ово су слободни одговори које један комуниста може да да на питања која је поставила ваљана ревија: **Балканска федерација.**

Надам се да ће и представници осталих партија одговорити на питања са истом јасноћом.

Даниел Ренул

## Држање опозиције и последња криза владе у Југославији

Последњи догађаји у Југославији заплели су политичку ситуацију понова и довели државу у једну критичнију фазу. Није се радило као ни раније, о борби нових политичких концепција. Југославија је у том погледу јединствена држава на целом свету. Њу послератни дух времена није ни додирнуо. Увек је у питању једна тужна идеја и два крила старе реакције. И сви су помеди били управљени на два главна преставника ове реакције. На два старца, који се боре о превласт, Пашића и Љубу Јовановића.

Њихову борбу није изазвала опозиција нити је у њој учествовала. Она је у овај прилици као и увек била равнодушни посматрач и њен се глас није чуо.

Није потребно наглашавати колико је велик злочин учињен овим држањем од стране опозиције према држави и народу. Нарочито у садањем случају. Несавесно је пропуштен још један погодан маменат у борби народа против реакције у Југославији.

До овога међутим није смело доћи, јер криза радикалне партије и процес њеног распадања у форми у којој се данас појавио садржи у себи све потребне елементе за рушење целокупног државног и управног система у држави С. Х. С.

Борба о престижу на крајњој реакционарној десници између групе Љубе Јовановића и Пашићеве, избила је у последњем времену у виду једне корупцијонашке афере где су били у питању Пашићев син и zet Љубе Јовановића и једног судског процеса између мин. војног Трифуновића и «Политичког Гласника» органа Петра Живковића и Двора.

Опозиција у Београдском парламенту није разумела тежину ни политички карактер ни међусобну везу, ни циљ ових догађаја. Зато их није умела искористити. И зато се борба Пашић-Јовановић понава моментано стишала, а криза владе, која је

наступила непосредно после тих догађаја није правилним путем отворена и није донела оне резултате, које је требала да донесе. Све је остало не промењено. Ситуација остаје и даље у рукама Николе Пашића, а о судбини народа решаваће радикални клуб.

Паљачка државног новца од стране повлашћених људи у Југославији била је од увек свакодневна појава. И у нашој земљи било је увек довољно одвратне великодушности и код најбољих демократа, да преко тога прелазе ћутке. Ова великодушност се могла досада у толико разумети у колико се радило само о новцу, и о моралу појединаца. И могао се сматрати суд као довољно компетентна инстанца за оцену кривице и одговорности.

Корупцијонистичка афера Раде Пашић—Драгиша Стојадиновић има потпуно други карактер, различит од свих досадањих где је био у питању државни новац и појединци, који су тај новац крали. Ова афера има политички карактер првога реда, јер се не ради ни о новцу нити о Пашићевом сину.

Ради се о завршетку једне борбе, која траје већ девет година и о томе ко ће изнети победу у овој борби. У њој су у сукобу интереси главних фактора даншњег режима у Југославији. Са даљом историјом и првим узроцима овде је у питању реакцијонарна југословенска монархија са својим највишим преставником.

Афера Раде Пашић—Драгиша Стојадиновић била је само повод за ову одлучну политичку битку. Тај су јој карактер хтели дати сами реакционари и њени иницијатори. Зато ова афера није смела остати локализирана. Суд не може бити компетентан да је реши, јер је њена морална и кривична страна у исто време и основица постојеће правде у Југославији. Њу је могао да реши само народни, револуционарни суд. Дужност је била парламентарне опозиције, да је представи и поднесе народу на решење.

У исто време када је поводом ове афере отпочела борба између пристаха Пашића и Љубе Јовановића у грађанству, заштравали су се сукоби међу његовим пристама и у војсци поводом поменутог процеса између министра војног Трифуновића, који је уз Пашића и «Политичког Гласника» органа Петра Живковића и двора са којима је још от Солунског процеса нераздвајно везан Љуба Јовановић.

Тако су у целој овој свађи, која се одиграла последњег времена у Југославији били заинтересовани: два крила радикалне партије и Беле Руке, и двор. Из овога се види у коликој је мери та свађа имала политички карактер.

Који су први узроци ових догађаја? О њима је «Балканска Федерација» писала врло често и радује нас што је један део југословенске штампе прихватио (иако не потпуно) наше становиште. Београдске «Новости» (26. Марта о. г.) доносе у чланку под насловом «Позадиња спора Р. Пашић—Стојадиновић» следећи поглед: «Већ је свима у овој земљи јасно да се више не може говорити о спору између г. Драгише Стојадиновића и г. Раде Пашића него да је ту у ствари спор између Н. Пашића и Љубе Јовановића. . . . Треба уочити, да—искључивши сепаратну акцију г. Настаса Петровића—постоји једна радикалска линија која се може у главном обележити овако: **Љуба Јовановић—М. Ранковић—један део Белорукаца.** Ова линија показује да цео тај процес распадања радикалне странке има извесне органске везе са **Солунским процесом.** У сукобу у радикалној странци јасно се испољују две стране које су играле улогу у Солунском процесу и од којих је једна страна, страна г. Пашића, а друга страна, страна једног дела његових противника. Овај сукоб дошао је до изражаја и у процесу **по тужби министра војног против «Политичког Гласника».** . . . Међутим се и расположење двора окренуло против г. Пашића, пошто се и тамо осетило да се не сме дозволити даљња диктатура г. Пашића пошто таква диктатура неспособности, корупције и сенилности може једино да доведе земљу до катастрофе.»

Ово је гледиште тачно и оно је наше са једном напоменом: Солунски процес не игра извесну него најважнију улогу у трвењима у радикалној странци. И држање двора у овим трвењима (против Пашића) је одређено највише и готово искључиво Солунским процесом.

И поред овако добрих објективних услова у земљи за рушење коруптивне југословенске монархије, опозиција у југословенском парламенту понела се кукавички.

У место да пренесе разбуктану међусобну борбу реакције у народ, она је скрштених руку пустила да та реакција даје сама себи меру и суди своје злочине. У место да је опозиција присилила Пашића да даде оставку тако да се више никада не врати на власт ни Пашић ни Радић, пуштено је да Радић изазива кризу владе на ништавном питању, хоће ли Скупштина наставити рад десет дана раније или касније.

Оваким држањем опозиције пропуштен је са последњим догађајима један политички маменат, који може да буде фаталан. Пашић, који је требао да изађе из ове борбе као побеђен, у ствари је победио и његова се политика наставља и ако он лично није шеф нове владе. Ово му је требало зато, да добије у времену да би ојача о свој положај у војсци и да организује државни удар у циљу да га изведе приликом прве нове кризе, која се буде појавила.

М. Владимир

## PARTIE BULGARE

### Ляпчев продължава делото на Цанков. 60 нови смъртни присъди Протестационният митинг в салона на Sociétés Savantes

Ж. Малле, Д. Рену, Ж. Зиромски, Роберт Бос, Ж. Лонге и Пол Марион със силни думи приковават на позорния стълб убийците на българския народ.

Ляпчев дойде на власт с мисия да омиротвори страната. Преданните на неговата кауза български и чуждестранни вестници възвестиха на всеуслухание, че в България се отваря нова ера. Ние бехме първите, които разкрихме късогледството на ревностните защитници на престъпленията на червения професор.

Ляпчев не закъсне да хвърли маската. При неговото властване, както и при това на Цанков, продължаваха да се ният смъртните присъди.

Общественото мнение се развълнува силно и «Комитетът за защита жертвите на белия терор в България и на Балканите» се яви верен тълкувател на народното негодуване, като организира протестационно събрание на 30 март, вторник, вечерта в салона на Sociétés Savantes. Макар че същата вечер се състояха още два други митинга, събраниято свърши с най-голям успех. Пред пълнен с народ салон, в който беха представени всички обществени класи, в продължение на три часа ораторите, поздравлявани с живи и чести ръкоплескания, приковаха на позорния стълб Ляпчев и цялата банда, която тероризира нещастния български народ.

Ж. Малле, неотдавна освободен от Софийския затвор, председателствуваше митинга; в бюрото присъствуваха, Марсел Вилар, секретар на Комитета и Кордие, от Червената Международна Помощ.

Малле изброи мъченията и страданията, които модерните Торквемадовци упражняват над своите жертви в Софийските затвори и отправи един трогателен апел към общественото мнение в Франция за освобождението на неговата майка, на двамата французи, г-жа и г-н Леже, които още пшкат в затвора, както и за освобождението на всички други жертви на воената лига.

#### Декларацията на Жорж Малле

Ето декларацията, която Жорж Малле прочете и която направи силно впечатление на присъстващите:

«Аз ще изброя тук само някои факти, които се случиха в България и от които лично ние, аз и моята майка, пострадахме след арестуването ни през април 1925 година.

Аз бех свидетел на такива варварски действия, чийто разказ не може да не извика негодуванието и отвращението на всички, които ще научат подробностите за тях.

Натъпкани повече от 20 души в една стая, в която требваше да има само 5, ние очаквахме с трепет момента, когато требваше да се явим пред лишените от всеко човешко чувство палачи. Всека нощ чезеше по един от нашите другари в стаята или пък се завръщаше в окаяно положение: с белези по месата, на широки ивици, черни, колкото човек може да има представа за черно, и храчата кръв в изобилие.

Викове на жени и мъже, изтръгнати вследствие болките и страданията на месата им, които те гореха с почервенели в огъня клещи, викове изтръгнати вследствие болките на врезаните им меса или най-после викове от тези, които беха на издъхване от ударите на чуковете или на каучуковите камшици. Тези викове ние чувахме всека нощ.

През нощите на 18, 19, 20 и 21 април, изчезнаха десетки млади хора, против които нямаше никакви улики за обвинения. През тези именно нощи изчезнаха депутатите Петрини и Косовски. Въпреки хубавото време, ние имахме едно извънмерно силно отопление. В последствие ние научихме, че тези двама другари са били живи изгорени в пещите на централното отопление в помещението на обществената безопасност в София.

19 април беше деня, когато жената на Мулетаров полуде, както и три още други жени, поради ужасното положение, в което полицейските агенти и смъртно пияни офицери ни беха поставили. Те нахълтваха в стайте и се отдаваха на всевъзможни изжплнения, от които не беха пощадени даже и жените. Чуваха се от всички страни агоничните викове на нашите другари, които удушваха, или на жените, които изнасилваха. През първата нощ на моето арестуване, аз можах да видя едно бездушно тело, което на другия ден сутринта го нямаше вече.

Не наситени от удушването на мъже и жени, те удушваха и децата. Такъв е случаят с сина на Боримечков, който беше в нашата стая и който през нощта на 28 срещу 29 април изчезна.

Режимът в затворите никак не беше по-добър. Затварянето в мокър карцер бе най-често употребяваното наказание. Тъмничните пазачи наливаха вътре вода, за да отнемат всека въз-

можност за почивка на този, когото изпрацаха в него. Там затворниците нямаша нито покривка, нито храна, нито светлина. Ония, които отиваха в тези карцери, се връщаха кандидати за болницата, ако лекаря, разбира се, ги намереше за достатъчно болни.

Така там бе хвърлена майка ми, след като беше малтретирана от коменданта на затвора, поручик от действующата армия. Тя прекара на пешка, който пошипваха с вода всеки ден, цел месец, а след това още 20 дни, заедно беше обявила гладна стачка.

Също така и Леже, след като му бе нанесен побой, излезна от този карцер наполовина парализиран, като е пикаял и храчел кръв. Требваше да се намеси френската легация, за да се тури край на тия изтезания. В това убийствено место прекарах и аз десетина дни. Нас ни третираха по един много по-отвратителен начин отколкото криминалните затворници. Храната беше изобицо нездравословна. Тя се приготвяваше с развалена лой. Месото беше до такъва степен разложено, че на много пъти ние виждахме да плават червеи в яденето. Що се отнася до облеклото, ние се стараехме да се задоволяваме сами с такъво. Преди да получа сламеник, аз спях в продължение на два месеци върху цимента на моята килия.

Дойде амнистията. От нашите другари беха освободени един незначителен брой; три четвърти от тях още са в затвора. Децата по на 15, 16 и 19 години не са амнистирани. Едно от тях, в навечерието на амнистията, беше поставено от тъмничните пазачи в едно отчаяно положение. Амнистираните другари, които по некая причина са принудени да останат в България, са обречени на мизерия и осъдени да изчезнат един ден от лицето на земята, както изчезнаха всички амнистирани от септемвриските събития.

Десетте дена, които аз прекарах в България на свобода, след излизането ми от затвора, беха десет дни на голем страх. Аз можах да подишам свободно, само когато пристинах в Цариброд. Напуснах България, защото бех изпъден, въпреки дадената амнистия.

Аз свършвам, апелирайки към вашите човеколюбиви чувства, с молба енергически да протестирате против задържането на моята майка, както и против това на Леже и на всички задържани понастоящем другари в затворите в София.»

#### Речта на Даниел Рену

След декларацията на председателя, думата бе дадена на Даниел Рену, секретар на «Комитета за защита жертвите на белия терор в България и на Балканите».

Даниел Рену направи изложение на положението. Той припомни, как, с завръщането си от България, заедно с Марсел Вилар, Анри Торес и Алберт Фурниер, е основал един Комитет, който си поставил за задача да води систематическа борба пред общественото мнение на Запад против престъпленията на фашистката диктатура на Балканите.

Комитетът бърже расте, групирайки постепенно голем брой политици от левицата и твърде много литератори.

Той получава нов тласък, когато, Анри Барбюс, след пштуването си в Ромъния и България, става негов председател.

Комитетът поема грижата да води, безспирно, със слово и с перо, борбата, както против потисническите правителства на Балканите, така и за проникването на антифашистките идеи между все по-големи и по-големи маси студенти и балкански работници, които са дошли в Франция да търсят прибежище.

След това изложение, Даниел Рену каза, че падането на Цанков и Братияно съставляват блестящи успехи за Комитета; ала, при все това, не трябва да си правим илюзии и да верваме, че понеже Цанков не е вече председател на министерския съвет, ще спре и господството на реакцията в тая страна. С идването на власт на Ляпчев, както и при Цанков, този режим, установен на 9 юний 1923 година чрез съзаклятичеството на банкери и воени началници, продължава да съживя България. Цанков се махна, защото бе твърде много дискредитиран пред западно-европейското обществено мнение, но неговия наследник продължава твърде верно неговия път. Някои лица поискаха да уверят европейското обществено мнение, че поемането на властта от Ляпчев означава възстановяване на демокрацията и народното помирение в България. Представената от новото правителство и гласувана от Народното Събрание амнистия е една истинска карикатура. Тя облагодетелствува щедро осъдените за вулгарни престъпления, палачите и преките и косвени агенти на правителството, а остава незасегнати главните жертви на белия терор. С хиляди осъдени остават да лежат в затворите и белият терор продължава своето дело; доказателство за това са току що произнесените 60 нови смъртни присъди в България. Европейското обществено мнение трябва енергически да се намеси, за да спаси от бесилката заплашените със смърт осъдени, защото, ако мнозина от осъдените са избегали в чужбина, има и такива, които са в ръцете на българските власти, а и потвърдението на смъртните присъди от царя е вече свършен факт

за двама измежду тях. Требва, прочее, да се действува без бавене и с всички сили.

### Речта на Зиромски

След Даниел Рену взе думата Жан Зиромски. Той заяви, че ще говори като социалист.

Аз ще говоря като социалист, защото в този митинг става дума за общочовешка солидарност и братство, към които чувства социализмът никога не е оставал чужд и равнодушен.

След като той напомни за дивните кампании на Жан Жорес и Пресансе за арменските и македонски мъченици, както и за всички онеправдани и поробени народи, заяви:

Аз ще говоря като социалист, понеже тук се касае за революционна солидарност. Социализмът никога не трябва да забравя силата и значението на онова дълбоко единение, което свързва всички тия, които се борят против капиталистическата експлоатация и господство.

Аз ще говоря най-сетне като социалист, защото трагичното положение на Балканите се изразява в несправедливите и безаконните на «мирните» договори от 1919 г., които пречат на всеко истинско организиране на Балканите. Международният социализм винаги е бил против тия насилнически договори. Освен това, съществуването във всички столици на балканските държави на военни, националистични и шовинистични правителства, пречи на всеко усилие за умиротворение. Фашистските зверства, които, всеат ужас и предизвикват възмущение, показват до къде би отишло човечеството в своето падение, ако пътя на тая крайно отвратителна форма на политическа и социална реакция, не беше задръстен; тук оратора акламира изнесената в втория сектор в столицата на Франция победа, която се дължи на работническата и демократическата дисциплина на парижкия народ.

Докато на Балканите съществуват сегашните правителства изключена е всека възможност да се осъществи Балканската Федерация, стара социалистическа концепция, която е гаранцията за политическата независимост на държавите и за културната свобода на народите. Тия правителства, се направляват от военни, които бълнуват само за една политическа анексия, за империализъм. Военната диктатура върлува навред: в Атина, София, Белград, Букурещ.

Македония, разпокъсана между България, Югославия и Гърция, потискана и измъчвана, продължава да бъде огнище на раздори на Балканите. Но оратора привлича вниманието на присъстващите върху опасността, да стане Македония оръдие на българския анексионизъм.

Правителствата, които в България се нижат едно след друго, с подкрепата на известни македонствующи, бълнуват за присъединението на Македония към България. За това той, подкани тези от македонците, които в България и Сърбия са се турили в услуга на правителства на най-черната реакция, да се обединят и работят за реализирането на идеята за Балканска Федерация.

Само чрез Федеративния Балкански Съюз, заяви оратора, ще могат да се разрешат конфликтите, които сериозно заплашват мира на Балканите.

Завършвайки своята реч, Зиромски отправи един горещ апел към работническата класа и селските народни маси на Балканите, единствената сила, която ще може да създаде този Федеративен Съюз против капитализма и империализма.

### Речта на Роберт Бос,

общински съветник и секретар на градския съвет в Париж, генерален съветник на Сена, адвокат.

При наличието на подновяването на екзециите на белия терор в България, и по повод новите 60 смъртни присъди, които българските съдилища току що са произнесли за политически деяния, ние, ораторите в днешното събрание, които сме хора с различни, даже противоположни политически разбирания, като социалистите Жан Лонге и Зиромски, комунистите Даниел Рену и Марион и аз, който съм радикал, се явяваме днес в този дом на Sociétés Savantes в Париж, за да изкажем, от името на хиляди слушатели, нашето общо възмущение.

Вред тия тий различни по тенденция и темперамент оратори, чувството на една трагическа действителност беше достатъчно да реализира единението на умовете и сърдцата.

В Франция се мислеше, че падането на кабинета Цанков ще тури край на ерата на политическите присъди в България. Койлото се отнася до мене, аз повервах на успокоителните речи на неговия наследник. Ляпчев не беше ли демократ? Неговото политическо лицемерие не можа да устои на няколко седмичните изпитания на властта. В действителност, методите на Ляпчев в нищо не се отличават от тия на Цанков. Преустановяването на фашисткия режим, който окървява България от държавния преврат 1923 година насам, би ни заставил да отложим и ние временно нашите протести и негодувания.

Но, пред новите екзекуции, които готвят или които се предвиждат, нема сърдце, което не би се изпълнило с един безграничен протест.

Ние, французските радикали, да, ние, които вече жестоко изпитахме политическите осъждения, понеже двама от нашите шефове в 1918 и 1920 г., драматично провериха, като го изпитаха на гърба си, че «в политиката нема справедливост» — ние имаме вече опита, че политиката и справедливостта са две сестри, които гледат да си искарат очите, и когато едната влиза в съда през вратата, другата бега през прозореца.

Макар че нашите речи са обикновено умерени, ние, обаче, не можем да намерим достатъчно думи, с които бихме могли да предадем нашия ужас от преследванията, които се инспирират от некакви си съображения за запазването на държавата. Ние доста много страдахме в лицето на Малви и Кайо, за да заслушаваме да бъдем чути, когато ние искаме обща амнистия за да бъдат напълно освободени осъдените българи.

Неоспорими факти и доказателства говорят, че положението в България е печално. Даже евангелската душа на американския мисионер Мъркам се е силно развълнувала от тиранията, която Ляпчев продължава да упражнява.

«Народът, казва Мъркам, се страхува от властта, а тая последната от него — да не би той да конспирира срещу нея.»

И тий, българският народ е сведен до едно жалко стадо, дагмосано с еднообразния печат на робството, от което избират жертвите на периодическите хекатомби. Да се поддържа настоящи режим, това значи да се освети съюза на несправедливостта и жестокостта.

Както в Ромъния и Гърция етническите малцинства са измъчвани, в България те са подложени на една произволна и кървава диктатура. Македония е разпокъсана от тия три държави. Един подобен дележ, далеч да задоволи амбициите на политиканите, дразни взаимната завист на тираните. От гледището на международното право, това е несправедливо, това е кражба, даже цинично отричане правото на народите сами да разполагат със своята собствена съдба.

Докато на Балканите съществува този статут, това положение, там мирът ще бъде винаги в опасност. Несправедливостта и терорът ще бъдат слуги на диктатурата и реакцията.

За поробените народи нема друг път на освобождение, освен тоя, който води към демокрацията. Нека България, Гърция, Ромъния, Унгария и Югославия сами се самосъзнаят! Тогава, при пълна свобода, те ще свържат на веки своята безсмъртна съдба.

И тий, конституирането на Балканската Федерация зависи от пробуждането на демократическото чувство у народите на Изток. Аз горещо желая, щото поробените там народи, да се вдигнат, за да се освободят и федерират, защото, от образуването на свободната република на балканските народи, зависи още, особено в Европа, мира и справедливостта.

### Речта на Жан Лонге

Не без възмущение, заяви Лонге, аз отново се намирам в една зала, която предизвиква в моята памет спомена за големите демонстрации, предприети в полза на потиснатите народи, раси и класи, където се издигна мощния глас на Жореса, в защита на избитите от Хамиди арменци, за руския народ в борба против царизма и за още много благородни каузи.

Ние сме се събрали тая вечер за да изкажем нашите симпатии към българския народ, който безспорно, е един от народите в света, които изпитаха в тия 20 последни години най-много терзания. Не изпита ли той на гърба си и първата балканска война, и втората — междусъюзническата, па, най-сетне, и третата — световната война, която се свържи за него, както за всички победени: с един насилнически и несправедлив мир? Като че ли това не беше достатъчно, та требаше в неговата земя да се разрази и гражданската война и то при много пострадащи условия от където и да е другаде.

След световната война, най-напред там бежа на власт селяните, водени от Стамболийски. Наистина, той заслужава много критики. Той беше обзет от тоя общ на всички земеделци предрасъждък, които признават за действителен труд само земеделския труд, а мразят индустриалния и умствен труд. Но, ако неговата диктатура беше понекога сурова, тя поне се упражняваше от името на големото болшинство от българския народ. А сега, една група офицери и фашисти, под маската на едно «професорско правителство» извърши най-жестоките репресии. Осне на другия ден след атентата в Катедралата в София, осъден от всички леви български партии, включително и комунистическата партия, се извършиха истински варголомееви ноци, като се избиха 15—20.000 граждани и то в една малка страна, която едва наброява 4 до 5.000.000 жители. Вижете, проче, каква е пропорцията на убитите!

И после, там се извършиха такива зверства, които напомнят за испанската инквизиция, на които нашия председател Жорж Мале току що обрисова страшната картина. След като падна кабинета на Цанков, помисли се, че ще настъпи една по-мека атмосфера в България. Обаче, ние констатираме, че зловещия и престъпен закон за защитата на държавата продължава да се прилага и от г. Ляпчева, и то по същия варварски начин. Вие чухте за новите 60 смъртни присъди. Ние трябва да дадем да се разбере единодушния протест на целия парижки народ против такива престъпления.

Революционният Париж, който в миналото всекога е издигал своя глас в защита на Полша, Армения, народна Русия и на всички потиснати народи, не може да остане нем зрители към страданията на македонския народ, който е разпокъсан между три държави. Македония ще намери своето спасение само в Балканската Федерация, чието знаме, спомням си, ние издигнахме в 1912 г. заедно с моя приятел Раковски.

С всичката си сила ние трябва да стигматизираме българската реакция, която, проче не е друго, освен едно общо отражение на реакцията, която бушува в Гърция, Румъния, Югославия и Унгария. В последната страна, докато белия терор на Хорти се струваше върху главите на унгарските работници и селяни, нашата буржуазия не направи никакъв ефикасен протест. Но, достатъчно беше унгарските магнати—бандити да фабрикуват фалшиви француски банкноти, за да се реши тя да се намеси. В очите на господствующата буржуазия банкнотите имат по-голема ценност от колкото човешкия живот.

Обаче, въпреки, трагичното положение в което се намират Балканите, където народите са поставени под ботуша на най-жестоките тирани, ние гледаме с вера в бъдещето, припомняйки си думите на един млад поет, който беше казал:

Защото и най-черната нощ е предвестник на зората.

### Речта на Пол Марион

В това събрание, където беха представени всички леви и крайно-леви партии, Пол Марион говори специално от името на комунистическата партия.

Той посочи на отговорността на европейската дипломация и на английското и френското правителства за продължение режима на белия терор на Балканите.

Балканските правителства, каза той, са добри клиенти на английския и френски капитализм, който им продава, скъпо и прескъпо, в големо количество, самолети, топове и амуниции.

Западно-европейският капитализм има нужда от един разделен на националистически и враждуващи помежду си държавици Балкански полуостров, които се стремят да имат винаги най-силни армии. От друга страна, това положение на разпокъсаност и антагонизм, спомага твърде много за преходното проникване на западно-европейския капитализм в близкия изток. Най-сетне, французката, английската и италианската дипломация е радост си сдужат с реакционните балкански правителства, както с пионите върху шахматната дъска.

Те разбират, че демократическите правителства няма да се оставят тъй лесно да бъдат играчка в ръцете на западно-европейския капитализм. Ние виждаме как правителствата на Франция и Англия поддържат режима на най-черната реакция. Гамбета беше казал некога: «Антиклерикализма не е износна стока.» Същото може да се каже за нашите западно-европейски демократически правителства, че демокрацията не е стока за износ.

Пол Марион завърши своята реч, като съпостави положението на тъй многобройните и различни народи, съставляващи Съюза на Свобетските Републики с това, в което са поставени да живеят балканските народи. От една страна, в Свобетския Съюз, етническите групировки, големи или малки, живеят в пълна свобода, при възможност да могат да развият своя език, своите традиционни обичаи, своята собствена култура. От друга страна, фашистките правителства се стремят да унищожат националните малцинства и да ги претопят с помощта на най-отвратителните насилнически методи.

Като и другите оратори, така и Пол Марион завърши своята реч, като заяви, че първия етап по пътя на освобождението е създаването на една свободна Балканска Федерация.

След тая реч, която беше изпроводена при бурни ръкопляскания, събранието гласува единодушно следния дневен ред:

Парижките граждани, събрани на 30 март, в залата «Sociétés Savantes», свикани по инициативата на «Комитета за защита жертвите на белия терор» под председателството на Жорж Малю, който бе неотдавна освободен от Софийския затвор;

След като изслушаха Жорж Малю, който описа мъченията на които са били подложени политическите затворници и гражданите: Даниел Рену, Роберт Бос, Жан Лонге, Зиромски и Пол Марион, които заклеиха престъпленията на реакцията;

Протестирали с възмущение против фашисткия терор, който вилине в България при управлението на Ляпчев, със същата свирепост, както и при това на Цанков.

Те протестирали със всичката си сила против 60-те смъртни присъди, произнесени в България за политически деяния в свързка с гражданската война, които требваше да бъдат амнистирани всички, ако правителството на Ляпчев държеше на своето обещание.

Те заявяват, че европейското обществено мнение няма да позволи да се впишат нови жертви в списъка на 20.000-те българи, убити от реакцията след държавния преврат на банкериите и офицерите, 9 юни 1923 година.

Те натоварват «Комитета за защитата жертвите на белия терор», да изрази техната воля на цар Борис III и на българското правителство.

Те го натоварват също тъй да привлече най-сериозното внимание на Quai d'Orsay (Министерството на Външните Работи в Франция—Б. Р.) върху положението на тримата французи в София: Г-н и г-жа Леже, г-жа Адела Николова, майка на Жорж Малю, осъдени на смърт, чието присъда впоследствие бе заменена с доживотен затвор, въпреки техната доказана невинност, и които са били подложени на страшни мъчения.

Те изискват от френското правителство енергично да се намеси за немедленното освобождение на тия французи.

Те поздравяват акцията на «Комитета за защитата», който е успел да групира против белия терор всички анти-фашистки сили.

Те ръкопляскали за падането на убийците министри Цанков и Братиано.

Те се ангажират да продължат борбата, в съгласие с «Комитета», за пълното освобождение на балканските народи и се разотидоха при вика:

Долу кървавия фашизм!

Да живее пълната и безусловна амнистия в България и във всички балкански държави!

Да живее Свободната Федерация на балканските народи!

### Убиецът на П. Чаулев пред съда в Милано Интелектуалните убийци сноват из Европа

На 26 текущи април ще се гледа пред Миланския съд делото по убийството на македонския революционер П. Чаулев.

Както е известно, П. Чаулев, член на Ц. К. на В. М. Р. О., беше убит преди 1 година и 4 месеци — на 23 декември 1924 г., в едно кафене в Милано. Убиецът, Димитър Стефанов от Щип, Македония, е признан пред полицейските и съдебно-следствени власти, че той убил Чаулева по заповед на В. М. Р. О., т. е. на тази организация, която, няколко месеци преди това, беше екзекутирала по внушението и при пълното съдействие на правителството на военната диктатура в България, 160 македонски революционери и общественици.

Кои са мотивите за убийството на видния и смелия македонски революционер?

Сам убиецът е заявил, че Чаулев бил болшевик и като такъв „предател“ на македонския народ.

Неговите патрони публично заявиха, че Чаулев е убит по техни заповед, понеже бил се провинил в „предателство“ по отношение на организацията, на която той е бил един от тримата ръководители.

В какво се състои „предателството“ на Чаулев към В. М. Р. О. В това ли, че той остана верен на манифеста, подписан от членовете на Ц. К. на В. М. Р. О. във Виена на 6. май 1924 г.?

Протогеров и Александров, останалите двама членове на Ц. К., които се отрекоха от манифеста и се отказаха от всички ангажменти, които поеха по отношение революционните организации и партии на Балканите, не били извършили никакво предателство спрямо В. М. Р. О., чието име и авторитет ангажираха; те не били извършили предателство към македонския народ, чиито идеали и интереси искаха и за напред да продават на българския империализм, както това вършеха цели 20 години; а Чаулев, който не се отказа от своя подпис, който през време на своята 26 годишна революционна дейност е работил за освобождението на македонския народ, който с възприемането принципите на манифеста, искаше да спаси името на В. М. Р. О., който искаше, щото тази организация да следва една действително революционна политика, като изхожда от истинските интереси на измъчения македонски народ — П. Чаулев, идеалистът и борецът за независимостта на Македония и за Балканската Федерация, бил „предател“?!

Ние нямаме намерение да разглеждаме тук в подробности, кои са те, убийците на Чаулев, и кой беше той — това ние изнесохме вече пред македонското и международното обществено мнение. А и сам Чаулев сочеше на своите доверливи другари продажливостта и кървава рол, която те са играли, като агенти на правителството на Цанков.

Ние искаме да покажем само, какво, обвинението, което убиецът и неговите инспиратори изтъкват, е една обикновена маневра на убийци, които се мъчат да оправдаят пред общественото мнение своето престъпление.

Тук нас ни занимава въпроса:

Кого ще съди Миланския съд на 26 април?

Само физическия убиец Стефанов ли, или пред него ще бъдат изправени да отговарят и тия, които дадоха заповед на този нещастник да убие един от най-преданните синове на Македония?

Пред Миланския съд ще отговаря само Стефанов, така както пред Виенския съд отговаряше само убийцата на Т. Пашица, Менча Карничу. Но, пред Виенските съдии убийцата не

призна, че по заповед на тая организация на убийци и бандити е извършила своето злодеяние, когато в Италия, където нейните ръководители се чувствуват по-свободни, те заповедаха на Стефанов да признае по чия заповед е извършил своето престъпление.

Обаче, ако Виенските съдии формално не можаха да съдят вдъхновителите на Карничу — чиновници от българската легация тук и представителите на Протогеровата организация, то пред Миланския съд те, вдъхновителите трябва да отговорят.

Но, те са свободни; те не са привлечени да отговарят за своето злодеяние. Те свободно се разхождат в Италия и в разните европейски столици, за да устройват нови убийства.

Ние, обаче джлжим да осветлим международното обществено мнение каква е техната роля в чужбина. Кой са те? Кой са непосредствените вдъхновители на убийството на Чаулев?

Интелектуалните убийци на Чаулев, това са:

Тома Карайовов, човекът, който винаги си е служил с македонското дело, за да прави политическа кариера и е продавал интересите на македонския народ на българския дворец и на разните български правителства; той е генералния пълномощник на организацията на Протогеров в чужбина. Той постоянно нове из Европа за да заблуждава европейските общественици по положението в България; той присъствува на процесите на техните терористи. Сега той навярно се готви, заедно с К. Пърличев, който от 20 години насам участвува при всички решения за убийства на македонски революционери и български политически деятели, да присъствува на процеса в Милано, така, както същият този Карайовов, заедно с Вадев, пълномощника на същата организация в Париж, присъствуваха на процеса на Менча Карничу. Тия двама злодеи са имали преди няколко дена тупето да говорят пред македонски студенти във Виена по „сръбско-българското сближение“, обаче на това събрание те са получили заслужения отговор, като са били публично наречени убийци, главорези и са били посочени като главни виновници за всички нещастия, които от 20 години насам са сполетели македонския народ.

За К. Пърличев, сам П. Чаулев, в своето отворено писмо до него, публикувано в Балканска Федерация в брой 7—8 от 15 ноември 1924 г., писа:

Един комунист ми казваше: „нема да простим на вашия Пърличев, който живее в една изба и в чийто тъмни стаички са решили и планирали, с Ив. Михайлов, Дрантов и др., убийствата на много наши хора“.

За участието на Тома Карайовов в подготовката на убийството на Чаулев, ето какво има да кажем:

Т. Карайовов е бил от 16 до 24 декември 1924 г. в Рим, в хотел Континентал, където постоянно се е срещал с А. Пиперов, пълномощника на организацията на Протогеров в Италия. От Рим той е писал на Чаулев (това писмо навярно се намира между книгата, които италианските власти прибраха от покойния), с което той (Карайовов) е искал среща от Чаулев. Целта, която Карайовов е преследвал с това писмо, е очевидна. Той е искал да подведе Чаулева в Рим, сметайки, че в тоя град по-лесно ще могат да го убият. Но доверените им хора в Милано, като Йосифов, под ръководството на Пиперов, успеха да го убият в Милано. И на следващия ден след убийството на П. Чаулев, Карайовов, успешно изпъкнал мисията си, отпътувал от Рим.

Излишно е да споменуваме, че за убийството на Чаулев, както и за това на Т. Паница, са помагали и българските легации в чужбина, защото общозвестна истина е, че агентите на Цанков в чужбина и представителите на Протогеров — каквито имена и да носят те: Карайовов, Томалевски, Велев, Вадев, Спространов, Пиперов и др. по-малки величия — заедно работят, за да продължат дните на фашистката диктатура в България, да заблуждават чуждото обществено мнение и да унищожават противниците на тая диктатура.

Каквато и да бъде присъдата на Миланския съд, обществено мнение е произнесло своята присъда.

То е приковало на позорния стълб убийците на българския и македонски народи.

Марсел Валтер

## Петр Чаулев \*)

(По случай процеса на неговия убиец)

Кой бе Чаулев?

Роден в най-красивото място на Македония, над Охридското езеро, той постъпи в редовете на македонското революционно движение още през 1898 г., когато положи установената рево-

\*) Настоящата статия е написана от един виден балкански общественик и революционер, който от 25 години насам е вземал живо участие и в македонското революционно движение.

Р. Б. Ф.

люционна клетва пред В. М. Р. О. Същата година той бе взет от Битолската гимназия и откаран в Охрид, където бе арестуван по политически мотиви.

През 1899 год. ние вече го виждаме на отговорното място, организатор в Преспа, а през 1900—1901 г. организатор в Охридско. През 1902 г. той става нелегален в Леринско, а в 1903 г. вече войвода на чета, която в Охридско взема живо участие в пламналото тогава общо-македонско въстание, известно под името „Илинденско“.

След кървавото потушване на въстанието, повечето от войводите, останали живи, напуснаха Македония и намериха прибежище в странство, главно България. Петр Чаулев остана на самото място, където се разиграха най-кървавите сражения на въстанието — в Битолско. Тук той ръководи отначало организацията на Охридската околия, после става ревизор на всички организационни чети в Битолския вилает и продължава да ободрява населението в най-тежките след въстанието години: 1903 до 1907.

През този период той не се ограничава само с тесно организационната дейност. Той планира постройката на изгорелите села върху пепелищата, строи училища за селяните, води постоянни боеве с турските потери като същевременно брани организационното дело и населението от сръбското и гръцко правителство. Не стига това, той води енергична борба същевременно за независимостта на В. М. Р. О. срещу Сараџова, който в името на същата организация искаше да й се наложи за диктатор, и срещу Протогеров, които в името на Софийския Върховен Макед. Комитет — Върховистите — искаше да направи организацията орждие на българския дворец.

В 1908 г., когато след младотурския преврат се отвори късия период за легална дейност в Македония, подета от Народната Федеративна Партия и Партията на Конституционните клубове, за четника, войводата и организатора на бойната нелегална дейност немаше повече място.

Той изпъкна отново, когато младотурския режим усвои старата Абдул-Хамидова политика спремо македонското население и подкачи неговото насилствено разоръжаване.

Настава Балканската война през 1912 и 1913 г. и Чаулев е пак в редовете на тия, които се борят за освобождението на Македония, макар и под знамето на балканския национализъм. Но в процеса на освобождаването на Македония от турско робство, той и неговите четници узнават за дележа на Македония между сръбското, гръцкото и българското правителства и че гъжмо близките и родни места на неговите четници минават под игото на сръбския национализъм. Настава страшна трагедия в душата на четниците и войводата. Последния едва изтрива сълзите на четниците си и ги задържа от порива да хвърлят оржията. Но за това пък, когато настъпва в 1913 г. вероломната съюзническа война между българите и сърби и гърци, Чаулев с четата си бесно се навървя срещу сръбските войски и при Демир Капия успева да плени целия 5-ий сръбски полк.

Това обаче не спасява Македония да остане цела, па макар и присъединена към България. Букурещкия договор подели Македония още по жестоко. Самото родно място на войводата попада под сръбско иго. Цела западна Македония става сръбска, а западна и южна Македония, с част от Битолския окръг, минава под гръцко иго. Още неизсъхнало мастилото на Букурещкия договор, ние виждаме безстрашния и неуморим войвода Петр Чаулев, заедно с албанците да вдига въстание срещу сръбското управление, което бърже се разпространява в западна Македония. Въстаниците не само разбиват сръбските гарнизони, като им отнемат много картечници и орждия, но успеват да завземат редица градове, като Дебър, Охрид, Струга, Ресен, Кичево и Витоля, където установяват своя революционна власт.

Разбира се, тая власт беше временна, защото въстаниците не можаха да устоят на големите маси сръбски войски, снабдени с артилерия и изобилна муниция. След кървавото сражение при Петрино (на пътя Ресен-Охрид), съпротивата на въстаниците бе сломена и те требваше да се оттеглят в Албания. В своето озлобление против войводата Чаулев, сръбите изгарят и унищожават неговата къща в Охрид, къщите на роднините му Яким, Григор и Ленка Чаулеви, като същевременно подлагат на нечувани гонения, предледвания и малтретирания всички по-свесно и интелигентно в неговия роден край.

Избухна всееветската война. Ние пак виждаме Чаулев да превзема и освобождава Крушево и да продължава своите понапгатажни действия в тила на сръбите, спремейки се все към своето родно място — Ресен, Струга, Охрид, Витоля.

Но свършва се всееветската — третата под ред — империалистическа война и Македония пак не можа да види свободата и независимостта си! Нещо по-вече, тя изгуби най-скъпото си нещо — своята целост. Тя бе поделена, тоя път не само от балканските хищнически правителства, но от „велика, хуманна и демократична Европа“, начело с Клемансо, Лойд Джордж, Нити и ... Уйлсона. Над разпокъсаното тело на Македония легна ново иго, много пострашно и безнадежно отколкото бе турското!

След 30 годишна организационна четнишка и вжзтанишка дейност на В. М. Р. О., след три разорителни войни, наложени в голема степен като резултат от дейността на В. М. Р. О., верата на македонският народ в освободителната политика на балканските и европейските правителства се подрони. Той не можеше по-вече да верва и на оная македонска организация, която щеше отново да го организира в името на свободата, извоювана чрез интервенцията на кое и да било балканско или европейско правителство.

Тая вера бе поколебана и у Петр Чаулев, който отдаде цели 26 години от своя живот да служи на народа си с разбиранята и методите на старата В. М. Р. О.

Той почувствува, че за да може да се изправи пред измъченият македонски народ нова перспектива за борба, пропита с надежда и вера за нейния успех, трябва да се търсят нови пътища, нови методи, нови идеали, които да обхванат македонската свобода и независимост и отново да я окрилят в сърцата на отпадналите борци.

И той напушта Македония и за пръв път отиде в странство за да се ориентира в новосъздаденото балканско и международно положение, за да открие новия истински път, който действително ще изведе македонската революция на брега на македонската свобода и независимост.

И действително, от странство той вижда всичката погрешност на изживелите методи на В. М. Р. О. От странство той почва да упреква другарите си от Ц. К. за намесата им в българските работи на страната на фашистката реакция, за свалянето на Стамболийски, за избиването на селяните и работниците през септември, за безумната терористическа борба против собствените синове на Македония, с труповете на които изобилно се усеват улиците не на Белград, Атина, Скопие или Битоля, а улиците само на София... И тия упреци по-лека — лека се превръщат в пълно отрицание на методите на неговите другари от българска Македония.

В писмото си от 23. Февруария 1924 г., изпратено от Бари (Италия) той дава вече пълното очергание на своите нови схващания:

„Аз признавам, пише Чаулев, два вида революции: 1. Революция, която разчита на своите собствени сили и се стреми да постигне пълна, пресметната победа, или 2. революционно предизвикателство, което се стреми до докара чужда намеса. За нещастие, нашето племе (т. е. В. М. Р. О.) всекога е изби-

рало второто и за това всекога сме губили. Моите другари се страхуват още да ме турят в редовете на измениниците, защото аз работя и подготвявам първата.“

А в писмото си от 7. Март 1924 г., пак от Бари, той определя своето разбиране още по-точно:

„За нас имаше два пътя, по който можеше да се освободи Македония: — или чрез бесен национализъм или чрез интернационализъм. Щом като първият пропадна и дума не може да става за отклонение от втория. Каквото ще да бъде управлението в България, пътя на българския национализъм е крив и пакостен.“

Още в писмото си от 5. Февруария 1924 г. той указва, в какво направление се движи неговия интернационализъм: „Борбата между мене и моите хулители е била главно в това: те искат Македонска организация за големи аларми, а моето гледище е просто старото — Груевото: работи и мълчи! През 1907 г. почнах да работя и се разбирах с албанците, тогава Сарафов изпрати плеада борци да ме заловят и накажат. Стана обратното. Днес се повтори същото. Аз исках да се организира не само Македония, но да се приготви и Косово и Черна-гора. Географическото положение е такова, че Косово е в средата — връзката. Трите организации сж достатъчни да разбият Сърбия. Това убеждение е било и си остава у мене. За това сж работил винаги в това направление, когато моите другари се стремят да го развалят. Аз желая да се срещнеш с Х. с цел да ми помогне в това направление.“

Същото това желание той го повтаря и в писмото си от 23 Февруари 1924 година:

„Аз желая да направих всичко възможно пред другарите ми от стара Сърбия и сръбска Македония за да ги убедя, че аз сжм се освободил вече от вредния шовинистически дух — трябва да ми поверват. Радич мисли добре, казвайки, че той верва на себе си и на своя кон, обаче, трябва да му се внуши, че той греша, ако мисли да се ползува само от кръвта на македонците, черногорците и албанците. До сега ние чухме само неговите декларации, неговите заплашвания, неговите интервюта; но за жертви от негова страна — никакви! Той трябва да разбере, че борбата на Балканите трябва да се води по балкански. Ако се надева на легалността и на това, което той нарича „културна борба“, той ще трябва да чака с години.“

Spectator

(Следва края)

## SOMMAIRE

## Texte français (649—660)

*La Fédération Balkanique et l'opinion européenne*

Notre Enquête auprès des personnalités politiques et littéraires — VI  
Ferdinand Buisson  
Henri Guernut  
Henri Marx  
Dr. Max Uebelhör

*Liaptcheff continue l'œuvre de Tsankoff*

Le meeting de protestation aux Sociétés Savantes

Paul Louis: Le bloc réactionnaire des Etats Balkaniques

Daniel Renoult: Six mois de lutte contre la terreur blanche

I. Mateescu: Les forces politiques se regroupent en Roumanie

Spectator: Peter Tchaouloff — I

Marcel Walter: L'assassin de Peter Tchaouloff devant le tribunal de Milan

N. Mermet: La crise du gouvernement Pachitch de 1914 et la crise de 1926

Delablaj: Le gouvernement Averesco — masque de l'oligarchie

Revue de la Presse

## Texte allemand (660—661)

Paul Louis: Der reaktionäre Block der Balkanstaaten

Y. Kalori: Albanien, seine Beys und seine Nachbarn

## Texte grec (661—662)

Μελίχρος: 'Ο συναγωνισμός για τὸ Μουσεολίνη!

## Texte albanais (662—664)

Paul Louis: Pergjegja e Paul Louis-it enqête-s të Federacionit Balkanik

N. Mermet: Bajram Curri, heroj i indipendences shqyptare

## Texte roumain (664—665)

I. Mateescu: Forțele politice se regroupează

Delablaj: Guvernul Averescu — o mască a oligarhiei

## Texte croate (665—666)

*Balkanska Federacija i evropsko javno mišljenje*

Luj Pjerar

Bernar Lekaš

N. Mermet: Za Vukašina Markovića

## Texte serbe (666—667)

*Балканска Федерација и европско јавно мишљење*

Алфонс Олар

Данијел Ренул

М. Владимиров: Држање опозиције и последња криза владе у Југославији

## Texte bulgare (668—672)

*Ляпчев продължава делото на Цанков*

Протестационният митинг в салона на Sociétés Savantes

Марсел Валтер: Убиецът на Петр Чаулев пред Миланския съд

Spectator: Петр Чаулев